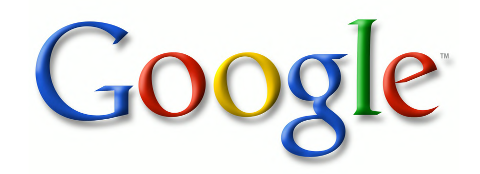


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

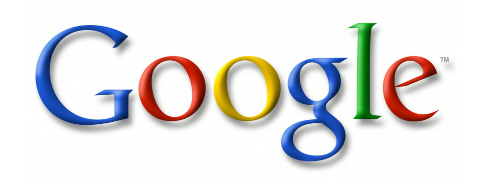
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

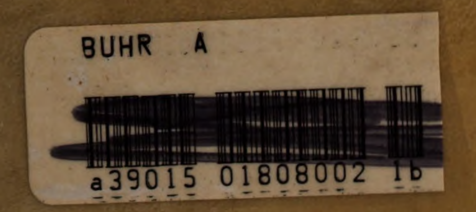
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

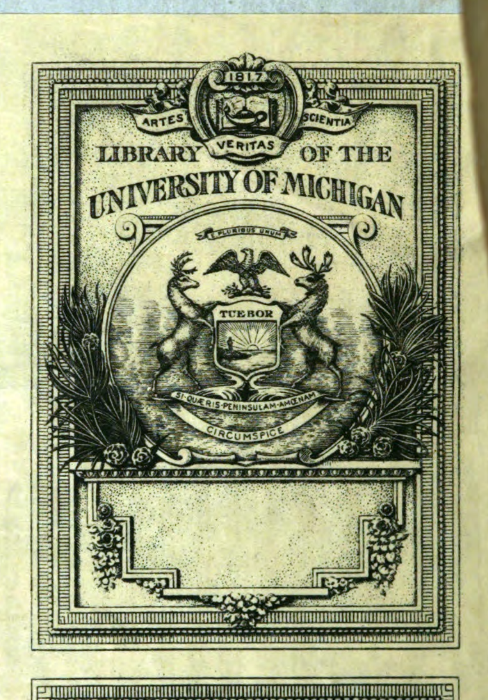
+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`




Digitized by Google

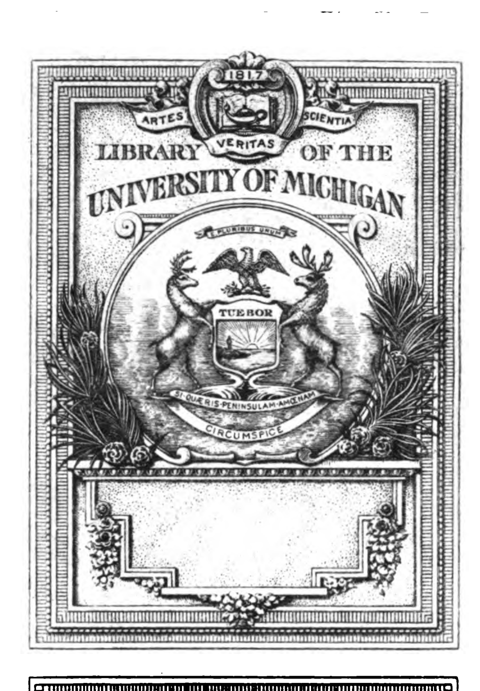



BEQUEST OF
ABBY L. SARGENT

Digitized by Google



Digitized by Google




BEQUEST OF
ABBY L. SARGENT


Digitized by Google



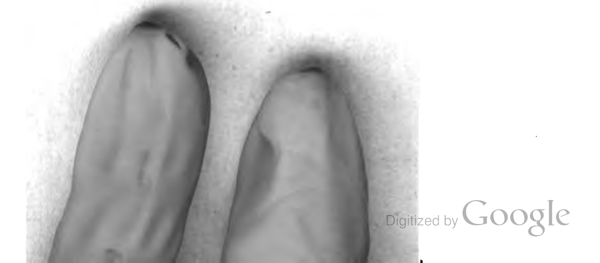

Digitized by Google

Digitized by Google

W. de Jong

# HISTOIRE PHILOSOPHIQUE DE LA RÉVOLUTION DE FRANCE.

Digitized by Google



Digitized by Google

W. de Jong.

# HISTOIRE
## PHILOSOPHIQUE
# DE LA RÉVOLUTION
## DE FRANCE.

Digitized by Google

Digitized by Google

Fantin des Odoards, Antoine Étienne Nicolas,

# HISTOIRE PHILOSOPHIQUE DE LA RÉVOLUTION DE FRANCE,

Depuis la première Assemblée des Notables, jusqu'à la paix de 1801;

PAR ANT. FANTIN-DÉSODOARDS, Citoyen français.

QUATRIÈME ÉDITION

*Seule conforme au manuscrit original.*

Claudii ac Neronis res, florentibus ipsis, ob metum falsæ, postquam occiderant recentibus odiis compositæ sunt, undè concilium mihi .... Extrema tradere sine irà et studio. TACIT. ann. lib. 1.

TOME SECOND.



DE L'IMPRIMERIE DES C.ens MAME, PÈRE ET FILS, A ANGERS.

A PARIS,

CHEZ { BELIN, Inprimeur Libraire, rue St. Jacques, n.° 22.
CALIXTE VOLLAND, Libraire, Quai des Augustins, n.° 25.

AN IX. — 1801.

Digitized by Google

DC
148
.F22
1801

v.2

Digitized by Google

60-13193 V

# HISTOIRE PHILOSOPHIQUE DE LA RÉVOLUTION DE FRANCE.

## LIVRE QUATRIÈME.

### CHAPITRE PREMIER.

*Quel est le meilleur gouvernement qui convienne à une nation très-nombreuse, très-riche et disséminée sur un vaste territoire?*

1791.

Quel est le meilleur gouvernement qui convienne à une nation très-riche, très-nombreuse et disséminée sur un vaste territoire? Si on fait cette question, nous dit Voltaire, à un ministre ou à un commis, ils seront sans doute pour le pouvoir absolu; si on la fait à un baron, il voudra que le baronnage partage le pouvoir législatif; les évêques en di-



Digitized by Google

ront autant ; le citadin voudra, comme de
1791. raison, être consulté, et le cultivateur ne voudra pas être oublié. Le meilleur gouvernement est celui où toutes les conditions sont également protégées par les lois.

Puffendorf, après nous avoir promis des détails à ce sujet, nous avertit gravement que *plusieurs prononcent en faveur de la monarchie, et d'autres, au contraire, se déchaînent furieusement contre les rois, et qu'il est hors de son sujet d'examiner les raisons de ces derniers*. En effet cette question est délicate à résoudre.

Un Suisse, un Hollandais, un noble Vénitien, un pair d'Angleterre, un cardinal, un grand d'Espagne, un comte de l'empire et un boyard russe, disputaient un jour en voyage sur la préférence des institutions sous lesquelles on vivait dans les diverses régions de l'Europe. Personne ne s'entendit, chacun demeura dans son opinion, sans en avoir une bien prononcée ; chacun louait sa patrie par vanité, et s'en plaignait par sentiment.

Quel gouvernement, nous dit-on, que celui où le juste Aristide était banni, Phocion mis à mort ; Socrate condamné à boire la ciguë, après avoir été berné par Aristophane, où l'on voit les Amphictyons livrer imbécillement la Grèce à Philippe, parce que les Phocéens avaient labouré un champ du domaine d'Apollon ! Mais les gouvernemens

Digitized by Google

des monarchies voisines étaient encore plus mauvais. 1791.

Un républicain est toujours plus attaché à sa patrie qu'un sujet à la sienne, par la raison qu'on aime mieux son bien que celui de son maître ; mais cette observation ne resoud pas cette question politique : la masse entière d'une grande nation est-elle plus heureuse sous un gouvernement républicain, que sous un gouvernement monarchique ?

## CHAPITRE II.

*La nature ne fit pas les hommes égaux entr'eux.*

Dans toutes les sociétés civilisées, la classe de ceux qui ne possèdent rien ou presque rien, est infiniment plus nombreuse que celle entre les mains de laquelle se trouvent les richesses territoriales et de convention. Cette inégale distribution n'est pas un effet du hasard ou des vices de l'agrégation sociale ; elle tient invinciblement à la nature des hommes, les uns laborieux et actifs, les autres paresseux et nonchalans ; les uns robustes, les autres faibles, les uns prodigues, les autres économes. Admettez une distribution égale des terres d'un vaste empire entre tous les habitans sans distinction, l'égalité

1791. de moyens, résultant de cette mesure, sera de courte durée.

La terre de l'homme actif et industrieux se couvrira de riches moissons et de fruits de toute espèce, tandis que celle du négligent ne produira que des ronces. L'homme robuste améliorera son héritage, l'entourera de haies et de fossés, y conduira des eaux, nivelera les terrains, bâtira des granges, élevera des troupeaux; son voisin laissera la sienne dans un dénûment plus ou moins grand, selon le degré de faiblesse qu'il tient de la nature. J'entre chez l'un et chez l'autre; d'un côté, je vois l'image de l'abondance et du bonheur; et, de l'autre, celle de l'embarras et de la misère. L'homme sobre, laborieux et robuste a du superflu; l'homme faible et paresseux manque du nécessaire. Le besoin, l'intérêt, les rapprochent; l'un emprunte de l'autre les choses qui lui manquent, et devient son débiteur : nouvelle relation qui diminue l'égalité primitive.

Mais c'est bien pis, s'il survient une année calamiteuse ou d'autres événemens désastreux et inattendus. Celui qui met, pour le besoin, des denrées en réserves, jouit des fruits de sa prudence, tandis que l'imprévoyant, pris au dépourvu, se trouve sans ressources pour entretenir sa famille déjà chargée de dettes. Sa situation s'empire, le malheur engendre le malheur : il est bientôt

Digitized by Google

contraint de vendre son héritage sans en avoir connu la valeur, et, désormais sans asyle, il se vendra à celui qui voudra l'acheter. 1791.

Si la nature, en formant les hommes, avait voulu qu'ils fussent égaux entr'eux, elle leur eût donné la même taille, la même force, la même étendue de génie, la même énergie de l'ame et les mêmes inclinations. On nous dit que les hommes sont égaux, c'est-à-dire que les facultés humaines appartiennent également au sultan des Turcs et aux bostangis de son harem, que l'un et l'autre doivent *disposer* avec la même liberté de leurs personnes, de leurs familles, de leurs biens ou du fruit de leur industrie; cela s'appèle parler *pour ne rien dire.*

Le chêne, ornement des forêts, et l'humble arbuste qu'on distingue à peine au milieu des plantes parasites qui l'étouffent, sont composés l'un et l'autre de parties ligneuses, jouissent l'un et l'autre des avantages de la végétation, ont le même droit aux sucs de la terre; cependant ces deux végétaux sont inégaux entr'eux.

Digitized by Google

1791.

## CHAPITRE III.

*Preuve que les hommes ne sont pas égaux, tirée de l'état de nature.*

Mais du moins, nous assure Montesquieu, les hommes étaient égaux dans l'état de nature ; c'est la société qui leur fit perdre ce précieux avantage. C'est aller chercher l'égalité bien loin, et on ne la trouvera pas encore. Le sauvage, faible, languissant et sans industrie n'est pas l'égal d'un autre sauvage auquel la nature accorda des nerfs plus souples, des jambes plus agiles, des mains plus adroites, une tête mieux organisée et un corps plus robuste. Le premier meurt de faim dans le tems que le second, se faisant un jeu de la chasse, trouve abondamment dans le fond des forêts de quoi nourrir et habiller sa famille ; non-seulement le sauvage fort et intelligent sera mieux nourri, mieux vêtu, mieux logé que le sauvage faible et paresseux ; mais, si quelques raisons décident le premier à ne pas s'écarter de sa cabane pour faire sa provision accoutumée, il enlevera le dîner du second qui ne sait pas le défendre.

Les hommes furent de tout tems en état de guerre, les uns à l'égard des autres. Le

Digitized by Google

siècle d'or est une fable inventée par les poëtes, pour louer le passé aux dépens du présent. Il est probable que la foule et les excès des injustices particulières, qui se commettaient par des hommes dans l'état de nature, furent des causes qui déterminèrent l'établissement des sociétés politiques. Plusieurs familles se réunirent pour opposer des efforts combinés aux violences des brigands qui, ne voulant pas se donner la peine de parcourir les bois à la poursuite du gibier, trouvaient plus commode et plus court de *s'approprier* celui que les voisins avaient tué pour leur usage. 1791.

De la réunion d'un grand nombre de forces physiques, jusqu'alors isolées, naquit une force morale qui protégea tous les associés. Alors les hommes, inégaux entr'eux par la loi de la nature, devinrent égaux par fiction aux yeux de la loi civile. L'agrégation sociale ne donnait pas de la force, de l'adresse, de l'intelligence aux individus qui en manquaient, mais en vertu du contrat social, chacun devant employer une partie de son adresse, de sa force, de son intelligence à l'avantage commun, la masse entière de biens devenait, pour ainsi dire, le patrimoine de chaque membre de la cité.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

en France le fléau de la fé
seront développées dans la
nière évidence.

Il faut encore observer
projets destructeurs n'étai
individus qui composaient
nistratifs des cordeliers et
commun des affiliés, amou
dance, exaltés par les disco
triotisme, qui se prononça

se dévouer qu'à la liberté, devenue leur idole. Ils ignoraient qu'on se servait d'eux comme d'aveugles instrumens de désordres et de carnage. Un grand nombre, trompés jusqu'à la fin par un prestige qu'on ne saurait peindre, ne furent détrompés sur le compte des Marat, des Robespierre, des Danton et de leurs sanguinaires suppôts, que lorsque les malheurs de la France, portés à leur comble, mirent dans le jour le plus odieux, leurs vues aussi intéressées que désorganisatrices.

Les cordeliers et les jacobins portèrent dans la suite le nom collectif de parti de la montagne, parce que le plus grand nombre des représentans qui le composaient, et sur-tout Marat, Danton, Robespierre, Couthon, Chabot, Dubois-Crancé, ect., siégeaient sur les gradins les plus élevés de la salle, à la gauche du président. Un cardeur de laine de Rheims, nommé Armonville, toujours coiffé d'un bonnet rouge, se plaçant sur le sommet de la montagne, semblait être le guidon des montagnards.

---

## CHAPITRE V.

*Le parti des modérés se partage en deux fractions principales.*

---

Le parti des modérés, qu'on appelait quelquefois le parti de la *plaine*, ne donnait pas

Digitized by Google

à ses adversaires l'exemple d'une plus grande
1792. unanimité d'opinion. Tous voulaient la république, c'est-à-dire, une forme d'organisation sociale, dans laquelle la confection des lois fût le résultat de la volonté des citoyens, librement exprimée par eux-mêmes ou par leurs représentans ; tous voulaiant établir, sur des bases solides, la liberté publique qui existe légalement par-tout où le peuple fait les lois auxquelles il doit obéir, quel que soit d'ailleurs le mode du gouvernement établi pour faire exécuter les lois existantes ; mais lorsque tous voulaient la république, on se divisait sur l'organisation du pouvoir exécutif.

Les uns voulaient ériger la France en pure démocratie ; les autres, frappés des dissentions perpétuelles que ce genre d'administration avait entretenues dans les anciennes républiques de la Grèce et de l'Italie, et persuadés que ces dissentions seraient encore plus fâcheuses dans un état d'une étendue aussi immense que la France, cherchaient des tempéramens capables d'empêcher les représentans du peuple d'abuser, contre le peuple même, du pouvoir immense qui leur était confié. Ils croyaient trouver ce contre-poids salutaire dans l'autorité que la constitution de 1789, 1790 et 1791 avait donnée au roi des Français.

Les idées démocratiques avaient germé plus fortement dans les têtes volcanisées du midi que parmi les représentans qui venaient du

Digitized by Google

nord. Ce parti était moins nombreux que le premier, mais il était dirigé par des hommes du premier mérite, par Vergniaud, Guadet, Lanjuinais, Kersaint, Gensonné, Rabaut-Saint-Etienne, Lasource, etc. On appela quelquefois ceux de ce parti *les politiques*, *les hommes d'état*, et vraiment on avait raison. Ils ne s'accordaient pas trop sur la manière dont le pouvoir exécutif serait organisé dans leur hypothèse. AN I.

La supériorité des talens les rendit, pendant quelque tems, les régulateurs de l'assemblée. Ils influençaient les ministres, ils avaient pour eux les principaux journaux, la Chronique, le Patriote, le Thermomètre, et d'autres qui réussissaient alors, et qui sont oubliés aujourd'hui. Ils dirigeaient les principaux comités de la convention, Condorcet celui de constitution, Brissot et Gensonné celui de défense générale et de diplomatique. Les finances étaient dans les mains de Cambon, que les politiques regardaient comme un des leurs, et qui passa bientôt dans les rangs de leurs ennemis. Ils comptaient, dans la municipalité de Paris, sur le maire Pétion, qui faisait les deux mains et trompait tous les partis.

Ils se firent recevoir aux jacobins, soit que, les croyant républicains de bonne foi, ils voulussent faire cause commune, ou qu'ayant démêlé les véritables sentimens de la société-mère, ils se crussent en état de déconcerter les

Digitized by Google

meneurs et de rectifier les idées du plus grand
1792. nombre, ou seulement qu'ils voulussent se servir du crédit des jacobins, pour parvenir à leurs fins particulières.

Leurs secrètes intentions furent bientôt découvertes par Chabot, par Billaut, par Lacroix, par Marat, par Danton. Alors, d'un côté, les jacobins ne gardèrent plus de mesures avec eux; ils les poursuivirent avec acharnement, tandis que l'autre fraction des modérés, qu'ils avaient révoltée par leur ambition et leur succès, n'était pas fâchée de les voir humilier. Attaqués avec acharnement par leurs ennemis, abandonnés par ceux qui les auraient défendus, s'ils ne s'étaient pas séparés d'eux les premiers, pour entrer aux jacobins, ils furent écrasés, le deux juin 1793; dans un de ces mouvemens populaires que les deux sectes anarchistes appelaient leur tactique extraordinaire.

Les jacobins détestaient également les deux fractions des modérés. Ils appelaient l'une le parti des girondins, et l'autre, *les crapauds du Marais*. On n'était royaliste, ni dans l'un, ni dans l'autre parti, dans le sens ordinaire qu'on attache à ce mot; c'est-à-dire, que l'idée était bien loin de leur pensée, de courber jamais la tête sous le joug d'un pouvoir arbitraire dans les mains d'un monarque. Mais, réfléchissant que Rome avait ses consuls, Athènes ses archontes, Carthage ses suffètes;

et que Sparte, dont un vrai républicain ne prononce jamais le nom qu'avec respect, était cependant gouvernée par des rois de la race des Héraclides, ils ne partageaient pas les appréhensions que le seul nom de roi semblait donner aux jacobins.

Les plus dangereux royalistes de la convention étaient les cordeliers, qui ne poussaient Louis XVI dans le précipice, où sa mauvaise fortune l'entraînait, que pour enrichir le duc d'Orléans de ses dépouilles ensanglantées. Mais leurs intentions monarchistes étaient revêtues avec tant d'art des couleurs populaires, que le petit nombre de ceux qu'une connaissance approfondie des hommes et des affaires mettait en état de discerner leurs artifices, ne pouvaient manifester leurs pensées à ce sujet, sans s'exposer évidemment à passer eux-mêmes pour coupables du crime imputé aux orléanistes; ils auraient porté leur tête sur un échafaud, fournissant aux races futures un nouvel exemple du danger d'enseigner au peuple des vérités qu'il n'est pas en état d'apprécier.

---

1792.

## CHAPITRE VI.

*Nouveau développement des dispositions politiques de chaque parti. La royauté est abolie, et la république proclamée. Conduite du parti du* ventre.

Dans cette disposition générale des esprits, la république fut proclamée et la royauté abolie en France par acclamation, sur la motion de Collot-d'Herbois, appuyée par Grégoire dans la première séance de la convention nationale. Des quatre principaux partis qui divisaient l'assemblée, trois avaient besoin de cette mesure pour parvenir à leurs fins; les cordeliers, pour placer la maison d'Orléans à la tête des affaires; les jacobins, pour établir leur fortune au sein de l'anarchie générale, et la fraction des modérés qu'on nommait girondins ou hommes d'état, pour faire triompher le systême démocratique; l'autre fraction des modérés attachés aux institutions de la constituante, et dont les membres se donnaient à eux-mêmes le nom d'Indépendans, attendait, pour se déclarer, des circonstances favorables qui n'arrivèrent pas. Elle haïssait et craignait les anarchistes, mais elle était révoltée de l'ascendant que prenaient les Condorcet, les Vergniaux, les Gensonné, les Brissot, les Lan-

Digitized by Google

juinais, les Lasource. Peut-être même n'envisageait-on la haine que ces républicains témoignaient pour la royauté, que comme un masque sous lequel ils cachaient leur ambition. An I.

Ce parti resta convaincu, après la proclamation de la république, qu'aucune liberté ne pouvait exister en France sans un contre-poids qui mît en équilibre l'énorme puissance dont le corps législatif pouvait s'envelopper; mais, abandonnant à l'avenir le soin d'indiquer ce contre-poids, il se laissait entraîner au mouvement révolutionnaire.

Le parti du *ventre* ne combattit jamais, il n'avait même aucune opinion qui lui fût particulière. Ceux qui formaient cette section conventionnelle, sans déployer aucune énergie, ne paraissaient occupés qu'à jouir tranquillement des avantages que leur procurait leur qualité de députés au corps législatif. Ils arrivaient les derniers aux séances, en sortaient les premiers, et restaient chez eux dans les momens de crise. Ils auraient pu rapprocher les combattans par leur médiation, mais les convulsions les plus violentes ne les tirèrent jamais de leur état léthargique.

Quelques observateurs ont pensé cependant que cette inconcevable apathie n'était que simulée, et que, dans l'espérance de voir se renouveller parmi eux les prodiges que les poëtes prêtent à Cadmus, qui, ayant semé les dents d'un dragon, en vit naître subitement

Digitized by Google

1792. des hommes armés, qui n'eurent rien de plus pressé à faire que de se massacrer les uns les autres, ils se flattaient que le résultat de la plus sanglante tragédie transporterait dans leurs mains le sceptre du pouvoir. Les événemens de vendémiaire, l'an quatre, ont justifié cette assertion, qui n'était pas probable en 1792.

Les hommes d'état, en proscrivant la monarchie, ne paraissaient pas éloignés d'user d'indulgence envers le monarque; soit que ce sentiment leur fût dicté par l'humanité, ou qu'ils apperçussent les suites sanglantes que le supplice de Louis XVI pouvait avoir. Les deux sections jacobines, au contraire, étaient altérées du sang de ce prince.

En conséquence du décret de la convention, qui fut envoyé dans les départemens et aux armées par des couriers extraordinaires, la proclamation de la république fut faite solemnellement dans Paris; et le lendemain, 22 septembre, il fut décrété que le procès-verbal serait daté de l'an I.er de la république française; que tous les attributs de la royauté, quelque part qu'ils fussent, seraient supprimés, et que le sceau de l'état serait désormais un faisceau d'armes surmonté du bonnet de la liberté, et pour exergue *république française*.

Digitized by Google

la protection des hommes dans l'état de société, et rien de plus; c'est un étranger protégé par les lois, mais soumis aux lois du pays dans lequel il habite. L'idée de *sans-culottisme*, non moins vile que son expression, et formée de l'égoût de toutes les idées abjectes, exprime le dénûment physique, provenant du dénûment moral. Le *sans-culotte* est le pauvre d'ame, que Platon définit une bête féroce et puante. Le pauvre qui travaille cesse bientôt de l'être, et celui-là mérite une protection spéciale; mais le pauvre de profession, le *sans-culotte*, est le plus dégradé des êtres.

On a déjà observé que les jacobins, tirés pour la plupart de la classe la plus abjecte et la plus grossière de la nation, de celle des laquais sans place et de leurs femmes, ne pouvant fournir des sujets assez élevés pour les emplois publics, avaient abaissé les places pour se mettre de niveau. Les ministres et les députés, affectant l'extérieur le plus malpropre, faisaient la cour à la populace des faubourgs de Paris, en s'assimilant à elle. Les bureaux ministériels étaient peuplés de gens les plus ineptes; quelques commis ne savaient pas écrire, ils affectaient le langage des halles et un civisme ridicule.

Dénaturer le caractère national par la dégradation du costume et du langage, fut une profonde conception de ceux qui voulaient

1792. niveler l'espèce humaine sur le plus bas de ses dégrés. Roland, qui avait préservé son département de cette honteuse contagion, passait chez les jacobins pour un contre-révolutionnaire, et déjà ils prenaient leurs mesures pour se défaire de ce censeur incommode, qui savait allier l'exactitude la plus rigoureuse dans l'observation de la loi, avec les convenances sociales.

## CHAPITRE VIII.

*Sous prétexte d'égalité, les* sans-culottes *proscrivent les riches et les gens instruits.*

L'HISTOIRE rapporte avec admiration la simplicité des mœurs et l'austérité de caractère qui distinguaient les fondateurs de la république batave. Mais ce serait bien peu connaître les hommes, que de comparer à cette vertueuse modération, qui excitait la surprise d'un roi d'Espagne, les dehors sales et dégoutans que déployaient les jacobins dans le tems qu'ils rassemblaient en secret, et par toutes sortes de voies, les fortunes les plus énormes.

Sous prétexte de prêcher l'égalité, tous les riches étaient dénoncés au peuple, comme ennemis du nouvel ordre de choses. Déjà Robespierre avait déclaré qu'il ne fallait pas que

que le plus riche français possédât au-delà de trois mille livres de rente. On parlait néanmoins chaque jour du respect des propriétés, mais chaque jour elles étaient violées indirectement par des décrets, ou directement par la force. On attaquait les commerçans et le commerce, les propriétaires, les fermiers et toutes les branches de l'industrie. La tribune de la convention retentissait du reproche d'accaparement ; on appelait accapareur tout homme qui n'était pas réduit à vivre de sa journée ou d'aumônes. Les arrêts de proscription, lancés dans l'assemblée des jacobins et dans l'assemblée de la commune de Paris, circulaient rapidement dans toute la république, colportés par les sociétés populaires, et favorisés par l'assentiment des scélérats profonds qui, au sein de la convention, dirigeaient ces abominables ressorts.

A peine la convention avait ouvert ses séances, que Marat, Danton et Robespierre avaient voulu la dissoudre ; et les poignards encore fumans de septembre attendaient des ordres des triumvirs. A l'attitude bien prononcée des hommes d'état, qui, dans le corps législatif, tenaient encore en main le gouvernail de l'opinon, à l'horreur courageuse qu'ils manifestaient contre les anarchistes, Marat répondait par la demande audacieuse d'un dictateur, par un appel au peuple des tribunes, pour *lapider ses représentans s'ils n'allaient*



Digitized by Google

*pas à sa fantaisie*. En même tems, la com-
1792. mune de Paris, riche du pillage du palais des Tuileries, du garde-meuble et des dépouilles des victimes de septembre, se réunissait avec les jacobins, qui avaient partagé ces bénéfices, pour effrayer les législateurs. On soulevait des ouvriers qui travaillaient à un camp près de Paris; on provoquait des rassemblemens séditieux auprès de la convention; et Chaumette à la barre avouait, le 31 octobre, qu'il existait des anarchistes dans la commune, et que dans la dernière quinzaine, on avait jeté chaque jour des semences d'insurrection. A ces révoltes, que le hasard presque seul appaisait, succédaient d'autres excès plus audacieux; et pendant que Fabre-d'Eglantine, fidèle au système de dissolution de la convention, demandait, au mois d'octobre, aux *jacobins*, un manifeste, revêtu de trois cent mille signatures, pour la formation d'une sainte ligue de salut public, les émissaires anarchistes de la commune parcouraient les campagnes, semant le trouble sous prétexte des subsistances, et provoquant, par des mouvemens et des désordres sans cesse renaissans, le besoin et le vœu de ce protectorat si vanté. Jamais la machine ne marchera, disait Marat dans son journal, que le peuple n'ait fait justice de deux cent mille scélérats; il doit réduire au quart ses mandataires et ses agens.

La société des jacobins et la municipalité

Digitized by Google

de Paris s'étaient coalisées pour organiser de concert l'empire du crime, de la terreur et de la mort. Ces deux corporations monstrueuses, en s'appuyant, l'une sur les sociétés populaires qui lui étaient affiliées, l'autre sur une multitude d'hommes qu'elle pouvait facilement égarer par des moyens de corruption, se voyaient en mesure d'aigrir et d'embrâser une multitude d'individus. Le patriotisme le plus exalté fut le voile dont leurs agens se couvraient ; l'erreur de la nation leur tint lieu de force. Des institutions révolutionnaires furent leurs moyens, et des monceaux de cadavres devinrent les degrés qui devaient les conduire passagèrement à la domination sur les débris de toutes les institutions renversées. AN X.

Le peuple, successivement agité, flatté, aveuglé, exaspéré par eux, prit dès-lors la modération pour lâcheté, la prudence pour artifice, l'humanité pour faiblesse, le délire pour patriotisme, et le crime pour la justice.

## CHAPITRE IX.

*Cause de la réunion apparente de plusieurs républicains aux anarchistes.*

Les observateurs qui suivaient avec attention le développement de cet étrange phénomène politique, ne concevaient pas comment



Digitized by Google

1792. certains hommes, recommandables par leurs talens et leurs vertus, paraissaient s'associer à des monstres altérés de sang, pétris de fiel et de perfidie.

Comment Vergniaud se vantait-il lui-même d'avoir constitué le sans-culottisme, et restitué tous leurs droits à ces hommes étrangers à toutes les obligations, comme à tous les intérêts du corps social, qui montraient hautement leur orgueilleuse dépravation, en répétant avec *Chamidès* : Je suis content de moi à cause de ma pauvreté, personne ne peut me nuire, et je menace les autres; au lieu de payer un tribut à la république, c'est elle qui me nourrit; je ne crains pas de perdre, j'espère d'acquérir. Comment des comités, composés de girondistes, faisaient-ils décréter que la convention était un pouvoir révolutionnaire dans tous les pays où les Français dominaient par la force de leurs armes ? Comment provoquaient-ils les peuples à secouer le joug de leur gouvernement ? outrageaient-ils les puissances étrangères par des insultes brutales ? épouvantaient-ils l'Europe par des systêmes d'anarchie et de subversion ?

On eût dit que rivaux des jacobins, bien plus que leurs ennemis, ils s'avançaient vers le même but par des voies obliques ; qu'ils ravissaient quelquefois par jalousie à leurs adversaires l'initiative des mesures atroces, et n'affectaient de rechercher la palme de la

modération que par désespoir d'obtenir celle de l'énergie ; on eût dit qu'ils ne prêchaient le respect des fortunes particulières qu'en économes prévoyans qui ménageaient leur propre domaine ; qu'ils n'invoquaient l'organisation de l'état qu'en usurpateurs pressés de constituer leur propre tyrannie ; disputant en un mot sur les formes bien plus que sur les moyens, et toujours d'accord sur les résultats. AN 1.

De toutes parts on avertissait les girondins que les anarchistes, auxquels les voies les plus détournées convenaient pourvu qu'elles les conduisissent à leurs fins, les mettaient en avant, et profitaient de la confiance qu'ils inspiraient, pour propager leurs principes destructeurs de toute police, et qu'ils les égorgeraient lorsqu'ils n'auraient plus besoin d'eux.

Ces sinistres présages faisaient peu d'impression sur des hommes qui se croyaient profondément versés dans les affaires et capables de maîtriser, par la force de leur éloquence, les mouvemens du peuple les plus tumultueux.

Regardant la condamnation à mort du dernier monarque des Français comme le ciment qui devait consolider la république, par eux fondée ; persuadés en même tems que pour éviter une fâcheuse commotion dans cette circonstance, il était nécessaire qu'un ébranlement universel et subit donnât un autre cours à l'opinion publique, ils regardaient les vo-

1792. ciférations sanguinaires des jacobins comme un mal passager dont il devait résulter un bien durable. Bien loin de prévoir qu'ils dussent devenir eux-mêmes un jour les victimes de ces vociférations, ils pensaient que les jacobins, odieux à tous les partis par leurs excès, seraient écrasés au milieu des décombres dont ils s'environnaient.

Cependant, malgré leur sécurité apparente, ils prenaient quelques mesures contre les coups de l'inconstante fortune.

## CHAPITRE X.

*Les fédérés de Marseille étaient à Paris le pivot de la puissance des jacobins. Les girondistes, pour former un contre-poids, veulent établir dans Paris une force départementale. Issue de cette mesure.*

PETION, devenu suspect aux anarchistes malgré sa conduite pendant les massacres de septembre, avait perdu sa grande popularité. Un homme honnête, mais sans énergie, nommé Chambon, venait de lui succéder à la place de maire de Paris. Il était méprisé et sans pouvoir. On l'accablait de dégoût pour l'engager à donner sa démission. On voulait le remplacer par un jacobin ; aux procureurs de la commune, Manuel et

Digitized by Google

Billaut-Varennes, nommés à la convention, avaient succédé Chaumette et Hebert. Ces jacobins, qui dominaient dans les sections de Paris, portaient la terreur dans toutes les maisons. Les propriétaires tremblans se cachaient de leur mieux; quelques-uns d'entre eux, s'étourdissant sur les cruautés dont ils étaient témoins, semblaient y applaudir de peur d'en devenir les victimes.

AN I.

La *société-mère* devait une partie de cette puissance surprenante au bataillon des Marseillais, qui servait de noyau auquel se réunissait, dans les occasions importantes, les partisans les plus chauds de la montagne.

Barbaroux, député de Marseille, et l'un des girondistes, comptant sur le crédit dont il jouissait dans sa patrie, avait proposé de faire venir de nouveaux marseillais qu'on opposerait aux anciens. Cette idée prenant de la consistance, il fut question de charger tous les départemens, d'envoyer un contingent d'hommes surs, auxquels la garde de la convention nationale serait confiée.

Pendant les préliminaires qu'exigeait le développement de cette mesure, quelques journaux discutaient cette question politique: L'assemblée nationale, représentant la France entière, doit-elle être laissée à la garde d'une commune formidable dont l'intérêt particulier peut se trouver en plusieurs circonstances en opposition avec l'intérêt général

1792. des provinces? Cette question était toute décidée au tribunal des publicistes. Mais Marat, dont le sanguinaire journal portait le titre de *Publiciste français*, voyait les choses différemment.

Le projet des girondistes fut présenté par Danton, par Chabot, par Bazire, par Lacroix, à la tribune de la convention et à celles des deux factions anarchistes, comme une basse intrigue, imaginée pour armer les citoyens contre les citoyens.

On se défie, disait-on, des habitans de Paris. On les présente aux départemens comme des tigres altérés du sang des représensans du peuple; et pour arrêter les sinistres effets de leurs complots, on propose, comme mesure de prudence, d'introduire dans Paris une force départementale d'environ trois mille hommes pour garder la convention.

De bonne foi, ces trois mille hommes, quand chacun d'eux aurait en partage la force d'Hercule, pourraient-ils se mesurer avec plus de cent cinquante mille combattans que Paris renferme dans ses murs, et qui possèdent une artillerie formidable? Les girondistes cachent donc d'autres desseins. Ils veulent fomenter des haines, exciter des divisions, provoquer la guerre civile.

En effet, quoiqu'il soit de principe que tous les membres de l'agrégation sociale doivent veiller à la sureté des individus aux-

quels ils ont confié leurs intérêts, les égards que les associés se doivent les uns aux autres, demandent une extrême délicatesse dans l'exercice de ce droit. Elle augmente encore lorsque le congrès national réside dans une commune si populeuse, qu'une garde envoyée de tous les points de la république ne serait pas en état d'arrêter une insurrection populaire. Cette garde ne ferait alors qu'exciter la jalousie sans procurer aucun avantage réel. Le meilleur garant de la sureté d'un corps de représentans dans une grande ville, consisterait dans une loi qui mettrait sous la main du pouvoir législatif toutes les parties de l'administration municipale dans le lieu de sa résidence.

Ce réglement existe dans les états unis de l'Amérique. On dira peut-être qu'il semble contrarier le principe du gouvernement républicain qui assure à chaque commune le droit de choisir ses magistrats. Mais, outre qu'il est des convenances générales auxquelles, sous quelque gouvernement que ce soit, les intérêts particuliers doivent se plier, et que dans cet amalgame consiste l'harmonie politique, n'est-il pas constant que nul ne peut être considéré comme lézé, lorsqu'il accepte librement une condition qui lui est avantageuse? Or, le séjour du corps législatif est d'un si grand avantage pour la commune dans laquelle il fixe sa résidence, que si

Digitized by Google

1792. Paris refusait la condition proposée, les plus grandes cités de la république solliciteraient à l'envi cette faveur. Elles sacrifieraient volontiers le droit de choisir leurs officiers municipaux, à la certitude que tous les Français doivent avoir de l'entière liberté de leurs représentans dans la ville où ils résident.

L'assemblée nationale, choisissant les magistrats, nommant les chefs de la force publique, et faisant exercer la police dans le lieu de son domicile, n'aura jamais rien à redouter de la masse du peuple, essentiellement ennemi des discordes civiles, qui éloignent de lui les travaux nourrissiers sur lesquels est fondée la subsistance, et la horde de fainéans qui ne respirent que le brigandage, sera fortement comprimée.

Mais si *cette garde départementale* ne pouvait rien ajouter à la sureté de la représentation nationale, elle avait un objet d'utilité à laquelle on ne pensait pas; c'était dans les occasions délicates d'éclairer les départemens sur la conduite du corps législatif. Il est probable que si cette gardé départementale eût existé, les événemens du 2 juin 1793, auraient été prévenus, ou du moins les provinces se seraient trouvées en mesure d'arrêter promptement les suites de l'insurrection jacobine.

Les girondins, redoutant l'impression fâcheuse que leur projet de force départementale

Digitized by Google

faisait dans Paris, s'empressèrent d'autant plus de reculer, que les impartiaux de la convention paraissaient dans cette rencontre partager les sentimens des jacobins. Cette infructueuse tentative, qu'ils ne surent pas soutenir, découvrait leur faiblesse, en les mettant en butte à la censure de tous les partis. Leurs démarches prirent un caractère versatile et vacillant, qui se montra sur-tout pendant le procès de Louis XVI, dont je parlerai bientôt. Cette faiblesse encourageait leurs ennemis; elle fut la première origine de la catastrophe qui les attendait. AN I.

## CHAPITRE XI.

### *La division de la convention se communique dans les provinces.*

La division de l'assemblée conventionnelle partageait les départemens qui épousaient les passions diverses de leurs représentans. Marseille, Lyon, Bordeaux, qui, dès long-tems, étaient déclarés pour la démocratie, connaissaient les vues des jacobins, et les détestaient. Déjà se préparait de loin cette scission qui dégénéra en guerre civile. Les jacobins voulurent l'ensevelir sous les décombres de ces cités, qui excitaient, avant la révolution, la jalousie de tous les peuples commerçans de l'Europe.

Digitized by Google

1792. La commotion, dont le double foyer se combinait dans les rues Honoré et de l'Observance, réagissait avec violence sur les armées, dans un tems où l'invasion des Allemands, sur le territoire français, nécessitait l'union la plus intime entre toutes les parties de la république.

Montesquieu observe que Rome avait la coutume inviolable de resserrer les liens de la discipline militaire, dans toutes les occasions où la république était en péril; ce n'était pas la méthode des jacobins. Cependant, ils avaient toujours à la bouche les institutions romaines; quelques-uns d'eux, osant même s'arroger les noms célèbres qu'avaient porté les chefs de ce peuple magnanime, s'appelaient *Fabius*, *Cincinatus*, *Caton*, *Camille*, *Publicola*; et prenant le nom pour la chose, ils transformaient grotesquement les grands monumens des républiques anciennes, en peintures à *Calot*.

Au milieu de ces germes sanglans de divisions, et tandis que les passions les plus tumultueuses agitaient la convention, et préludaient aux proscriptions qui devaient mutiler la représentation nationale, les soldats français, électrisés par le feu de la liberté, renouvelaient, aux yeux de l'Europe étonnée, ces exploits à peine croyables qui signalèrent autrefois les Spartiates et les Romains.

Digitized by Google

An 1.

# CHAPITRE XII.

*Dumourier, Beurnonville, Kellermann et Custines s'opposent aux progrès des Prussiens.*

Depuis la défection de Lafayette, l'armée française s'était réunie sous les ordres des généraux Dumourier, Kellermann, Biron, Beurnonville, Valence, Custines et Dillon. Les Prussiens trouvaient, pour pénétrer en Champagne, des obstacles auxquels ils ne s'étaient pas attendus.

Les émigrés, réunis aux environs de Coblentz, sous les ordres des deux frères de Louis XVI et du prince de Condé, avaient assuré le roi de Prusse que leurs mesures étaient si bien prises, que cinquante mille Prussiens devaient rétablir les choses sur l'ancien pied, en moins de trois mois, sans de grands efforts. A les entendre, la révolution n'était l'ouvrage que d'un petit nombre de factieux rassemblés à Paris, et dont les habitans des provinces ne partageaient pas les sentimens. On assurait sur-tout que les gardes nationales se réuniraient au premier abord à une armée qui se présenterait pour secourir Louis XVI; il fallait, disait-on, déployer plus de prudence que de force.

Digitized by Google

1792. On ne parlait pas de contre-révolution à Coblentz ; il ne s'agissait que de rétablir en France l'ordre et la paix. On promettait de respecter les propriétés, et de protéger les personnes. C'étaient des missionnaires, et non des soldats, qui s'avançaient au cœur de nos provinces.

Le manifeste du duc de Brunswick, qui commandait l'armée combinée d'Autriche et de Prusse, les lettres de Coblentz, et les libelles publiés à cette époque par les écrivains contre-révolutionnaires, respirent le même esprit ; mais ces espérances ne rassuraient personne.

Lafayette avait dégarni la frontière du côté de la Belgique, afin de laisser aux Autrichiens la liberté de porter leurs forces du côté du Rhin. Il avait cantonné les troupes à ses ordres entre Sedan et Givet, en laissant un vide de plus de dix lieues entre la partie de cette même armée qu'il commandait, et les troupes subordonnées au maréchal Luckner ; de sorte que, sans trouver d'obstacles, l'armée des coalisés devait se porter rapidement sur Paris.

D'après le plan concerté par les coalisés, les commandans d'Huningue, Strasbourg, Landau, Thionville, Longwi, Verdun et Metz, devaient remettre ces villes au duc de Brunswick, après une défense simulée. Ce prince y eût placé des garnisons, auxquelles toute espèce d'excès étaient rigoureusement inter-

Digitized by Google

dits, du moins jusqu'à nouvel ordre. Le reste de l'armée, grossie par les Français royalistes qu'on supposait devoir accourir de toutes parts pour s'y réunir, n'avait d'autre chose à faire qu'à prendre paisiblement la route de Paris; c'était une promenade sur les bords de la Marne. An I.

Dans le même tems, les contre-révolutionnaires de l'intérieur auraient ménagé, dans Paris, un de ces mouvemens tumultueux, qu'il est si aisé de produire dans une immense cité, où les événemens les plus extraordinaires peuvent être l'effet des causes les plus légères, lorsqu'une police vigilante n'assure pas la tranquillité publique; des brigands, répandus dans tous les quartiers, auraient pillé, égorgé, incendié.

Au milieu du désordre, les Prussiens se seraient montrés comme des anges de paix; les royalistes se seraient joints à eux, entraînant à leur suite les citoyens timides ou incertains. Alors une proclamation insidieuse eût été publiée; Lafayette, regardé comme le restaurateur de la monarchie, eût joui de son triomphe.

La fuite de ce général avait fait évanouir ce rêve des imaginations exaltées. L'amour propre du roi de Prusse souffrait d'avoir été la dupe de quelques intrigans; il y avait pour lui autant de honte à reculer, que de danger à avancer. Son armée pouvait être entourée,

Digitized by Google

affamée, réduite à mettre bas les armes dans
1792. un pays couvert de forêts, où les chemins s'obstruaient aisément, et qui fournissait peu de ressources pour nourrir quatre-vingt mille hommes pendant la mauvaise saison qui s'avançait.

---

## CHAPITRE XIII.

### *Marche des Prussiens en France. Prise de Longwi et de Verdun.*

Les Prussiens étaient entrés en France le 19 août, et, deux jours après, Longwi les avait reçus dans ses murs. Ils restèrent huit jours aux environs de cette place, soit pour se concerter avec les Autrichiens, qui n'étaient pas encore arrivés, soit pour attendre les effets d'un mouvement rapide et général qu'on les avait assurés devoir se prononcer en leur faveur, aussitôt que leurs drapeaux seraient apperçus sur les frontières de la Lorraine. Trompés dans leur attente, ils marchèrent sur Verdun. Cette ville, commandée de toutes parts, ne pouvait faire une longue résistance.

Jusqu'alors les affaires des Prussiens prospéraient; les soldats se demandaient les uns aux autres combien il restait de lieues à faire pour arriver à Paris; les officiers arrangeaient la manière dont ils se dédommageraient, au

Palais-Royal,

Digitized by Google

Palais-Royal, des fatigues de la campagne. Quelques vieux guerriers, en petit nombre, observaient que leurs camarades renouvellaient précisément la conduite des Français qui, pendant la guerre de sept ans, demandaient, à chaque pas, combien y a-t-il jusqu'à Magdebourg, combien jusqu'à Berlin ?

An I.

L'armée française, dans laquelle la fuite de Lafayette avait laissé quelque confusion, se rassemblait pour arrêter le torrent qui se précipitait sur la France. Tous les défilés du Clermontois étaient garnis de gros corps de troupes, qui se fortifiaient de jour en jour, lorsque les Prussiens résolurent d'entrer en Champagne et de s'approcher de Châlons, où le duc de Brunswick croyait trouver d'immenses ressources pour faciliter la suite de son voyage vers Paris.

## CHAPITRE XIV.

### *Bataille de Valmi, près de S.te-Menehoult.*

Le 20 septembre, les Prussiens découvrirent l'armée française, campée sur une éminence, et retranchée avec beaucoup d'art auprès de Valmi, deux lieues avant les bois de Sainte-Menehoult. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick, persuadés qu'une action allait décider du succès de la campagne, ne voulant

1792. pas d'ailleurs donner aux Français le tems de se rassembler en plus grand nombre, résolurent de les attaquer.

Les Prussiens, marchant en colonnes, se déploient avec cette précision de tactique que le grand Frédéric leur avait enseignée. Ils s'avancent avec audace ; mais, rompus par une artillerie redoutable et supérieurement servie, ils sont contraints de s'arrêter, et bientôt de faire retraite. Cette bataille de Valmi, qui porta le nom de *canonnade*, parce que les Français n'y employèrent d'autre feu que celui du canon, avait changé l'opinion qu'avaient les Prussiens des révolutionnaires français, en entrant en France.

J'ai déjà observé que les émigrés, à force de répéter, dans les cours d'Allemagne, que soldats, bourgeois, paysans, tous mécontens de la nouvelle administration qui s'introduisait en France, n'attendaient qu'un noyau d'armée étrangère pour se soulever contre le gouvernement, étaient venus à bout de faire adopter leur opinion par beaucoup de monde. C'est l'affaire d'une promenade, disait Calonne, et plus d'un diplomane tenait le même langage. On se fondait sur la force des préjugés, sur l'inconstance du peuple français, sur les étroites liaisons que les émigrés conservaient en France, et sur l'examen des variations politiques, observées à Paris. On ajoutait que les nouvelles armées, levées à la hâte, n'étaient compo-

Digitized by Google

lées que de vagabonds ramassés de toutes parts, plus propres à piller qu'à combattre, et qui ne devaient pas tenir un quart d'heure devant une armée bien disciplinée. L'expérience avait détrompé les Prussiens. An I.

Clairfayt, qui commandait les Autrichiens, n'arriva qu'après la bataille, pour favoriser la retraite du roi de Prusse. L'armée autrichienne campa près du champ de bataille à Valmi, ayant à sa gauche le camp prussien à Hans, et à sa droite, l'avant-garde prussienne sur la route et à quatre lieues de Châlons. L'armée des émigrés campait entre Suippe et Sommetourbe, à quelques lieues derrière l'armée prussienne.

Les Français, campés sur les collines de Hans ou de la Lune, occupaient une position excellente; leur droite aux Islètes en potence, leur gauche appuyée à une redoute garnie de dix-huit canons, le long de la grande route de S.te-Menehoult à Châlons. Une autre armée, peu éloignée, soutenait la première; Custines préparait une diversion en Allemagne. Le roi de Prusse, trompé par les fausses promesses qu'on lui avait faites, avait négligé quelques précautions indispensables pour réussir dans une entreprise périlleuse.

Il n'avait point de grosse artillerie à opposer à celle des Français. Les vivres, qu'on tirait de Verdun, faisaient onze lieues pour arriver au camp de Hans. Les pluies, qui



Digitized by Google

tombaient sans discontinuer, avaient rompu
1792. les chemins; les convois, obligés de passer dans des fondrières profondes, étaient cinq jours à parvenir à leur destination, tandis que les partis nombreux de cavalerie légère, envoyés par les généraux français, entre Hans et Varennes, en interceptaient une partie. Les Prussiens, privés de vivres, se livraient à une indiscipline et à un pillage que rien ne pouvait contenir, et dont les excès entraînaient des maladies épidémiques très-meurtrières : l'embarras du roi de Prusse était extrême.

## CHAPITRE XV.

### *Fortifications commencées à Paris.*

Cependant son armée jetait l'épouvante dans Paris. On travaillait à fortifier cette capitale, comme si une place dont la circonférence embrassait près de six lieues, pouvait être autrement défendue que par une armée supérieure. Ces apprêts, dirigés par la peur, étaient bien superflus. Le roi de Prusse ne songeait qu'à se tirer du mauvais pas dans lequel les émigrés le laissaient. On sut bientôt que les Prussiens faisaient leurs préparatifs pour abandonner le territoire français.

Les uns attribuaient cette brusque détermi-

Digitized by Google

nation aux maladies pestilentielles qui s'étaient mises parmi les Prussiens, pour avoir mangé, sans précaution et sans mesure, des fruits peu sains, dans les environs de Verdun et de Thionville; d'autres en donnaient pour cause le dépit que devait ressentir le roi de Prusse de s'être imprudemment confié à de vaines promesses. Dumourier en faisait honneur à ses savantes manœuvres. AN I.

Le tems qui dévoile à la longue les secrets les plus cachés de la politique, nous a instruits que Louis XVI, du fond de sa prison du Temple, fut une des principales causes de cet événement inattendu. Je tiens de Manuel, procureur de la commune de Paris, qu'accompagné de Pétion et de Kersaint, il détermina Louis XVI à prier lui-même, par écrit, le roi de Prusse de retirer ses troupes des provinces françaises. Ces trois hommes assurèrent le monarque prisonnier, qu'à cette démarche était attachée la conservation de son existence et de celle de ses enfans.

Dans la suite, lorsque la convention condamna Louis à perdre la tête sur un échafaud, ce prince dit à ceux qui l'environnaient : Je suis sûr que Pétion, Manuel et Kersaint n'ont pas voté pour ma mort. Il se trompait à l'égard de Pétion; pour Manuel et Kersaint, ils combattirent de tout leur pouvoir le projet de faire mourir le roi, et leurs efforts n'ayant pas eu de succès, ils donnèrent

Digitized by Google

publiquement leur démission, et quittèrent
1792. le corps législatif, malgré les remontrances de leurs amis qui entre-voyaient pour eux les dangers de cette conduite.

Tous les deux périrent sur un échafaud, lorsque les jacobins, devenus les maîtres, proscrivaient tous les individus dont ils croyaient avoir à se plaindre. Victimes honorables de leur fidélité à remplir leur parole d'honneur, l'histoire doit célébrer leur dévoûment héroïque. Manuel, en partageant le sort de Kersaint, serait associé par la postérité au souvenir glorieux que mérite son collègue, si le sang dont il s'était souillé dans les premiers jours de septembre 1792, ne s'élevait contre lui, et n'écartait le triomphe que devait lui assurer l'héroïsme de sa mort.

On assure que lorsque les Autrichiens, maîtres de Condé, de Valenciennes et du Quesnoy, menaçaient la Picardie, les meneurs jacobins renouvelèrent auprès de la reine les démarches qui avaient réussi à Pétion, Kersaint et Manuel auprès du roi. L'expérience du passé devait prémunir cette princesse contre toute sollicitation de cette nature; elle refusa constamment de se prêter à ce qu'on exigeait d'elle, quoiqu'on lui déclarât que sa liberté et celle de ses enfans étaient à ce prix. Quelle épreuve pour la tendresse maternelle! Mais le sort de Louis XVI ne permettait pas à un vain espoir de

pénétrer dans l'ame de Marie-Antoinette, et de tromper ses ennemis mortels. La publicité de cette anecdote m'a décidé d'en faire mention, quoique je n'aie pas été à portée de vérifier si le fait était authentique.

AN I.

## CHAPITRE XVI.

*Retraite du roi de Prusse.*

QUANT au roi de Prusse, il n'attendait probablement qu'un prétexte pour justifier sa retraite aux yeux de ceux qui l'avaient lancé dans les plaines de Champagne.

Les Prussiens campaient, le 15 septembre, entre Verdun et Clermont, sur une ligne nord et sud. Dumourier avait quitté sa position pour se joindre, auprès de S.te-Menehoult, à l'armée de Kellermann, qui arrivait de Vitri. Cette jonction n'éprouva aucune difficulté. Les Prussiens s'approchaient de Sainte-Ménehoult; ils n'étaient séparés, le 27, de l'armée française que par le vallon de Gisancourt : ils tinrent un conseil de guerre où se trouvèrent treize généraux. Le duc de Brunswick fit l'exposé de la situation de son armée et de celle des Français. Le maréchal de Castries ouvrit l'avis de donner bataille, qui prévalut. Le général Clairfayt, avec les Autrichiens, devait attaquer la droite des Français, commandée par

1792. Dumourier ; les Prussiens devaient se mesurer avec Kellermann, tandis que les émigrés, commandés par le comte d'Artois, enleveraient les redoutes de Gisancourt. L'armée combinée faisait ses dernières dispositions pour exécuter ce plan, et les Français se rangeaient en bataille sur les hauteurs de Gisancourt, lorsqu'après l'arrivée d'un courier de Paris à l'armée prussienne, la retraite fut résolue.

Cette armée se trouvait dans la plus extrême détresse ; j'ai déjà observé que les pluies abondantes, tombées pendant tout le mois de septembre, avaient rompu tous les chemins déjà très-mauvais. Les Prussiens manquaient de pain ; presque tous les soldats, attaqués de la dissenterie, se soutenaient à peine. Ils avaient devant eux des rivières débordées et des marais profonds à traverser. Dumourier, dont l'armée se fortifiait tous les jours, semblait devoir leur couper toute retraite et les écraser par sa formidable artillerie. Kellermann, Arthur-Dillon, Stengel, Beurnonville, Galbaud et Chasot, battant la campagne aux environs, détruisaient toutes les ressources dont ils pouvaient s'aider. On n'avait aucune espérance de secours ; il ne restait aux Prussiens que leur tactique excellente ; cette tactique pouvait les rendre victorieux en bataille rangée, mais elle était insuffisante contre des batteries bien dirigées et bien servies.

Digitized by Google

Une mésintelligence prononcée régnait entre les Prussiens et les Autrichiens ; les seconds accusaient les premiers d'avoir refusé d'attaquer les Français, le 28 septembre ; ils les proclamaient traîtres à la cause de la coalition. Cependant on savait qu'il y avait treize mille malades dans l'armée prussienne. La cavalerie était presque détruite, et une bataille, même heureuse, aurait perdu cette armée. Mais ces raisons faisaient peu d'effet sur les généraux autrichiens qui, regardant les Prussiens comme des ennemis avec lesquels ils ne s'étaient réconciliés que momentanément, ne voyaient pas leur affaiblissement comme un malheur.

On ne comptait du camp de Hans jusqu'à Luxembourg, que vingt-huit lieues ; mais les obstacles en tout genre, qui s'amoncelaient, rendaient cette marche beaucoup plus périlleuse que la retraite de Prague, qui a immortalisé le maréchal de Belle-Isle.

Toutes les nouvelles qui venaient de l'armée de Dumourier, et toutes les lettres de ce général assuraient, de concert, que les Prussiens seraient exterminés dans les marais de Grand-Pré, s'ils ne se rendaient prisonniers de guerre. On était persuadé à Paris que la journée de Pultava se renouvelerait sur les bords de la petite rivière d'Ayre.

On assure que souvent le roi de Prusse, pour faire avancer son artillerie, fut obligé de se

Digitized by Google

1792. frayer une route en coupant les arbres des forêts voisines, et en les couchant de travers, les uns à côté des autres. On marchait depuis la pointe du jour jusques bien avant dans la nuit, sans faire plus de deux lieues. L'armée resta plus de huit jours enfoncée dans la boue, devant la ville de Grand-Pré, et, si Dumourier l'eût attaquée dans cette position, elle eût peut-être mis bas les armes après une inutile résistance. Dumourier connaissait également et l'état de faiblesse auquel les Prussiens étaient réduits, et la contrée marécageuse qu'ils avaient à traverser; cependant il les laissait rétrograder sans les inquiéter dans leur marche.

## CHAPITRE XVII.

*Les Prussiens restituent Verdun et Longwy: Dumourier, accusé de trahison, se défend d'une manière astucieuse.*

VERDUN et Longwy, que les Prussiens ne pouvaient plus garder, furent évacuées; mais on leur permit de se fournir, dans les magasins de cette dernière place, des provisions dont ils avaient besoin, tant pour eux que pour les Hessois et les émigrés qui les accompagnaient. Enfin, après trois semaines de la marche la plus pénible, le roi de Prusse et le duc de Brunswick entrèrent dans

Digitized by Google

le Luxembourg autrichien. Leur armée était dans un état déplorable, sans habits, sans souliers, sans vivres. Elle avait abandonné ses effets de campement. La moitié de la cavalerie était démontée, et les chevaux qu'on ramenait, exténués de fatigue, paraissaient hors d'état d'entreprendre une nouvelle campagne. Les routes, depuis les montagnes de Hans jusqu'à Luxembourg, étaient couvertes des débris de l'armée prussienne. Cependant le corps de cette armée n'avait point été entamé. On apprit à Paris, avec la dernière surprise, que, cotoyant sans obstacles les sinuosités de la Moselle, les Prussiens se disposaient à prendre des cantonnemens d'hiver aux environs de Coblentz.



Un cri général s'éleva contre Dumourier, qu'on accusait d'ineptie, de lâcheté ou de trahison. Une prompte destitution, prononcée contre lui, aurait prévenu les maux innombrables dont peut-être il calculait dès-lors les chances désastreuses, si le parti orléaniste, qui le protégeait, n'avait pris chaudement sa défense.

Il n'était pas difficile, dans les circonstances où l'on se trouvait, de donner le change à l'opinion publique. L'armée de Dumourier devenait chaque jour plus formidable; mais on observait que les Français, accourant à la défense de leur patrie, pleins de courage et d'énergie, n'étaient pas encore familiarisés

1792. avec cette tactique précise qui distinguait éminemment les troupes formées par le grand Frédéric. D'ailleurs les amis de Dumourier alléguaient, en sa faveur, cet adage militaire de faire un pont d'or à l'ennemi qui fuit, et de ménager les agriculteurs que l'évacuation du territoire français, opérée sans opposition par les Prussiens, laissait respirer.

A ces raisons, assez plausibles, Dumourier en ajoutait de nouvelles, qu'à la vérité il laissait seulement entrevoir, mais qui ne faisaient pas moins d'impression sur la multitude. On assurait que le roi de Prusse, considérant que les Autrichiens étaient ses ennemis, se proposait non-seulement d'abandonner la coalition, mais qu'il n'était pas éloigné d'unir ses drapeaux à ceux de France, à des conditions qu'on n'expliquait pas, et que chacun interprétait à sa manière.

Ainsi la nation était trompée. Les Prussiens, rétablis de leurs fatigues, attaquant quelques mois après Beurnonville, et le chassant des bords de la Sarre, firent bientôt évanouir l'espérance donnée par Dumourier, d'une alliance avec eux. On sentit toute l'étendue de la faute qu'on avait faite de laisser sortir de France une armée qui s'y était imprudemment engagée, et qui, vaincue par les maladies, les fatigues et la faim, aurait été obligée de se rendre, si le général

Français avait multiplié les obstacles que la nature mettait à sa retraite.



## CHAPITRE XVIII.

### *Siège de Lille par les Autrichiens.*

DUMOURIER, nommé commandant-général de l'armée du Nord, avait auparavant sous ses ordres un corps d'environ douze mille hommes, retranchés près de Tournai, dans le camp de Maulde, pour couvrir en même tems Lille et Condé. Obligé d'abandonner cette position importante, lorsqu'il employait toutes ses forces à secourir la Champagne, menacée par les Prussiens, vingt mille Autrichiens s'en étaient emparés. Ils se portèrent bientôt sur Lille, dont la garnison n'était pas nombreuse.

Une armée de vingt mille hommes ne devait pas se flatter de prendre cette place, une des plus régulièrement fortifiées de France. Non-seulement le siège ne fut pas formé dans les règles, mais les communications de la ville avec les pays voisins, restèrent toujours libres. Les Autrichiens comptaient sur les mêmes intelligences au moyen desquelles les émigrés avaient flatté le roi de Prusse, d'être introduit dans les principales places de l'Alsace et des trois Evêchés.

Digitized by Google

1792. Pour donner occasion à ces intelligences de se développer, Lille fut bombardée. Les généraux autrichiens pensaient que les principaux propriétaires, pour éviter la chûte ou l'embrâsement de leurs maisons, prêteraient l'oreille aux propositions qui leur seraient faites de mettre la ville en dépôt entre les mains de l'empereur qui promettait de la restituer, lorsque la France serait pacifiée.

Maîtres de Lille, les Autrichiens se seraient étendus dans le département du Nord. Ils pouvaient emporter Dunkerque pendant l'hiver. Alors les flottes anglaises requéraient toute liberté d'approvisionner les armées coalisées, tandis que le pavillon tricolor n'aurait plus osé se montrer dans la Manche.

Cette spéculation fut déconcertée par le courage des habitans de Lille. Ils virent d'un œil indifférent s'écrouler autour d'eux les ruines de leurs demeures. En vain six cents maisons étaient tombées, et deux mille se trouvaient grandement endommagées, la contenance des assiégés n'en était pas moins imposante. On avait accoutumé les enfans à retirer les mèches enflammées des bombes qui tombaient dans les rues dépavées. Cet exercice, dans lequel ils montraient autant d'adresse que de fermeté, diminuait les effets du bombardement. Les assiégés démontèrent les batteries des assiégeans, qui commençaient à désespérer du succès de l'en-

Digitized by Google

treprise, lorsque, d'un côté, le parti que prit le roi de Prusse d'évacuer la Champagne, de l'autre, les succès de Custines sur les bords du Rhin, forcèrent les Autrichiens à précipiter leur retraite, tandis que les Français pénétraient de toutes parts dans la Belgique.



## CHAPITRE XIX.

### *Les Autrichiens abandonnent les frontières de France.*

La promptitude avec laquelle les Autrichiens évacuèrent la Flandre et le Brabant, pour se retirer dans le duché de Luxembourg et dans l'électorat de Cologne, surprit bien davantage les observateurs, que n'avait fait la marche rétrograde du roi de Prusse. On a prétendu, dans la suite, que ce fut l'ouvrage fallacieux d'une combinaison de Dumourier. Ce général, pour capter la bienveillance publique, et sur-tout pour éloigner de lui le soupçon de trahison que sa conduite en Champagne devait inspirer, publiait hautement que toutes ses mesures avaient été prises avec tant de justesse, que les provinces belgiques devaient tomber sans coup-férir sous la puissance de la république française, et que son armée victorieuse prendrait ses quartiers d'hiver dans Bruxelles.

On prétend que, calculant avec une in-

Digitized by Google

1792. fâme scélératesse la présomption dans les succès, qui malheureusement semble être l'apanage des Français, il conseilla lui-même aux généraux ennemis de se retirer sur les bords du Rhin, en les assurant que les Français, ivres de leurs triomphes, ne manqueraient pas de se comporter dans la Belgique, comme s'ils n'avaient aucun revers à craindre; qu'il placerait dans les environs de Liége, et dans les villes ouvertes de la Belgique, sous prétexte de favoriser l'ouverture de la campagne suivante, les immenses magasins qui se faisaient alors sur les frontières françaises; et que, lorsque les dispositions seraient faites, il disséminerait son armée de manière que des corps isolés, se trouvant attaqués inopinément par une colonne formidable, se précipiteraient les uns sur les autres; qu'il en résulterait une déroute générale, au milieu de laquelle l'empereur reprendrait non-seulement la Belgique avec la plus grande facilité, mais qu'il se trouverait le maître de toutes les provisions de guerre et de bouche que les Français auraient destinées contre lui.

Je pense qu'en cette occasion on a pris l'effet pour la cause. La retraite des Autrichiens après la bataille de Gemmapes, gagnée par Dumourier, fut nécessitée par les dispositions politiques des Belges, prêts à se soulever simultanément à l'approche des Français,

Digitized by Google

Français, pour exterminer les Allemands, et chez lesquels les principes républicains se manifestaient d'une manière si prononcée, que, si les jacobins n'avaient pas exercé dans ce pays leur systême destructeur, avec la plus détestable furie, le peuple belge, exaspéré de longue main contre le gouvernement de Vienne, se serait véritablement levé en masse pour préserver à jamais la France d'une invasion autrichienne.

An 1.

## CHAPITRE XX.

*Siège de Thionville par les émigrés et par les Autrichiens.*

PENDANT le séjour des Prussiens en Champagne, le corps d'émigrés, qui prenait le titre d'armée royale de France, avait essayé de s'emparer de Thionville. On assure que cette armée montait à peine à quinze mille hommes, quoiqu'on la dît forte de quarante mille. Elle était composée presqu'en totalité de gentilshommes, portant des sabres tels que la *Durandal* de Roland le furieux. Au reste, son indiscipline était égale à celle qui règne dans un camp de Tartares. Pleine d'officiers capables de conduire un siège, il ne s'y trouvait personne qui voulût jouer le rôle subalterne de simple soldat. Un corps



Digitized by Google

ainsi organisé eût bientôt totalement dévasté
1792. les environs de Thionville; mais il fallait d'autres troupes pour réduire la forteresse.

Les Autrichiens avaient laissé, dans les environs de Landau, un corps de douze mille hommes, sous les ordres du baron d'Herbach. Il était chargé de couvrir les frontières du Palatinat, et de protéger les convois que l'empereur faisait passer sur les bords du Rhin, à la division autrichienne qui coopérait avec les Prussiens. Cette petite armée reçut ordre de quitter sa position pour se porter sur Thionville; démarche téméraire qui livrait aux Français l'Allemagne antérieure jusqu'au Rhin. Mais les peintures que les émigrés avaient faites à Vienne et à Berlin de l'état présent de la France, du mécontentement qui y régnait, de la nullité de ses forces militaires, privées des nobles pour les conduire, avaient dirigé jusqu'alors les entreprises des deux cours coalisées. On disait publiquement, dans toutes les grandes villes d'Allemagne, que les Français étaient trop divisés entre eux pour faire une longue résistance. On assurait même qu'à la première vue des Allemands, les uns mettraient bas les armes, les autres se réuniraient aux émigrés.

Quelques-uns ont pensé que la cour de Vienne, par un rafinement de politique, n'était pas fâchée que les Français fissent

Digitized by Google

une excursion en Allemagne, afin d'acquérir le droit de sommer la diète de l'empire germanique, de rompre la neutralité qu'elle se montrait résolue de garder durant cette guerre. An I.

Au surplus, le baron d'Herbach, loin de prendre Thionville, où commandait Felix Wimpfen, n'arriva sur les frontières de Champagne, que pour être témoin de la peine extrême avec laquelle le monarque prussien évacuait cette province.

Dans une autre circonstance, Herbach se fût hâté de regagner sa position sous Spire, malgré la difficulté des chemins rompus par les pluies qui ne cessaient de tomber depuis un mois; mais il était arrêté par la considération majeure de favoriser la retraite du roi de Prusse, dont l'armée, affaiblie par les maladies, pouvait être entourée et contrainte de metttre bas les armes.

## CHAPITRE XXI.

*Etat des armées françaises en Alsace. Le pays de Porentrui se donne à la république française.*

Les Français avaient, en Alsace, une armée de quarante mille combattans; une partie, sous les ordres du général Biron, gardait le département du Haut-Rhin et la



Digitized by Google

principauté de Porentrui, dont les Autri-
1792. chiens avaient été chassés, et qui, bientôt, cédant aux sollicitations de Gobel, évêque constitutionnel de Paris, demanda et obtint l'agrégation à la république française, sous le nom de département du *Mont-Terrible*; l'autre partie, commandée par le général Custines, occupait des retranchemens formés depuis long-tems sur les bords de la Lauter, de Weissembourg, aux bords du Rhin.

## CHAPITRE XXII.

*Campagne de Custines au bord du Rhin. Il se rend maître de Mayence et de Francfort.*

Depuis le départ du baron d'Herbach, il ne restait, pour défendre la partie d'Allemagne entre Rhin et Mozelle, depuis Spire jusqu'à Coblentz, qu'une petite armée mayençaise d'environ quatre mille hommes. Campée sous Spire, elle protégeait des magasins considérables que l'empereur y avait rassemblés. Custines forma le hardi dessein de surprendre les magasins de Spire, et l'armée qui les commandait, et de se rendre maître des bords du Rhin jusqu'à Mayence.

Pour l'exécution de cette entreprise, il avait à peine vingt mille hommes effectifs; mais, profitant de l'enthousiasme général, il trouva,

Digitized by Google

dans les gardes sédentaires de la Basse-Alsace, une seconde armée, qui se chargea de garder Landau et les autres places de la frontière. Les dispositions furent faites avec beaucoup de secret. On publiait qu'il était question d'attaquer un corps d'émigrés aux ordres du prince de Condé, qui était dans le Margraviat de Bade, tandis que Biron, à la tête de l'aîle droite de l'armée, passant le Rhin sur le pont de Strasbourg, chargerait le général Esterhasi, qui commandait une petite armée autrichienne dans le Brisgaw. AN I.

Spire fut surpris, les magasins enlevés. L'armée mayençaise, poussée au bord du Rhin, mit bas les armes, et fut envoyée en France. Custines, profitant de ses avantages, s'empara rapidement et presque sans résistance de Worms, d'Oppenhein, et parut devant Mayence, le 19 octobre. Cette place, un des boulevards de l'Allemagne, ne s'attendait pas à un siège, et sa faible garnison était insuffisante à sa defense; à peine le commandant essuya-t-il quelques coups de canon. On prétendait que le général français, pour déterminer la garnison de Mayence à ne pas exposer la ville à un bombardement, s'était servi du stratagême de se dire attaché en secret au parti des princes. La garnison sortit avec les honneurs de la guerre.

Custines s'attacha les Mayençais par des formes populaires et par la discipline sévère

Digitized by Google

qu'il avait introduite parmi ses troupes. Les
1792. ordres, donnés par lui, de respecter les propriétés et de payer comptant tout ce dont les soldats avaient besoin, furent ponctuellement exécutés. Non-seulement les Français ne portèrent aucune atteinte au commerce de Mayence, mais, profitant avec finesse de l'aversion que les habitans témoignaient pour leur régence et les nobles du pays, on les amena à se prononcer hautement en faveur de la constitution française.

J'ai entendu dire à quelques militaires, que, si Custines, profitant de la consternation que répandait parmi les Allemands la rapidité de sa course, se fût porté sur Coblentz immédiatement après la prise de Mayence, il eût coupé la retraite à l'armée prussienne, et peut-être fini la guerre. Ceux qui ont fait cette observation, n'ont pas réfléchi sur la faiblesse de l'armée française, qui ne montait pas à quarante mille hommes, avec les secours tirés d'Alsace, et qui ne pouvait être soutenue par celle de Dumourier, occupée à la conquête de la Belgique, et ayant en tête une armée autrichienne très-formidable avant la bataille de Jemmape.

L'armée prussienne, forte de cinquante mille hommes effectifs, lors de son entrée en France, en avait laissé environ dix mille dans la Champagne. Ce qui restait, fortifié d'un corps d'Autrichiens et de Hessois, retranché sur la Mon-

Digitized by Google

tagne-Verte, et maître de la navigation de la Moselle, depuis Trèves jusqu'à l'embouchure de cette rivière, rendait une tentative sur Coblentz et la forteresse d'Ehreinbrestein d'un succès impossible à une armée de quarante mille hommes, affaiblie par les garnisons qu'il avait fallu laisser dans Spire, dans Worms, et sur-tout dans Mayence. AN I.

Custines songea d'abord à la conservation de sa conquête. Il augmenta les fortifications de la place, mit garnison dans le faubourg de Cassel, situé à l'autre rive du Rhin. Ce poste important fut garni de redoutes et de batteries, d'après les principes des fortifications françaises. Ensuite on s'occupa des approvisionnemens nécessaires à la subsistance des troupes. Les Français payaient une partie des fournitures argent comptant, et promettaient d'acquitter incessamment le surplus.

Au moyen de ces précautions, la place se trouva bientôt abondamment pourvue de comestibles. Quant aux approvisionnemens militaires, on avait trouvé sur les remparts cent trente pièces de gros canon de bronze, cent canons de fer, une assez grande quantité de mortiers et d'obusiers, et des magasins bien fournis de poudre et de boulets.

A huit lieues de Mayence, la ville de Francfort, bâtie sur le Mein, semblait n'avoir rien à démêler avec la république française. Francfort est une ville libre, sous la protection de

1792. l'empire. Les habitans, livrés aux spéculations du commerce, recevaient indistinctement dans leurs murs ceux des Français qu'on appelait aristocrates, et ceux qu'on appelait patriotes, et faisaient le plus d'accueil à ceux qui leur apportaient le plus d'argent. En général, le peuple de cette ville, où les magistrats, tirés des familles qu'on nommait patriciennes, s'étaient emparés peu-à-peu de l'autorité publique, penchait en faveur de la république française, dont les principes devaient rendre à la commune entière son influence politique. Mais, d'autre part, des raisons locales de vanité ou d'intérêt attachaient Francfort à la constitution germanique.

C'est exclusivement dans cette ville que se rendent les électeurs, lorsqu'il s'agit de nommer un empereur d'Allemagne, ou un roi des Romains, conformément à la bulle d'or publiée par Charles IV. Les plénipotentiaires des puissances et le concours immense des étrangers, qu'attirent les cérémonies impériales, répandent, dans ces occasions, des trésors qui alimentent le commerce, et contribuent à la prospérité des habitans.

Au surplus, quelles que fussent les dispositions des Francfortois, la possession de cette ville rendait la puissance, qui se la procurerait, maitresse du cours du Mein, et favorisait toutes les entreprises qui pouvaient être

Digitized by Google

tentées pour tirer des approvisionnemens du pays de Hesse et du comté de Hanau.

Les fortifications de Francfort sont médiocres ; sa meilleure défense consiste dans un large fossé plein d'eau vive. Elle se reposait sur sa neutralité, sans prévoir que, lorsque deux grandes puissances se heurtent, les petits états, enclavés dans le théâtre de la guerre, sont ordinairement contraints d'embrasser un parti, s'ils ne veulent être écrasés tour à tour par tous les deux.

Deux colonnes, l'une commandée par le général Neuwinger, et l'autre par le colonel Houchard, parurent le 22 octobre aux portes de Francfort, marchant sur les deux rives du Mein. Les habitans étaient persuadés que les Français se portaient sur le landgraviat de Hesse, ou sur la partie supérieure de l'électorat de Mayence. Ils ne furent pas même dissuadés, lorsque le général somma les magistrats de recevoir les deux divisions françaises dans la ville. Ce n'était plus le tems de délibérer ; le canon français, braqué contre les portes, allait les briser. Les colonnes françaises entrèrent dans Francfort au bruit d'une musique guerrière.

Digitized by Google

1792.

## CHAPITRE XXIII.

*Conduite de Custines envers les Francfortois. Il impose deux millions de florins sur les riches.*

La manière dont les Français avaient été reçus dans Francfort, rendait problématique s'ils possédaient la ville à titre de conquête, ou si la ville les possédait à titre d'hospitalité. Custines rendit encore cette position plus équivoque, en laissant, sous la garde des Francfortois, l'artillerie et les munitions de guerre qui se trouvaient dans l'arsenal, et que les magistrats n'auraient fait aucune difficulté de lui livrer dans le premier moment de son arrivée. Cette faute d'un homme qui voulait séparer la cause du peuple de celle de ses magistrats, eut les suites les plus funestes. Custines éprouva, dans la suite, le désagrément de se voir refuser ces attirails de guerre, lorsqu'il les demandait amicalement, et de les exiger en vain, par la force, dans un tems où sa volonté cessait d'être une loi, à laquelle les Francfortois fussent tenus d'obéir.

Les Français s'étant rangés en bataille vis-à-vis l'hôtel-de-ville, le général leur adressa ces paroles devant une multitude de spectateurs pressés autour de lui : *Soldats républicains,*

Digitized by Google

*les habitans de cette ville, qui viennent de nous recevoir parmi eux, sont libres comme vous ; respectez leurs propriétés, je les mets sous la sauve-garde de votre foi.* Cette proclamation donnait lieu d'espérer aux Francfortois que leurs nouveaux hôtes se comporteraient en amis ; et connaissant le goût naturel des Français pour la dépense, ils allaient jusqu'à se flatter que leur séjour dans Francfort donnerait une nouvelle activité aux opérations commerciales, auxquelles ils attachent toute leur félicité.

An I.

Cette illusion dura peu ; le général Neuwinger, ayant rassemblé le magistrat le lendemain de son arrivée, lut un ordre de Custines qui taxait la ville de Francfort à une contribution de deux millions de florins du Rhin, elle devait être payée dans un terme très-court, sous peine d'exécution militaire.

Le motif de cette demande était que le magistrat de Francfort avait approuvé l'impression d'une gazette qui multipliait, en Allemagne, les ennemis de la république française, par les calomnies extravagantes dont elle était remplie. On accusait encore les riches bourgeois de Francfort, non-seulement d'avoir favorisé les rassemblemens d'émigrés, mais de s'être permis de faire circuler de faux assignats fabriqués, à leurs portes, par les émigrés, pour avilir le papier-monnaie de France.

Digitized by Google

1792. Ces délits n'étaient pas ceux du petit peuple, ni des bourgeois peu aisés ; le général français ordonnait que la contribution serait exclusivement répartie sur les propriétés appartenant aux princes, aux nobles, aux gens d'église, ou aux familles patriciennes de la république francfortoise. Il ajoutait que, s'il venait à sa connaissance que quelques parcelles de la contribution fussent imposées sur des familles plébéiennes, il ferait connaître publiquement les individus qui avaient mérité l'animadversion de la république française par leurs procédés désobligeans ou coupables, et qu'il les punirait avec plus de rigueur.

Quelques-uns de ces griefs étaient constans. Les émigrés avaient acheté dans Francfort la plupart des objets d'approvisionnement dont ils avaient besoin. Cependant, dans une autre circonstance, ces opérations de commerce n'auraient pas justifié une punition si rigoureuse ; mais lorsque les émigrés, après avoir pompé, par mille canaux secrets, la plus grande partie du numéraire qui circulait en France, le répandaient en Allemagne avec une profusion révoltante ; un général français se croyait autorisé, par l'obligation de veiller à la subsistance de ses troupes, de saisir toutes les occasions que lui fournissait la fortune, pour rejeter sur les Allemands une partie des frais de la guerre.

Digitized by Google

Cette imposition avait encore pour but de faire éclore, entre le petit peuple et les classes supérieures de la société, des germes de division, dont le gouvernement français voulait profiter en Allemagne, en Flandre, en Hollande, comme en France, pour consolider le pouvoir des *sans-culottes*. Enfin, les contributions que levait Custines, étaient un dédommagement des dévastations commises par les armées des coalisés, sur les frontières de Champagne et de Lorraine.



Toutes les remontrances des magistrats furent inutiles, il fallut trouver un million de florins qui furent apportés dans Mayence; Custines reçut le surplus en lettres-de-change.

A l'exception de cet acte de rigueur, les habitans de Francfort ne furent pas molestés; il ne resta même dans la ville qu'une très-faible garnison française, suffisante pour protéger les magasins qu'on y rassemblait, mais hors d'état de résister aux attaques extérieures ou intérieures; ce fut la seconde faute de Custines, elle devint la cause de sa perte.

Digitized by Google

1792.

## CHAPITRE XXIV.

*Etablissement dans Mayence d'un club de jacobins. Société des illuminés, caractère de ceux qui la composaient.*

Ce général avait établi dans Mayence un club sur le modèle de la société des jacobins de Paris ; il ne se dissimulait pas cependant combien était préjudiciable aux opérations militaires, qui demandent autant de secret que de célérité, une assemblée tumultueuse qui, sans jouir d'aucune autorité légale, croyait représenter le peuple souverain, et dans laquelle toute subordination étant comptée pour rien, même parmi les soldats, les hommes à fort poumons, et d'une imagination exaltée ou délirante, sont presque toujours assurés de faire adopter les résolutions les moins réfléchies. Mais, d'un autre côté, le genre de guerre que Custines se proposait de faire sur les rives du Mein et de la Lahn, exigeait qu'il parût environné de toute la faveur de l'opinion publique ; il cédait aussi au desir de se concilier les suffrages des jacobins de Paris, en concourant à la propagation de leurs principes.

Il existait, depuis quelques années, dans Mayence, une association semi-politique,

Digitized by Google

dont les principes étaient assez analogues à ceux de la révolution française ; on ne la connaissait dans le public, que sous le nom de secte des *illuminés*. Les chefs de cette société, comme les chefs de celle des franc-maçons, étaient des intrigans qui se répandaient par-tout pour faire des dupes. Ces hommes prennent toutes sortes de masques, et semblent avoir établi leurs fortunes sur la crédulité humaine. Les meneurs, sous prétexte d'admettre progressivement leurs disciples à la participation de prétendues connaissances précieuses, les soumettaient à une obéissance passive, et régnaient sur eux par l'abus des sermens qu'ils en avaient arrachés. An XI.

Des colonies d'illuminés s'étaient répandues non-seulement dans toutes les grandes villes d'Allemagne, bâties sur la rive gauche du Rhin, mais quelques adeptes avaient pénétré dans l'Alsace et dans la Lorraine; il en était venu jusqu'à Paris, où cette association s'était propagée sous le nom de *martinistes*, dans le tems où le charlatan Mesmer faisait des dupes d'une autre espèce, en assurant qu'il guérissait toutes les maladies par un procédé de son invention, qu'il appelait le *magnétisme animal*.

Il est étonnant à quel point, chez les hommes, l'imagination est susceptible de recevoir les impressions de l'erreur, et comment les assertions les plus fausses, les plus ridicules,

Digitized by Google

s'accréditent, sans qu'on se donne la peine de
1792. réfléchir sur leur absurdité.

J'ai vu toutes les coteries de Paris, infatuées du *magnétisme* inventé par le docteur allemand Mesmer, ou du martinisme dont un autre allemand, nommé Boëhmer, était un des principaux apôtres. On regardait le premier comme le médecin du corps, et le second comme le médecin de l'ame. Une foule de désœuvrés, de l'un et de l'autre sexe, s'empressait, pour être admise à la manifestation des mystères dont les chefs des deux sociétés s'enveloppaient. On dépensait son argent pour apprendre des secrets imaginaires; et la plupart des élèves, dupes de la fascination des organes de leur cerveau, convenaient, à peine, qu'ils avaient été trompés, malgré les leçons de l'expérience.

Au surplus, une police exacte ne permettait pas aux illuminés de déployer, dans Paris, toute leur doctrine. Ils ne parlaient que de purger la religion chrétienne des abus qui s'étaient glissés dans son sein, et de ramener les hommes aux jours heureux du siècle d'or. Mais dans les villes d'Allemagne, et sur-tout à Mayence, après avoir soumis leurs élèves à plusieurs épreuves, à la manière des francs-maçons, ils leur expliquaient par degrés un système de civilisation, qui embrassait également les idées religieuses et civiles.

Les

An I.

Les séances des illuminés, tenues mystérieusement à la lueur des flambeaux, avaient quelque rapport avec les anciennes cérémonies sacrées de Cérès Eleusine. On représentait les premiers hommes sortant libres et égaux des mains de l'auteur de la nature, et l'on cherchait les fatales causes qui les avaient privés de ces précieux avantages. C'était, disait-on, la religion et le gouvernement qui, étreignant les hommes avec des doubles liens, les avaient plongés dans un esclavage dont il leur était bien difficile de sortir. L'homme, dans l'état de société, s'étant fait une foule de besoins inconnus aux premiers habitans de la terre, ne pouvait donner que de stériles regrets à son ancienne indépendance, dont il était privé sans retour; mais, au moins dépendait-il de lui d'améliorer son sort.

Alors, sans proposer ouvertement l'abolition des bases de l'association politique sous laquelle on vivait, les meneurs proposaient seulement des projets de restauration qui paraissaient favorables au plus grand nombre des individus. Le mode de ces changemens était nuancé avec beaucoup d'art, pour ne pas révolter ceux qui avaient intérêt au maintien de la tranquillité générale; pour mettre les novateurs à l'abri de la vindicte des lois établies pour garantir la société des secousses tendantes à la détruire.

A mesure que les chefs des illuminés déve-



Digitized by Google

1792. loppaient leur doctrine à leurs néophites, ils exigeaient d'eux de nouveaux sermens de ne jamais révéler les secrets qui leur étaient confiés, et d'être entiérement soumis à leurs instituteurs. Cependant, les principaux secrets de l'ordre restaient exclusivement réservés à quelques adeptes en petit nombre, parmi lesquels on ne parvenait que difficilement, et après que le candidat avait passé par des épreuves qui conduisaient à connaître jusqu'à quel point on pouvait compter sur sa constance et sur sa discrétion.

Ces prétendus zélateurs de la liberté et du bonheur de leurs semblables s'attachaient, sur-tout, à séduire les jeunes gens dont l'imagination, plus facile à s'enflammer que celle des hommes faits, se prêtait volontiers à des combinaisons métaphysiques dont les élémens paraissaient favorables au bonheur de l'espèce humaine.

## CHAPITRE XXV.

*Les illuminés facilitent l'entrée des Français dans Mayence.*

On assure que les illuminés de Mayence, persuadés que l'arrivée des républicains français en Allemagne pouvait concourir à la propagation de leurs idées mystiques de la ré-

génération de la race humaine, ne contribuèrent pas médiocrement à la facilité avec laquelle Custines fut introduit dans cette ville. AN I.

Dès que les premiers succès de ce général avaient frappé la voix publique, ils lui avaient député le professeur Boëhmer et quelques autres chefs de la secte, chargés de l'assurer que les victoires des Français comblaient les vœux du plus grand nombre des habitans de la Germanie occidentale. Ils ajoutaient que, si ses projets ultérieurs étaient contrariés par des obstacles imposans, ils pouvaient l'assurer qu'eux et leurs amis avaient assez de crédit pour les faire disparaître, et qu'ils étaient les organes d'une société nombreuse et puissante, au nom de laquelle ils lui promettaient un zèle à toute épreuve. On dit qu'en effet ce furent eux qui, exagérant les moyens qu'avaient les Français d'incendier la ville en peu de tems, engagèrent le magistrat à prévenir, par sa soumission, les malheurs qu'ils faisaient envisager comme aussi prochains qu'inévitables.

Dès que les Français furent maîtres de Mayence, on vit se rallier aux illuminés tous les individus qui avaient ou qui croyaient avoir à se plaindre du gouvernement; une foule d'esprits inquiets, que leur inconstance rend ennemis du régime sous lequel ils vivent sans qu'ils puissent nettement en donner la raison; et sur-tout les intrigans qui entre-

voyaient quelque avantage pour eux dans une
1792. nouvelle combinaison de l'organisation sociale, et dans l'anarchie qui devait précéder ce changement politique.

Les possessions de la noblesse et du clergé étaient un puissant appât pour les personnes cupides ou chargées de dettes, qui se proposaient de tirer parti de la confiscation qui en serait ordonnée, si les formes de la révolution française prévalaient. Enfin, les ambitieux et les beaux parleurs auxquels une administration populaire donnait occasion de développer leurs talens, augmentaient encore les partisans du nouveau système social.

Tous les amis de Custines n'étaient pas renfermés dans les villes. Un grand nombre d'habitans de la campagne prenaient ouvertement ses intérêts, séduits par l'espoir d'être affranchis de tous les impôts, de la dîme et des taxes qu'imposaient les seigneurs.

Tels furent les élémens dont Custines se servit pour former le club mayençais. Les chefs des illuminés se proposaient d'employer son influence à l'affermissement de leur fortune, et le général français voulait mettre à profit et leurs intrigues et leurs connaissances locales, pour faire circuler, dans toutes les provinces sur les bords du Rhin, les principes de la révolution française.

Du sein de la société populaire de Mayence, sortirent les proclamations dont le nouveau

gouvernement croyait avoir besoin pour entretenir et augmenter cette jalousie naturelle que, dans tous les pays du monde, les pauvres portent aux riches. Custines faisait imprimer ces proclamations en allemand et en français; on les répandait avec profusion dans les villes et dans les campagnes où ses émissaires avaient travaillé avec quelque succès l'opinion publique. An I.

## CHAPITRE XXVI.

*Tentatives des jacobins de Mayence pour fonder dans Francfort un club semblable au leur.*

L'OBJET qui paraissait tenir le plus à cœur aux clubistes mayençais, était l'établissement, dans Francfort, d'une société populaire semblable à la leur. Les familles qu'on nomme patriciennes gouvernaient la ville; cependant, en certaines occasions, les corps des arts et métiers ont une grande influence sur les délibérations municipales; de cet équilibre de pouvoir, il résulte une administration qu'on pourrait nommer aristo-démocratique. Elle n'était pas à beaucoup près dans les principes que professaient les jacobins de Mayence d'après ceux de Paris; et on ne saurait douter que l'établissement d'une pure démocra-

tie, dans une ville aussi riche et aussi po-
1792. puleuse que Francfort, n'eût été d'un grand secours pour la réussite du projet formé par Custines, de soulever dans une partie de l'Allemagne la multitude contre les nobles.

Ce fut l'origine de la conduite ambiguë que le général français tint constamment envers les Francfortois. Son dessein était de séparer d'intérêt et d'affection la partie pauvre des habitans de cette cité, de la classe des riches.

Dans toutes ses proclamations, il tâchait de réveiller les rivalités qui devaient exister, et qui existaient réellement entre les familles patriciennes et les plébéiennes. On prodiguait les expressions pompeuses, inventées par certains *Licurgues* modernes, pour exprimer un degré de perfection métaphysique dans les gouvernemens, qui figure merveilleusement dans un discours de tribune, mais dont l'exécution ne s'adapte pas avec autant de facilité aux rouages d'une machine politique, perpétuellement dérangés par les passions humaines.

Une conduite, très-circonspecte de la part des magistrats de Francfort, servait de préservatif à toutes les idées de bouleversement, lancées par les jacobins de Mayence parmi le peuple francfortois. Chaque fois qu'une nouvelle proclamation française paraissait, le sénat ne manquait pas d'y répondre par

des placards placés à côté des placards français, et dans lesquels, en admettant les principes de liberté et d'égalité, mis en avant par les jacobins, on les rapprochait avec les liaisons sociales qui rendent les pauvres nécessaires aux riches, et les riches nécessaires aux pauvres, et qui avertissent l'homme industrieux, dont l'existence est fondée sur son travail, qu'il doit, pour son propre intérêt, ménager la source qui abreuve sa famille. Il résultait de tous ces écrits, que le peuple de Mayence, éclairé sur les objets qu'il lui importait de connaître, repoussait les cajoleries employées par Custines, pour l'engager à se révolter contre ses magistrats. An 1.

Cependant ce général, comptant toujours sur le succès futur des efforts que ne cessaient de faire les clubistes mayençais, pour engager les partisans qu'ils avaient dans Francfort, à s'organiser en société populaire, dont ils auraient bientôt dirigé les résolutions, au moyen des émissaires stipendiés, qu'il est si aisé de se procurer par-tout, craignait de contrarier cette espèce de négociation, en déployant dans Francfort un appareil militaire, sans lequel il lui était impossible de se maintenir dans cette ville en cas d'attaque.

Dans cette vue, affectant de faire envisager la contribution imposée sur les riches habitans, comme la punition d'un délit particulier, il ne cessait de se donner pour le pro-

tecteur de la liberté publique, et de pré-
1792. senter son armée aux Francfortois, comme un rempart qui devait préserver leur ville du fléau de la guerre, tandis que les despotes voisins éprouveraient la pesanteur des armes de la république française.

D'après cette combinaison politique, fondée sur des idées purement conjecturales, non-seulement les généraux français avaient laissé dans l'arsenal de Francfort, sous la protection des magistrats, une artillerie *qui* aurait dû être placée sur les remparts, mais on avait négligé de faire les moindres réparations aux ouvrages extérieurs qui défendaient la place; et la faible garnison française, sans canons et presque sans munitions, semblait plutôt une garde de parade, *qu'un corps avancé, dont la surveillance as*surait le repos de l'armée.

Custines motivait l'imprudence de cette conduite par la confiance sans bornes qu'il voulait inspirer au peuple francfortois, et dont il attendait les effets les plus heureux; mais devait-il se dissimuler qu'il s'exposait, en cas d'attaque imprévue, à la perte de la garnison de Mayence, qui pouvait être égorgée.

Digitized by Google

## CHAPITRE XXVII. An x.

*Portrait du général Custines.*

Custines, d'après les portraits que m'en ont faits des hommes impartiaux, était un ardent révolutionnaire. Vivant comme les soldats et au milieu d'eux, il en possédait la confiance. Sa principale attention était d'empêcher par-tout que la classe la plus pauvre du peuple n'eût à se plaindre de lui et de son armée. La substance de toutes ses proclamations était : « Nous ne faisons la guerre qu'aux princes; nous ne voulons dépouiller que les grands seigneurs et le riche clergé. Le peuple, perpétuellement vexé par les uns et par les autres, doit nous considérer comme ses amis, comme ses protecteurs. » Cette conduite soutenue lui donna par-tout de nombreux partisans.

On lui reprochait les fanfaronades dont il avait coutume d'accompagner les entreprises qu'il se proposait d'exécuter. On prétendait aussi qu'il n'était pas un maître consommé dans la tactique, ou du moins qu'il manquait de cette vigilance et de cette justesse de coup-d'œil, nécessaires à un général pour saisir l'instant favorable.

Ses procédés militaires pouvaient tenir aux circonstances dans lesquelles il commandait;

Digitized by Google

1792. ce fut sur-tout à la disposition morale de ses troupes, composées en très-grande partie de gardes nationales, qu'on ne menait pas à la guerre à la manière allemande, mais qu'il fallait perpétuellement consulter; conduite embarrassante pour un général, et qui nuisait au secret des opérations, mais qui inspirait aux troupes cette noble fierté, ce courage héroïque, dont nous avons eu les exemples les plus frappans dans le cours de cette guerre. Ces exemples ne pouvaient être donnés que par des armées dont chaque soldat, ayant approuvé une expédition, la regardait comme son propre ouvrage, et se faisait un point d'honneur d'en assurer l'exécution de tout son pouvoir.

Au surplus, les détracteurs de Custines ne sauraient disconvenir que son expédition, dans l'Allemagne occidentale, n'ait rendu les plus signalés services, en accélérant la retraite des Prussiens, et en favorisant les succès de Dumourier dans la Belgique. Si les suites de cette campagne ne répondirent pas à son brillant début, est-il juste d'en accuser ce général, sur-tout, tandis qu'on sait que la trahison de Dumourier, et les défaites qui en furent la suite, changèrent entièrement la face de la guerre sur la frontière du nord.

Custines, au lieu des récompenses qu'il méritait et auxquelles il s'attendait, périt sur un échafaud, lorsque la fortune cessa de lui

Digitized by Google

être favorable. Danton, victime comme lui du mouvement révolutionnaire dont il avait été un des plus ardens provocateurs, disait, en allant à la mort, que la révolution ressemblait à Saturne qui dévorait ses enfans : allusion aussi profonde que vraie à l'acharnement des différens partis ennemis les uns des autres, et dont chacun à son tour, pour faire marcher selon ses vues la machine révolutionnaire, sacrifiait tout ce qui lui faisait ombrage. AN I.

Ainsi, les triumvirs Octave, Antoine et Lépide en agirent autrefois, lorsqu'après avoir partagé entr'eux l'empire du monde, ils résolurent d'immoler à leur sûreté les personnes qui se distinguaient dans Rome par leur crédit ou par leurs richesses.

Chaque triumvir comprit dans les rôles de proscription ses ennemis particuliers et les ennemis de ses créatures ; ils poussèrent la scélératesse jusqu'à s'abandonner l'un à l'autre la vie de leurs amis et même de leurs plus proches parens. On plaça dans la liste fatale Thoranius, tuteur d'Octave, et qui avait pris soin de son enfance. Lépide sacrifia son frère à ses deux rivaux. Antoine, de son côté, abandonna à Octave le frère de sa mère, et celui-ci consentit au meurtre de Cicéron, quoique ce grand homme l'eût soutenu de tout son pouvoir contre Antoine même.

1792.

## CHAPITRE XXVIII.

*Parallèle entre les généraux Custines et Biron.*

Custines avait fait ses premières armes révolutionnaires sous les ordres du général Biron. Tous deux terminèrent leur vie de la même manière, après avoir combattu pour la révolution par des vues différentes.

L'un et l'autre, députés, par l'ordre de la noblesse, à l'assemblée constituante, se distinguèrent parmi ceux qui abandonnèrent les premiers les prétentions de leur caste, pour se réunir aux communes. Custines, dévoré d'ambition, s'était si mal conduit dans toutes les places qu'il avait occupées, que les grands de la cour refusaient de s'intéresser en sa faveur. Sans espoir du côté du parti royaliste, il crut parvenir aux premiers grades militaires, en favorisant ceux qui poussaient Louis XVI dans l'abyme qui le dévora.

Biron était mu par les deux passions les plus expansives, par la haine et par la reconnaissance. Personne n'ignore le sort de Charles de Biron, auquel Henri IV avait les obligations les plus signalées, et que ce prince fit décapiter dans la Bastille, pour une conspiration dont l'existence n'a jamais

Digitized by Google

été bien constatée. Sa famille fut entiérement ruinée par les suites de ce procès criminel; elle languissait dans l'obscurité, lorsque le régent lui rendit son ancien lustre. Tous les Birons furent, depuis lors, constamment attachés à la maison d'Orléans. Ce fut le principe de la conduite du général Biron. Il était de la faction orléaniste, de même que Dumourier. Custines, au contraire, tenait le parti des jacobins, dont Robespierre ne fut le chef qu'en 1793.

Lorsque Dumourier, à la veille d'être abandonné par le parti qu'il avait jusqu'alors rendu victorieux, ne trouva de salut que dans une prompte fuite, les jacobins lui substituèrent Custines dans le commandement de l'armée du Nord. Les cordeliers vengèrent Dumourier, qu'ils n'avaient su défendre, en envoyant sur l'échafaud celui qu'ils lui avaient donné pour successeur. Les jacobins traitèrent, dans la suite, Biron de la même manière. Ainsi, deux hordes de cannibales préludaient aux combats qu'elles allaient se livrer avec le plus aveugle acharnement, au sein même de la convention, et dans lesquels les deux factions anarchistes, également affaiblies par les blessures profondes qu'elles se faisaient, auraient succombé simultanément, si elles ne s'étaient subitement réunies, comme on le verra dans la suite.

Digitized by Google

1792.

## CHAPITRE XXIX.

### *Les Français s'emparent de Friedberg et des salines de Nauhein.*

Si des raisons particulières détournaient Custines de déployer dans Francfort l'appareil militaire, il n'en avait pas moins à cœur de convaincre les habitans que, dans le cas où leur vœu se tournerait vers la pure démocratie, ils pouvaient compter sur une protection qui les mettrait à l'abri du ressentiment des coalisés. Dans cette vue, profitant de l'éloignement des Prussiens et des Autrichiens, il exécuta, entre le Mein et la Lahn, plusieurs expéditions qui devaient augmenter la grande idée que se faisaient les Allemands de la révolution française.

Le souverain dont les possessions s'éloignaient le moins de Francfort, était le Landgrave de Hesse, en qualité de comte de Hanau. La prise de Hanau n'était pas d'une importance médiocre, si les Français voulaient prendre des quartiers d'hiver sur la droite du Rhin. Cette ville, par sa situation près du Mein, couvrait la droite de l'armée, et, en cas d'une entreprise formée par les ennemis, en prenant des positions déjà connues, on les eût contraints de tenter les hasards d'un combat dans le même local où s'était donnée la bataille de Berghen.

Digitized by Google

Dans la supposition, au contraire, que le séjour de l'armée française ne dût être que momentané dans ces contrées, et qu'on ne voulût pas attendre les ennemis, mais seulement dévaster les terres des princes allemands auxquels la France faisait la guerre, Custines, maître de Hanau, eût commandé les deux rives du Mein, et, ses derrières assurés, il aurait pu prolonger à son gré les invasions, obtenir des contributions, et se procurer des vivres en abondance. AN I.

Mais Hanau, sans être une forteresse du premier rang, avait des remparts baignés par des fossés pleins d'eau, et qu'on ne pouvait sécher. Custines, dont les forces se trouvaient disséminées dans les garnisons des villes conquises, n'avait pas l'attirail nécessaire pour entreprendre un siège en règle. Il se réduisit à des coups de main, en attendant que les secours qu'on lui promettait, le missent en état d'exécuter de plus hautes entreprises.

Un détachement de son armée, aux ordres de Houchard, qui périt dans la suite sur un échafaud, s'empara, au mois d'octobre, de Friedberg, où l'on fit prisonnier un petit corps de Hessois, chargé de la police des salines de Nauhein, appartenant au landgrave de Hesse. Une immense quantité de ce sel conquis fut transportée à Mayence, pour la consommation des troupes. On vendit le reste aux paysans des environs, qui payèrent cette denrée

Digitized by Google

argent comptant, moitié au-dessous du prix ordinaire.

1792. D'autres détachemens parcoururent le pays de Hombourg, d'Usingen, de Veilbourg, dont les princes, sans défense, furent mis à contribution. Le même sort était réservé aux riches abbayes d'Arnsbourg et d'Erbach, où les soldats français firent une ample consommation du vin de Rhingau, que les moines avaient rassemblé dans leurs caves. Dans toutes ces expéditions, les soldats ménageaient avec une attention scrupuleuse les habitans de la campagne. Les paysans faisaient hautement l'éloge de la popularité du général et de la discipline des soldats; ce qui prouve que, quoi qu'on en ait dit, Custines n'était pas sans talens.

On peut juger des proclamations qui sortaient de la plume des clubistes mayençais, d'après ce manifeste publié par Houchard, lorsqu'il s'approchait des salines de Nauhein.

« Le landgrave de Hesse rassemble, dans les environs de sa résidence, des troupes nombreuses. Ne pense-t-il donc pas que le jour du jugement des princes injustes, et celui de la délivrance des peuples enchaînés par eux, sont arrivés. Il fait camper autour de lui ceux dont il espère renforcer son trône chancelant, cette partie la plus précieuse de son peuple, dont, pour remplir son trésor, il vendait naguères le sang à tous les potentats qui voulaient le payer. »

» Monstre,

» Monstre, sur la tête duquel se sont rassemblés depuis long-tems, comme une nuée orageuse, la malédiction allemande, les larmes des veuves et les cris des orphelins, tes soldats, long-tems abusés, vont te livrer à la juste vengeance des Français; tu ne leur échapperas pas par la fuite; quel peuple accorderait un asile à un tigre tel que toi? » An 1.

» Et vous, soldats hessois, qui n'êtes pas les ennemis du peuple français, cette nation vous offre un sort heureux; quinze kreutzers par jour, si vous voulez porter les armes en sa faveur; quarante-cinq florins de pension si vous demandez votre congé, les droits de citoyen, l'amour fraternel et la liberté. »

» C'est ce que je vous fais savoir, en qualité de général des armées françaises. »

Adam-Philippe Custines.

---



Digitized by Google

1792.

# LIVRE SEPTIÈME.

## CHAPITRE PREMIER.

*Situation politique de l'Europe en 1792 ; Russie ; Autriche ; Hollande ; Angleterre.*

Entraîné par la rapidité du mouvement révolutionnaire, à peine me suis-je permis jusqu'ici de jeter quelques regards furtifs sur les dispositions politiques des principales puissances de l'Europe, qui travaillaient plus ou moins activement à la destruction de la France, dont l'industrie et les richesses excitaient la jalousie de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Russie.

Personne n'ignore aujourd'hui que le partage de la France et de la Pologne devait être le résultat du traité de Pilnitz ; mais pendant les années 1791 et 1792, non-seulement les articles de cette convention étaient couverts du plus ténébreux mystère, on ne savait pas même clairement quelles étaient les puissances qui s'étaient coalisées pour détruire le nouveau gouvernement français. Chacun parlait de cette coalition, que personne ne connaissait. Certains royalistes, se prétendant plus instruits que les autres, faisaient des demi-confidences

Digitized by Google

à ceux qui voulaient les écouter. A les entendre, des armées innombrables étaient sur le point de fondre sur la France, pour détruire sa nouvelle constitution, et rétablir l'ancien régime. Mais, lorsqu'on demandait quels étaient les pays d'où venaient ces conciliateurs armés, prêts à sacrifier leur existence, sans aucun intérêt personnel, et pour le seul plaisir de rétablir en France le roi sur son trône despotique, les nobles dans leurs prérogatives, et le clergé dans ses biens, ils faisaient entendre que ce mystère serait bientôt éclairci; mais ils refusaient de s'expliquer plus nettement.

Les hommes que l'expérience avait familiarisés avec la marche tortueuse de la diplomatique européenne, rejetaient au rang des chimères non-seulement l'affection généreuse avec laquelle les fauteurs des émigrés assuraient que les principaux potentats européens projetaient une nouvelle croisade en faveur de la chevalerie française; il leur paraissait même impraticable, dans la disposition où se trouvait l'Europe, que ces souverains, divisés d'intérêts, d'opinions, d'habitudes et de rapports commerciaux, pussent se réunir sérieusement pour une entreprise qui leur fût commune à tous.

En effet, en jetant les yeux sur une carte de l'Europe, du nord au sud, on appercevait d'abord les deux cours de Pétersbourg

1792. et de Vienne étroitement alliées, et dévelop-pant de concert une masse de forces capables de renouveler les invasions autrefois exécutées par les Normands. Mais d'un côté, la guerre que ces deux puissances avaient soutenue contre les Ottomans, et que l'astucieuse Angleterre avait fomentée, affaiblissait ce colosse menaçant; de l'autre, les tentatives que faisaient les Polonais pour établir chez eux un système de gouvernement capable de donner à ce vaste pays une plus grande importance, semblait opposer une barrière formidable aux entreprises des Russes, et forcer la cour de Vienne à des ménagemens, dans la crainte que les provinces polonaises, qui lui avaient été cédées en 1772, ne vinssent à lui échapper.

L'alliance contractée en 1790 entre le roi de Prusse et l'infortuné Stanislas Auguste, formait un contre-poids qui diminuait encore l'influence de l'Autriche et de la Russie, tandis que le roi de Suède réunissait ses forces à celles des Ottomans, pour mettre des bornes aux entreprises de l'ambitieuse Catherine.

Les Hollandais avaient contracté en 1787 une alliance offensive et défensive avec les cours de Londres et de Berlin; mais les levains des dissentions civiles qui, depuis cette époque, n'avaient cessé de fermenter dans l'intérieur des sept provinces unies, s'op-

Digitized by Google

posaient invinciblement à ce développement de moyens, qui rend une nation redoutable au dehors. 

## CHAPITRE II.

### *De l'Espagne et de l'Italie.*

Au midi, l'Espagne, attaquée subitement par les Anglais, sous un prétexte des plus frivoles, ne devait le retour inattendu de la paix dont elle jouissait, qu'aux armemens que l'assemblée constituante française avait faits en sa faveur. Pouvait-on soupçonner que cette puissance, oubliant tout-à-coup les services rendus et les vrais principes de ses relations commerciales, se réunirait aux ennemis de la France, dans un tems, surtout, où Louis XVI paraissait agir de concert avec les représentans de la nation?

Enfin, les gouvernemens efféminés de la délicieuse Italie allaient-ils abandonner le systême pacifique auquel ils étaient accoutumés depuis plusieurs siècles, pour s'armer en faveur de cette foule d'émigrés, qui promenaient alors tristement dans Rome, dans Naples, dans Florence, dans Turin, leur morgue, leur ennui, leur misère? Mais quelles armées les Italiens pouvaient-ils fournir! Ignorait-on que, depuis la chûte de la

1792. république romaine, non-seulement les Italiens n'avaient attaqué personne, mais que ce beau pays avait été successivement la proie de tous les ambitieux qui s'étaient rendu maîtres des Alpes, du côté de l'Allemagne ou du côté de la France?

Parmi les princes italiens, le roi de Sardaigne était le seul dont les dispositions morales et physiques pouvaient s'accorder avec les vues des contre-révolutionnaires de France. Il était aisé de supposer que ce prince, dont les deux filles avaient épousé les deux frères du roi des Français, embrasserait leur défense avec chaleur. On ajoutait même que son zèle serait soutenu par les motifs d'intérêt personnel les plus déterminans, et que l'abandon d'un vaste territoire à l'ouest des Alpes, avec le titre de royaume, devait être le prix des efforts qu'il se chargeait de faire.

On connaissait l'ambition de la cour de Turin, et les tentatives qu'elle avait faites de tems immémorial pour sortir de cette obscure médiocrité à laquelle semblait la condamner irrévocablement la situation de ses domaines, resserrés entre des grandes puissances qu'il était difficile de dépouiller. L'habileté de sa conduite, toutes les fois que la France, l'Espagne et l'Autriche avaient porté la guerre dans les campagnes italiques, lui avait valu successivement quelques districts

Digitized by Google

démembrés de la Lombardie; on lui avait même plusieurs fois promis la Lombardie An 1. entière. Alors eût été renouvelé l'ancien royaume des Lombards, et la maison de Maurienne, décorée de cette antique couronne, aurait figuré parmi les puissances européennes.

Le roi de Prusse, Frédéric II, appelait le roi de Sardaigne un roi de situation, parce que la nature avait mis en ses mains les clefs de l'Italie du côté de la France, et que cette circonstance lui donnait quelque poids dans les affaires politiques de l'Europe.

Si toute la Lombardie eût obéi au roi de Sardaigne, ce poids serait devenu très-important, non-seulement par la qualité du pays le plus riche et le plus populeux de l'Italie, mais sur-tout par la circonstance de sa position topographique. Le nouveau roi des Lombards, défendu par les Alpes contre la France et les Suisses, pouvant lever dans le besoin une armée de cinquante mille hommes, devenait l'arbitre et le protecteur naturel du reste de l'Italie. Cette brillante perspective justifiait l'ambition des rois de Sardaigne.

Il n'en était pas de même des promesses qu'on lui faisait du côté de la France : quelle que fut l'étendue du pays qu'on voulut lui donner, la chaîne des Alpes, qui aurait séparé dans toute leur longueur ses anciens domaines et ses nouvelles acquisitions, s'opposait phy-

Digitized by Google

siquement à la réunion de ces provinces en un
1792. seul tout dont les parties correspondant ensemble se défendissent mutuellement ; et par la nature de sa position, il eût perdu tôt ou tard ou ses possessions de France, ou celles d'Italie.

## CHAPITRE III.

*Les cours de Londres et de Pétersbourg étaient les pivots de la coalition formée contre la France. Conduite de ces deux cours.*

Telles étaient les raisons qui faisaient révoquer en doute, en 1791, et pendant les premiers mois de 1792, la réalité du traité de Pilnitz. On était loin de soupçonner alors que l'Angleterre et la Russie étaient les pivots de cette étrange confédération, et que ces deux puissances, également ambitieuses, n'employaient les autres cours qu'en qualité d'agens secondaires. Sir François Plowen, dans son histoire de l'Empire Britannique, depuis le mois de mai 1792, jusqu'à la fin de l'année 1794, attribue la conduite des cours de Londres et de Pétersbourg au principe de ne pas souffrir en Europe aucuns changemens dans la constitution des peuples. Cette considération put entrer pour quelque chose dans leurs dé-

Digitized by Google

marches, mais elles avaient un but principal relatif à leurs intérêts personnels.

An 4.

On sait que quelques années après la mort tragique du czar Pierre III, Catherine, jalouse de procurer à ses sujets les avantages d'une meilleure législation, réunit pour cet effet les hommes qui lui parurent les plus éclairés. Les lois publiées dans cette assemblée, tenue à Pétersbourg, ne furent pas aussi favorables à la liberté civile ou politique des peuples, qu'on paraissait l'attendre. Trop de préjugés s'opposaient à l'émancipation des Russes; d'un côté, les droits politiques de la nation ne pouvaient que difficilement se concilier avec le despotisme invétéré des czars; de l'autre, les droits civils et naturels des habitans de la campagne contrastaient avec les intérêts domestiques des nobles que la czarine ménageait avec d'autant plus de soin, qu'ils venaient de s'élever, sur le trône, sur le corps sanglant de son époux assassiné par ses ordres.

Cependant, malgré ces obstacles qui paraissaient invincibles, des changemens très-avantageux à la race humaine s'étaient introduits en Russie. Si la mesure de l'affranchissement général des esclaves ne fut pas adoptée, Catherine mit en liberté ceux des serfs de la couronne qui furent jugés dignes de cette faveur par leur industrie et leur bonne conduite. Quelques nobles de sa cour l'imitèrent; il en résulta une classe d'hommes libres dont le

Digitized by Google

nombre augmente de jour en jour. Le code
1791. général qui fut publié pour régler les transactions de vingt peuples différens, dont la réunion forme cet empire immense, rapprochait l'ancien gouvernement despotique des formes de la monarchie.

On ne pouvait guère supposer qu'une reine qui changeait elle-même la constitution de ses états, pût s'opposer à des innovations analogues, dirigées en Pologne par un prince dont elle avait fait la fortune; mais d'autres causes déterminaient cette princesse.

Depuis que Pierre premier avait tiré les Russes de la barbarie dans laquelle ils étaient plongés, les czars, ses successeurs, parvenus à se faire reconnaître en qualité d'empereurs par les puissances européennes, portaient toutes leurs vues vers le trône de Constantinople, dont ils espéraient de chasser la maison ottomane; c'était le but secret de toutes les guerres entreprises par la cour de Pétersbourg, et des liaisons étroites que Catherine entretenait avec la cour de Vienne. Les monarques de Vienne et de Pétersbourg, envisageant la division de la domination romaine en empire d'orient et en empire d'occident, et se considérant eux-mêmes comme les successeurs des anciens Césars, voyaient des mêmes yeux Rome et Bisance comme devant leur appartenir un jour. Ils avaient besoin d'une politique très-déliée pour obtenir ce résultat.


Digitized by Google

La Pologne n'avait pas dissimulé sa partialité pour les Turcs dans la guerre qu'ils soutenaient contre les Russes : conduite imprudente d'un peuple auquel la paix la plus profonde était nécessaire pour parvenir à la nouvelle organisation sociale qu'il établissait, et qui l'aurait tiré de son état anarchique pour lui donner un rang distingué parmi les grandes puissances. AN 1.

L'impératrice de Russie, persuadée que l'état d'effervescence où se trouvaient les Polonais, lui fournissait l'occasion d'envahir l'empire d'orient, fut très-surprise en apprenant que ce peuple qui sortait à peine de la nullité la plus absolue, et dont la constitution, décrétée à Varsovie le 3 mai 1791, n'était pas consolidée, osait se ranger parmi ses ennemis ; jugeant, par ce trait de hardiesse, de l'énergie que la Pologne était capable de déployer un jour, lorsque les bases de son gouvernement seraient affermies, elle résolut d'arrêter, par la voie des armes, un systême qui contrariait ses vues ambitieuses.

La cour de Londres, en exerçant sur la France une réaction semblable à celle de la Russie sur la Pologne, n'avait pas des vues plus philosophiques. Elle fut conduite par un ressentiment profond des secours accordés, par Louis XVI, aux insurgés américains. Le traité qui lui arracha ses colonies, fut moins

Digitized by Google

une paix solide qu'une préparation déguisée
1792. pour une autre guerre.

Pitt, héritier des talens de son père, le célèbre lord Chatam, et de sa haine envers les Français, se chargea de l'exécution des projets de vengeance : combien de fois ne dut-il pas s'applaudir de ses funestes succès !

Des traités avantageux ménageaient à la France un commerce florissant dans les ports de la Turquie et dans ceux de la Russie. Pitt médita les moyens de Brouiller le gouvernement français avec la cour de Pétersbourg ou la Porte-Ottomane ; dans cette vue, le ministre britannique, à Constantinople, fut chargé d'engager le divan dans une nouvelle guerre avec la Russie, relativement à la Krimée, et d'offrir les secours les plus puissans. Le Grand-Seigneur, *entraîné* par ces promesses, entreprit cette guerre malheureuse, dont l'issue fut la perte de plusieurs provinces ottomanes et de la forteresse d'Oczakou ; engagé dans les hostilités, il réclama les secours promis : le ministre anglais tergiversait. Le divan, trompé, mais contraint de ménager une puissance dont les forces maritimes étaient redoutables, feignit de croire que l'ambassadeur n'avait promis que les bons offices de la cour de Londres : ces bons offices n'eurent lieu que lorsque, la coalition s'étant formée contre la France, on déploya un nouveau système politique.

Digitized by Google

## CHAPITRE IV.

An [illegible]

*La Porte-Ottomane, attaquée par les Russes, a recours à la France.*

La Porte-Ottomane, accablée par des revers inattendus, avait proposé à la cour de Versailles d'interposer sa médiation, conjointement avec celle de l'empereur Joseph II. L'état d'épuisement où se trouvait la France, et les troubles qui commençaient à s'y manifester, ne lui permettaient plus de tenir la balance de l'Europe. Louis XVI avait rendu des services importans à l'empereur, son beau-frère; il le chargea de cette négociation.

Soit que les liens secrets qui unissent les cours de Pétersbourg et de Vienne fussent le principe de la conduite de l'empereur Joseph II, ou que ce prince, connaissant toute la faiblesse de la cour de France, crût pouvoir se dispenser envers elle de ces égards dont Louis XIV était si jaloux, les propositions de paix qu'il fit, à Constantinople, respiraient une partialité si évidente, que le divan ne pouvait les accepter. Alors l'empereur prit ouvertement le parti de la Russie, et déclara la guerre à la Porte.

Dès ce moment, toute la considération dont le gouvernement français jouissait à Cons-

Digitized by Google

tantinople et à Pétersbourg, s'était évanouie.
1790. La cour de Londres avait ménagé cet événement, en plaçant Louis XVI dans l'alternative de se déclarer pour ou contre les Ottomans, ou d'embrasser une neutralité honteuse. Les Russes, certains que les vœux de la cour de France n'étaient pas en leur faveur, conçurent dès-lors envers elle une haine qu'ils eurent bientôt occasion de développer.

Les Turcs, de leur côté, témoins de la faiblesse que montraient les Français dans cette occasion, surent bientôt que Louis XVI, au mépris de ses traités avec la Porte-Ottomane, fournissait un subside considérable à l'empereur Joseph; ils cherchèrent d'autres médiateurs aux dépens des relations commerciales de la France. L'empereur Joseph étendait ses frontières et son commerce; il allait jouir à la fois de son ingratitude envers la cour de Versailles, et d'une augmentation de puissance, lorsque la mort le surprit au milieu de ses projets d'agrandissemens, laissant ses couronnes à son frère, Pierre Léopold, grand-duc de Toscane, prince philosophe, qui ne fit que passer sur le trône, mais qui, séparant ses intérêts de ceux des Russes, conclut la paix avec les Turcs.

Digitized by Google

An 1.

## CHAPITRE V.

*Invasion de la Hollande par les Prussiens. Triple alliance entre l'Angleterre, la Prusse et la Hollande.*

Vers le tems que Joseph II déclarait la guerre aux Ottomans, le cabinet de Saint-James jetait les fondemens d'une triple alliance qui devait lui être aussi avantageuse que funeste aux Français.

La cour de Versailles avait épuisé toute la profondeur de sa politique, pour former une étroite alliance avec les sept Provinces-Unies : à force de soins et de tems, elle y était parvenue. Les Bataves, abjurant la haine que leurs pères avaient jurée à Louis XIV et à Louis XV, avaient réuni leur pavillon à ceux de France et d'Espagne, dans la guerre des Etats-Unis d'Amérique.

Au milieu de ces opérations militaires, l'empereur, Joseph II, forma quelques prétentions au sujet de la navigation de l'Escaut, depuis Anvers jusqu'à l'Océan. Ce prince, dans un voyage qu'il avait fait à Paris, était engagé de ne faire aucune proposition à ce sujet jusqu'à la paix; alors il menaça les provinces Bataves. Louis XVI offrit sa médiation, fit des propositions de paix, qui fu-

1792. rent acceptées, et pour les rendre moins onéreuses aux Hollandais, il fournit à l'empereur dix millions de livres qu'il réclamait à titre d'indemnité. Ce procédé généreux devait attacher plus étroitement l'empereur et les Bataves à la France, il en arriva tout autrement.

Pendant la guerre d'Amérique, le stadhouder, secrétement d'accord avec la cour de Londres, avait retenu dans l'inaction la marine batave. Ce fut le sujet d'une enquête qui partagea tous les esprits dans les sept Provinces-Unies; les uns, attachés à la maison d'Orange, voulaient qu'un voile fût jeté sur tout ce qui s'était fait durant les hostilités; les autres proposaient de profiter de cette occasion pour abolir le stadhouderat. Pitt apperçut, dans ces semences de discordes, une occasion de rompre les traités qui subsistaient entre la cour de France et les états-généraux des Provinces-Unies, et de former une alliance entre la Grande-Bretagne, la cour de Berlin et le stadhouder de Hollande, qui avait épousé la nièce du roi de Prusse, Frédéric II.

Dans cette vue, sous prétexte de venger le stadhouder et son épouse, le duc de Brunswick, à la tête d'une armée prussienne, se portait sur les frontières de Hollande, tandis que la cour d'Angleterre tenait son escadre prête à mettre à la voile pour intercepter le

commerce

Digitized by Google

commerce batave, et insulter les côtes des Provinces-Unies. La cour de France protégeait ouvertement le parti hollandais anti-stadhouderien. Le prince de Condé, à la tête d'une armée dont une partie devait s'assembler à Valenciennes et l'autre à Givet, avait ordre de s'opposer aux tentatives que pouvait faire le duc de Brunswick ; mais dans l'état d'épuisement où se trouvaient les finances, et tandis que la cour payait exactement à l'empereur cinq cent mille livres par semaines pour lui aider à écraser les Ottomans, qu'elle aurait dû protéger, les armées françaises de Givet et de Valenciennes n'existèrent jamais que sur la Gazette de France.

Le duc de Brunswick, parfaitement informé de ces circonstances, pénétra rapidement en Hollande, à la tête de vingt-cinq mille combattans. Une petite garnison, placée dans Utrecht, ne fit point de résistance. Les Prussiens furent bientôt devant Amsterdam.

Cette capitale, où l'on comptait plus de soixante mille hommes en état de porter les armes, et dont le port était libre, semblait devoir peu redouter vingt-cinq mille ennemis. On avait augmenté la défense de la ville, en perçant les digues auprès du rempart ; mais des gens opulens, dont les superbes maisons de plaisance, bâties dans les environs, pouvaient être dévastées par les

Prussiens, n'étaient nullement disposés à ces
1792. actes d'héroïsme ou de désespoir qui signalèrent autrefois les républiques d'Athènes, de Rome, de Carthage. A peine quelques légers combats furent livrés.

Les Prussiens furent reçus dans Amsterdam. Il ne fut plus question des usurpations du stadhouder, des moyens de réduire à leurs justes bornes le pouvoir de ce magistrat, de réformer les vices de l'administration, de rendre aux états, aux régens, aux villes et au peuple, les droits que le gouvernement leur avait insensiblement enlevés depuis un siècle. Les états de Hollande, alors aussi timides qu'ils s'étaient montrés impétueux auparavant, publiaient toutes les proclamations que demandait le stadhouder. Les républicains proscrits furent contraints de prendre la fuite; et Guillaume V obtint un pouvoir qui le rendait plutôt le prince que le premier magistrat d'un peuple libre. Les états-généraux s'unirent, en 1788, avec le roi de Prusse et les Anglais. Ainsi la France n'avait plus d'autres alliés que les Espagnols, lorsque la révolution commença.

Ce fut le vrai principe de la guerre déclarée en 1790 par la cour de Londres à celle de Madrid, sous prétexte d'obtenir réparation d'un dommage de quelques mille livres, fait à un capitaine anglais, par la détention de son navire à la baie de Nootha-Sund.

Digitized by Google

On a vu précédemment que l'assemblée nationale de France, à la nouvelle d'un événement dont les suites pouvaient changer la nature des rapports commerciaux, qui lient les peuples de l'Europe, oubliant les intérêts de la nation, pour ne songer qu'à sa gloire, interrogée si, d'après le texte du *pacte de famille*, elle fournirait aux Espagnols un secours de vingt-quatre vaisseaux de guerre, répondit que non-seulement la cour de Madrid pouvait compter sur ce contingent, mais que la France emploierait toutes ses forces pour défendre son alliée; et en même tems fut ordonné l'armement de quarante-cinq vaisseaux. Les Anglais, craignant d'avoir à combattre en même tems la France et l'Espagne, ou peut-être par d'autres considérations qui tenaient à leur systême d'isoler entiérement le peuple français, se désistèrent de leurs prétentions, pour tourner toutes leurs vues vers les troubles de France qu'ils avaient préparés et qu'ils ne cessaient d'alimenter. AN I.

Mais, quelques démonstrations que les Espagnols aient faites dans la suite de vouloir entretenir avec la France la meilleure harmonie, il est difficile de ne pas penser que l'adhésion de cette puissance à la coalition, fut une des clauses secrètes de sa réconciliation avec la cour de Saint-James, surtout lorsqu'on réfléchit que la cour de Saint-



Digitized by Google

James faisait les mêmes protestations dans
1792. le tems qu'elle arrêtait, sous différens prétextes, les marchandises destinées pour les ports de France, qu'elle suscitait par-tout des ennemis à la France, et que, pour entraver son nouveau gouvernement, elle traitait jusqu'avec le duc d'Orléans.

Lorsque le landgrave de Hesse, ayant adhéré à la coalition, se rendit à Trèves avec un corps de sept mille hommes et un train d'artillerie, on fut généralement persuadé que ce prince, fidèle à son usage de vendre ses troupes, était secrétement payé par des puissances ennemies de la révolution française, et qui cachaient encore leurs intentions hostiles sous une apparence de neutralité.

## CHAPITRE VI.

*Particularités du voyage du duc d'Orléans à Londres, après la journée du six octobre* 1789.

J'AI parlé, dans les livres précédens, du voyage fait par Philippe d'Orléans à Londres, après la journée du six octobre 1789. J'ai dit que les uns l'attribuaient à des altercations avec Lafayette, dont il redoutait les suites, et les autres, à une commission particulière qui lui avait été donnée par Louis XVI. Ce

Digitized by Google

bruit, adroitement semé, marquait les véritables projets de la faction orléaniste de répandre dans toute l'Europe les germes de dissentions qui se manifestaient en France. An I.

On s'attendait dès-lors que, si le duc d'Orléans parvenait à renverser Louis XVI de son trône, les principales puissances de l'Europe regarderaient la cause du monarque détrôné comme la leur. On voulait les arrêter par des soulévemens populaires, ménagés au sein de leurs états respectifs. Pour arriver à ce but, d'Orléans, dont le crédit pécuniaire commençait à baisser en France, se chargea de négocier de nouveaux emprunts en Angleterre et en Hollande. Une partie de cet argent était mis dans les mains des meneurs de la faction orléaniste, et n'en sortait que pour payer des insurrections en France, parmi le peuple ou parmi les soldats. On employait des sommes encore plus considérables pour exciter ou pour fomenter des soulévemens dans d'autres contrées. Ce fut peut-être le principe des mouvemens de Berlin, des dissentions de la Hollande, et de l'insurrection des Liégeois.

Personne n'ignore aujourd'hui qu'il existait en Angleterre un parti puissant, dont l'intérêt secret coïncidait avec la cause du duc d'Orléans. Ce prince eut des liaisons très-étroites avec le lord Stanhope, le docteur Price, sir Fox, et les autres princi-

Digitized by Google

1792. paux membres de l'opposition. Il se fit présenter dans un club de Londres, qui prenait le titre de société de la révolution, et qui correspondait avec un club anglais établi à Paris. Ce club écrivait à l'assemblée nationale de France pour la féliciter de ses travaux. Sa lettre contenait ces phrases :

» La société félicite l'assemblée nationale de France de la révolution qui s'effectue dans ce royaume. Elle fait les vœux les plus sincères pour l'heureuse conclusion d'une entreprise aussi glorieuse pour ceux qui l'ont tentée, que favorable à l'espèce humaine. Elle arrête unanimement que le peuple anglais sera invité à fonder, dans les grandes villes, des sociétés dont l'esprit sera de propager les principes de la révolution française, et d'en imboire tous les véritables amis de la *liberté*. »

Cependant, quelque favorables que fussent les dispositions que Philippe d'Orléans trouvât en Angleterre, il paraît que, pour cacher ses vues ambitieuses, il laissait entrevoir, à Londres, que ceux qui voulaient détrôner Louis XVI n'étaient pas éloignés d'offrir sa couronne au duc d'Yorck. Le mystère avec lequel cette négociation fut conduite, en a caché les circonstances à tous les regards. La cour de Saint-James poussa même la dissimulation jusqu'à recevoir le prince français avec une froideur affectée, lorsqu'il fut présenté publiquement par l'ambassadeur de France; mais, au défaut des

Digitized by Google

particularités que le tems n'a pas encore dévoilées, le fond même de cette obscure intrigue est suffisamment constaté par un grand nombre de rapprochemens.

An 1.

J'ai déjà parlé du club anglais, établi à Paris, qui passa pour avoir pris une part très-active aux troubles de France. Il passa pour constant que le duc de Dorset, ambassadeur extraordinaire du roi d'Angleterre, en 1789, eut, parmi ses instructions, celle de favoriser de tout son pouvoir les insurrections qui se manifestaient à Paris et dans les provinces; et que, dans cette vue, pour augmenter l'animosité du tiers-état contre la noblesse, il fit part au ministre Montmorin d'un complot, vrai ou prétendu, fait par la noblesse bretonne, pour incendier le port de Brest. Il ajouta que les auteurs de cet abominable projet avaient demandé des secours pour l'exécution, et un asile en Angleterre; mais il refusa de donner aucun détail particulier.

Cependant, si ce complot avait réellement existé, le duc de Dorset ne pouvait pas ignorer quels étaient les individus qu'il dénonçait, puisque ces individus avaient demandé des secours et un asile en Angleterre. Pour former cette demande, il avait fallu qu'ils se fissent connaître, et si la révélation du complot était venue à la connaissance du ministre anglais, par une voie indirecte, il devait au moins faire connaître les dénonciateurs. Mais, par cette

Digitized by Google

réticence, ce projet de crime tombait sur le
1792. corps entier de la noblesse bretonne; manœuvre qui alluma, dans la Bretagne, cette funeste division dont les suites sanglantes donnèrent aux Anglais l'espérance de s'approprier cette belle province de l'empire français.

Une foule de papiers anglais, qui circulaient alors, et dont quelques-uns furent connus à Paris, ne faisaient pas mystère de l'espérance qu'avait le duc d'Yorck de monter sur le trône de France. On put même en appercevoir des traces dans la conduite tenue par ce prince en plusieurs rencontres, lorsqu'il commandait une armée anglaise sur les frontières de la république. J'aurai occasion d'en parler dans la suite.

Enfin, la conduite perfide que tenait la cour britannique envers Louis XVI, alors même qu'elle ne cessait de l'assurer de ses dispositions amicales, achève de mettre au jour les liaisons formées par le ministère anglais avec les ennemis de la France.

La Grande-Bretagne regorgeait de grains en 1789; le conseil de Versailles, alarmé par les approches de la famine qui menaçait la France à la suite du désastreux hiver de 1788, faisait acheter des bleds de toutes parts. Louis XVI demanda la permission d'acheter, pour son compte, vingt mille sacs de bled en Angleterre. Le ministère répondit qu'il ne pouvait accéder à cette demande, sans l'avoir soumise

Digitized by Google

à la décision du parlement. La proposition du roi des Français fut appuyée avec beaucoup de chaleur et de générosité dans la chambre des communes. On observa que l'humanité autant que le bon voisinage exigeaient que ce secours fût accordé. Pulteney, sur-tout, parla avec tant de force, qu'il entraînait la majorité, lorsque Pitt, après avoir alarmé les communes sur les suites que pouvait avoir cette exportation, obtint que la demande fût renvoyée à l'examen du conseil privé, et le résultat fut un avis de ne point permettre l'exportation des vingt mille sacs.



Non-seulement le modique secours demandé par Louis XVI fut inhumainement refusé par la cour de Londres, mais elle avait tellement à cœur d'augmenter la détresse du gouvernement français, que l'on fit un réglement sévère pour prévenir toute fraude qui pourrait éluder la prohibition de faire passer en France ni bled ni farine. On fut plus loin dans la suite. Les Anglais arrêtaient dans leurs ports les convois de grains venus des pays étrangers et destinés pour la France. De cette manière, on se flattait que le peuple, poussé au désespoir par les affreux ravages de la famine, précipiterait lui-même du trône le monarque français, et, par les secousses que devait produire cette révolution, favoriserait la réussite des projets de la faction orléaniste.

Les uns pensaient que le duc d'Yorck, re-

Digitized by Google

connu roi des Français, devait épouser la fille
1792. du duc d'Orléans, élevée en Angleterre. D'autres assuraient que, pour rapprocher les esprits, il partagerait le trône avec la fille de Louis XVI. Dans cette hypothèse, la Belgique et le pays de Liège devaient être concédés au duc d'Orléans et à sa postérité, à titre de royaume.

## CHAPITRE VII.

*Observations sur la conduite du roi de Suède.*

On a toujours supposé que la cour de France, dans laquelle le roi de Suède, Gustave, avait passé *plusieurs mois, avant son avénement* au trône, devait être considérée comme le principal instrument de la révolution suédoise de 1772, dont l'effet fut d'établir le pouvoir arbitraire du monarque sur les ruines de la liberté publique. Gustave, jaloux du pouvoir absolu, avait conservé beaucoup d'affection pour une cour qui le lui avait procuré par ses intrigues, et dont il recevait un subside annuel, *qui fut* exactement payé jusqu'au tems fatal où le désastre des finances françaises n'en permit plus la continuation. Mais, d'un autre côté, les nobles et les corporations puissantes de la Suède, qui regrettaient amèrement *leur in-*

Digitized by Google

fluence passée dans les affaires publiques, n'attendaient qu'une occasion de s'en ressaisir.

Gustave osa, en 1788, réunir ses armes à celles des Turcs, contre la Russie, et après une bataille navale, indécise, profitant de la consternation que ses armemens répandaient dans Pétersbourg, il proposait de faire la paix, à condition que la partie de la Finlande et de la Carelie, cédée à la Russie, par les traités de Niestadt et d'Abo, serait restituée à la Suède; que la cour de Pétersbourg rétablirait l'indépendance de la Krimée, conformément au traité de Caïnagi, et qu'elle désarmerait aussitôt, tandis que la Suède resterait armée jusqu'après l'exécution des articles de la pacification, tant à l'égard de la Suède qu'à l'égard des Ottomans. Catherine, malgré son orgueil, eût peut-être été forcée de recevoir la loi, lorsque, par l'effet d'une intrigue inconcevable, l'armée de Gustave refusa tout-à-coup de le suivre. Cependant les finances de Suède se trouvaient dans le délabrement le plus complet, lorsque la cour de Londres ménagea un traité de paix entre les Impériaux et les Turcs et entre les Russes et les Suédois. Le traité fut signé à Varela, le 14 août 1790 : les conditions publiques étaient le rétablissement des traités de Niestadt et d'Abo ; mais, par une clause secrète, Gustave promettait de marcher aussitôt contre les Français. C'est tout ce que de-

Digitized by Google

1792. sirait Catherine ; elle feignit de pardonner à son ennemi, dans l'espoir qu'il périrait dans une entreprise éloignée.

Bientôt la cour de Pétersbourg, après avoir inutilement engagé le Danemarck de s'armer en sa faveur, fit aussi sa paix avec la Porte, ou plutôt les cours de Vienne et de Pétersbourg ajournèrent leurs vues sur les provinces ottomanes de l'Europe, pour les tourner vers des objets plus pressans; et dans le flux et reflux de guerres, de paix, de ruptures et d'alliances, la France et la Pologne, réunies d'intérêts par les circonstances, restèrent en butte aux attaques de presque toutes les puissances de l'Europe.

J'ai observé précédemment que, pour se mettre en état d'entreprendre sa nouvelle expédition, le roi de Suède fut obligé de convoquer une diète, malgré les appréhensions qu'une assemblée de cette nature lui faisait éprouver. Il savait que les Suédois de tous les ordres désapprouvaient hautement les engagemens par lui pris contre la France. Dans cette situation pénible, il ne fit la proclamation de la diète, que vingt-un jours avant son ouverture, afin de diminuer les brigues dans le choix des députés ; et au lieu de les convoquer dans Stockholm, il leur ordonna de s'assembler à Geflé, ville déserte sur le golfe de Bosnie, qu'il fit environner de soldats.

Le résultat de cette diète trompa également

Digitized by Google

l'attente du public et celle du roi. D'un côté, les réformes que le gouvernement craignait, ne furent pas proposées; le roi n'éprouva même aucune censure de la guerre qu'il entreprenait sans le consentement des états-généraux, quoique cette conduite fût une infraction à la nouvelle constitution, comme à l'ancienne; mais, d'autre part, la diète n'accorda qu'une partie des subsides demandés par la cour. Toutes les insinuations, faites par Gustave, furent inutiles; les Suédois ne voulaient pas contribuer à ressusciter le despotique gouvernement de Versailles, au sein duquel avaient été forgées les chaînes dont les étreignait un monarque absolu. An I.

## CHAPITRE VIII.

### *Le roi de Prusse devient le chef ostensible de la coalition.*

DANS ces circonstances, la cour de Londres eut recours au roi de Prusse pour le mettre à la tête de l'armée combinée qui devait attaquer la France. Ce prince avait contracté une alliance avec les Polonais; mais depuis long-tems les puissances européennes étaient en possession de ne tenir leurs engagemens, qu'autant qu'ils leur étaient avantageux. On fit entrevoir à Frédéric-Guillaume

Digitized by Google

l'acquisition des fertiles provinces de Pologne
1792. qu'arrose la Vistule, et cet espoir lui fit bientôt fausser la promesse qu'il avait faite de protéger, contre les atteintes étrangères, le nouveau système de gouvernement qui s'établissait dans Varsovie.

A peine François II avait été proclamé empereur, à Francfort, le 5 juillet, qu'il publia, dans un long manifeste, les raisons qui le décidaient à prendre les armes contre la France.

Il prétendait que, tandis que l'assemblée nationale française se plaignait de ce que les puissances de l'Europe se mêlaient des suites de sa nouvelle constitution, elle cherchait à renverser les autres gouvernemens, en propageant, dans toutes les contrées de l'Europe, des maximes *insurrectionelles*; il traitait d'esprit d'anarchie et de violence les innovations favorables à la liberté publique, décrétées par la constituante. La protection accordée aux émigrés, par les princes allemands, était peinte comme un procédé que réclamaient en même tems l'humanité et la religion, et auquel la politique n'avait aucune part; enfin, l'empereur présentait ses armemens comme une suite inévitable de l'invasion de ses provinces de la Belgique par cent mille français.

Le manifeste de la cour de Berlin, différent de celui que fit publier le duc de Bruns-

Digitized by Google

wick, en entrant dans la Champagne, s'étendait particulièrement sur la violation, faite par l'assemblée constituante, des traités qui unissaient la France à l'empire germanique, en supprimant les droits dont jouissait la noblesse allemande en Alsace, en Lorraine et dans les trois évêchés. L'attaque du roi de Hongrie et de Bohême, dans ses provinces belgiques, était aussi désignée comme une invasion de l'empire d'Allemagne, dont le roi de Prusse était regardé comme le protecteur, depuis le traité d'association des princes germaniques, conclu à Berlin en 1785. An I.

## CHAPITRE IX.

*Les Russes envahissent la Pologne.*

DANS le même tems la cour de Pétersbourg donnait ordre à Bulgakoff, son ministre à Varsovie, de déclarer la guerre à la Pologne, pour forcer la diète constituante à rétablir la forme de gouvernement que les cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin avaient établi dans ce pays, à l'époque du traité de partage.

Les Polonais, occupés de leur régénération intérieure, et ne prévoyant pas que les efforts qu'ils faisaient pour perfectionner leur gouvernement, pussent fournir à une puis-

Digitized by Google

1792. sance étrangère un motif de les attaquer, n'avaient fait presque aucun préparatif de défense. C'était en politique une faute irréparable. Cependant, la diète assemblée reçut la déclaration du ministre russe avec un calme majestueux, auquel succéda rapidement le noble enthousiasme qu'excitait l'ardeur de repousser les ennemis de l'état. Le roi lui-même fut entraîné ou feignit de l'être; et les Polonais eurent la faiblesse de croire que, renonçant à son vieil asservissement aux volontés de Catherine II, et à son indolence accoutumée, il deviendrait le défenseur de la liberté. On assemble à la hâte une armée, dont le commandement fut déféré au prince Joseph Poniatowski, que son inexpérience et ses habitudes frivoles rendaient peu propre à *supporter un* pareil fardeau.

L'enthousiasme de la liberté fit triompher les Polonais dans plusieurs rencontres. Ce fut alors que Thadée Kosciusko, qui n'était encore qu'un des lieutenans de Joseph Poniatowski, déploya des talens qui lui mériterent la confiance de sa nation, la haîne des Russes et l'estime de l'Europe. Mais le nombre des Russes augmentait chaque jour. La paix entre la Porte et la Russie permettant à la czarine de disposer, à sa volonté, des forces immenses qui venaient de combattre les Ottomans sur les bords du Danube, les

Digitized by Google

les ressources des Polonais s'épuisèrent bientôt. Les forces russes, en Pologne, consistèrent, pendant l'année 1792, en trois armées; une de quatre-vingt mille hommes, qui vint de la Bessarabie sur le territoire qui s'étend le long du Bogh, une autre de dix mille hommes qui s'assembla aux environs de Kioff, et une troisième de trente mille hommes qui pénétra dans la Lithuanie.



Le roi ayant convoqué tous les députés qui se trouvaient à Varsovie, leur communiqua les ordres absolus de la cour de Pétersbourg. Ce fut dans cette occasion que la diète, ayant réclamé les secours que la cour de Berlin lui avait promis par le traité de 1790, en reçut pour réponse, comme je l'ai rapporté précédemment, que la nouvelle constitution polonaise, en établissant un nouvel ordre de choses, dégageait le roi de Prusse de tout engagement antérieur.

La diète ne pouvait pas se dissimuler que la nécessité d'obéir était impérieusement appuyée de l'union irrésistible de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Le roi faisait envisager toute résistance ultérieure comme devant amener des malheurs incalculables.

On prit le parti de céder à un orage qu'on eût peut-être conjuré en le bravant. Les Russes, sous prétexte de prévenir de nouveaux soulévemens, s'établirent au cœur de la Pologne. On verra dans la suite comment,



Digitized by Google

de concert avec les cours de Berlin et de
1792. Vienne, ils s'en approprièrent les provinces orientales, et comment, par les suites funestes d'une nouvelle insurrection, aussi mal dirigée que la première, la malheureuse Pologne fut effacée du nombre des puissances de l'Europe.

---

## CHAPITRE X.

### *Ministère de Chauvelin à Londres.*

CHAUVELIN avait été chargé de l'ambassade de France à Londres. Soit qu'on doutât de la fermeté de son caractère, ou que sa grande jeunesse inspirât quelque défiance, l'ex-constituant Talleyrand-*Périgord*, évêque d'Autun, sans être revêtu d'aucun caractère public, avait ordre de l'aider de ses conseils. La lettre confidentielle que Louis XVI écrivait à cette occasion au roi d'Angleterre, exprimait énergiquement ses dispositions pacifiques, et qu'aucune circonstance n'interromprait jamais la bonne intelligence qu'il voulait maintenir avec la cour de Londres.

Le premier acte public de l'ambassadeur français fut de présenter au lord Greenville, ministre des relations étrangères, un mémoire dans lequel étaient contenues les raisons qui avaient décidé la France à déclarer la guerre

Digitized by Google

à l'empereur. Elles étaient connues à Londres; on savait que non-seulement la cour de Vienne protégeait ouvertement les émigrés qui se formaient en régimens sur les rives du Rhin, mais qu'elle leur fournissait les armes et les autres secours dont ils avaient besoin pour entrer en campagne. On savait que la cour de Vienne avait pris des mesures pour engager le roi de Prusse dans une querelle étrangère à ses intérêts, et que les mêmes tentatives avaient été faites, avec succès, auprès de la république de Hollande.



Chauvelin se plaignait des menaces employées par le conseil de Vienne, pour forcer différens membres du corps germanique à sortir de la neutralité prudente qui leur est prescrite par leur situation politique; il se plaignait des engagemens que ce conseil avait pris avec plusieurs princes d'Italie, pour les déterminer à commencer les hostilités contre la France; il déplorait la conduite que tenait la Russie envers la Pologne, ce qui annonçait une conspiration générale contre les peuples libres; il insistait, sur-tout, sur le droit incontestable qu'avait la France de modifier ou de changer son propre gouvernement, sans être inquiétée dans ses opérations par aucune puissance étrangère, sur-tout lorsque les Français déclaraient qu'ils respecteraient à jamais les lois, les usages et les formes du gouvernement des autres nations.



Digitized by Google

1792. On observait que la tranquillité de l'Europe ne serait pas interrompue, si la France et l'Angleterre s'unissaient pour la maintenir. Le roi des Français pressait, en conséquence, le gouvernement anglais d'employer, avec zèle, ses bons offices auprès de ses alliés, pour les empêcher d'accorder, directement ou indirectement, aucun secours aux ennemis de la France; il l'invitait à déployer, dans la plénitude de son influence, les moyens d'arrêter les progrès d'une combinaison qui menaçait la paix et le bonheur de l'Europe entière. Enfin, en réclamant l'observation du traité de commerce du 26 septembre 1786, Chauvelin se plaignait des hostilités indirectes commises par les armateurs anglais, qui se permettaient d'*arrêter en mer les navires chargés, pour la France, de comestibles ou de munitions navales.*

Ce mémoire fut suivi d'une proclamation royale, qui ordonnait aux armateurs anglais d'observer avec ponctualité les articles du traité de commerce existant entre la Grande-Bretagne et la France, et leur défendait de prendre des lettres de marques des puissances ennemies de cette nation, ni d'entreprendre sa course directement ou indirectement contre les navires français. Mais dans cet acte même se trouvaient des expressions ambiguës qui semblaient annoncer que l'assemblée nationale française montrait quelques dispositions tendantes à exciter des troubles dans l'Irlande et dans d'au-

Digitized by Google

ture des opérations militaires que je présentais sous les yeux de mes lecteurs, ne me permettait pas d'entrer dans les détails de cette pièce tragi-comique. Le rédacteur récapitulait d'abord les raisons alléguées dans les manifestes publiés par l'empereur et le roi de Prusse. A ces grands intérêts, ajoutait-on, se joint un autre objet important qui tient fortement à cœur aux deux monarques, c'est de mettre fin à cette anarchie qui dévore la France, de réprimer les insultes faites à la religion, et de rétablir Louis XVI dans son pouvoir. Puis, en qualité de commandant général de l'armée combinée, le duc de Brunswick renonçait à tout projet de conquête, de même qu'à toute influence sur le gouvernement intérieur de l'empire français. An I.

Mais, en cas de résistance à l'armée combinée, ou de nouvelles entreprises contre la famille royale, le sol entier de la France était dévoué à l'anathême; les provinces devaient être dévastées par le fer et par le feu, les villes détruites, les campagnes brûlées; on condamnait à une mort ignominieuse les membres de l'assemblée nationale, ceux des administrations des départemens, des districts, des municipalités, et tous les soldats que le sort des armes pourrait jeter dans les mains allemandes, sans paraître faire attention aux représailles qu'une telle conduite pouvait entraîner.

Quelques jours après cette déclaration,

Digitized by Google

1792. parut un manifeste d'un autre genre, sous le nom des deux frères de Louis XVI, et du prince de Condé. C'était un tissu bisarre de raisonnemens les plus absurdes, de menaces les plus extravagantes, et d'une jactance ridicule. Sans crainte de compromettre les gouvernemens qui jusqu'alors ne s'étaient pas montrés d'une manière active dans la coalition, les émigrés se vantaient hautement que, sous les auspices de toutes les puissances de l'Europe, ils venaient rétablir en France l'ancienne monarchie, les anciens usages et l'ancienne religion. Mais ce qui était encore plus inconsidéré dans la situation où se trouvait la famille royale, ils osaient prononcer que Louis XVI n'avait pas accepté sincérement l'acte constitutionnel, sans calculer qu'ils faisaient eux-mêmes le procès au roi prisonnier, et combien cette assertion offrait d'avantages à ceux qui, sans considérer si ce prince avait agi de bonne foi ou non, pensaient que sa mort était nécessaire à l'affermissement du nouveau régime.

D'après ce principe, ils exposaient que, s'ils avaient quitté leur patrie, c'était moins pour la sûreté de leurs personnes, ou par la considération de leurs intérêts, que pour entrer dans les vues du roi.

Je n'examine pas combien cette assertion était ou n'était pas conforme à la vérité, mais son effet fut de priver le monarque français



de tous ceux qui auraient été tentés de le défendre. D'un côté, les ennemis de la cour présentaient Louis XVI aux yeux de la nation comme un parjure hypocrite, qui s'entendait avec les puissances étrangères, pour réduire la France, par la force des armes, sous le joug le plus alarmant. De l'autre, ceux qui se disaient les amis du roi, tenaient exactement le même langage. Quel est le Français qui pouvait se déclarer en faveur de ce prince ? AN I.

Dans toutes les hypothèses, l'homme qui porte les armes contre sa patrie, est inexcusable : *Diis, parentibus, et patriae non potest fieri satis.* Rien de plus vrai que cet ancien principe ; en supposant que l'assertion des émigrés fût fondée, sa manifestation, sans prêter aucun service à leur cause, ne faisait que rendre Louis XVI odieux aux Français ; nul ne pouvait se déclarer le partisan d'une tourbe insensée qui voulait pénétrer dans le royaume à main armée ; et si elle était fausse, les amis réels du monarque captif devaient prendre le parti de développer tous leurs efforts contre les ennemis d'une constitution qu'il avait adoptée, quoiqu'elle mît des bornes à son autorité. Ainsi l'effet du manifeste des émigrés fut d'ôter à Louis XVI toute possibilité de secours ; il fut attaqué, non-seulement par les républicains, mais par ceux qui adoptaient le système d'une monarchie mitigée et constitutionnelle, tandis que les fauteurs de

Digitized by Google

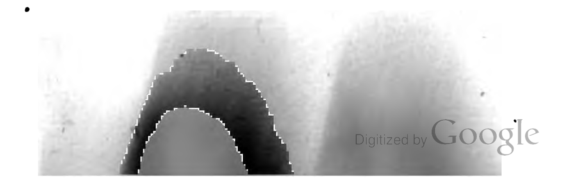
l'ancien régime, qui n'avaient pas quitté leurs
1792. foyers, étaient réduits au silence.

## CHAPITRE XII.

*Les émigrés accusent les Prussiens d'avoir trahi leur cause.*

Les émigrés accusèrent le duc de Brunswick d'avoir trahi leur cause en se retirant, au lieu de poursuivre sa marche vers Châlons et vers Paris; vaines allégations dictées par le désespoir. Ce prince jugea sa position en grand capitaine; sa communication était interrompue; des armées ennemies, qui grossissaient chaque jour, l'entouraient de toutes parts; ses convois n'arrivaient plus; le pays ne lui fournissait ni vivres ni munitions. Vainqueur à Châlons, il n'était pas moins forcé à la retraite; vaincu, il l'était à capituler. Il prit donc le seul parti qui lui restait. Au lieu de le condamner, les émigrés n'ont de reproches à faire qu'à eux-mêmes de l'avoir trompé sur l'esprit qui régnait en France.

On lui avait fait envisager l'expédition qu'il entreprenait, comme d'un succès aussi facile que celle qu'il exécuta dans la Hollande en 1787. Les Prussiens, lui disait-on sans cesse, n'auront qu'à se présenter pour disperser un vil troupeau de lâches perturbateurs, privés



Digitized by Google

des seuls hommes qui savaient les conduire à la victoire, et les parlemens acheveront, par leurs arrêts, ce que les soldats de Frédéric-Guillaume auront commencé par leur marche triomphante. Cependant, au lieu de cet empressement qui devait emporter les Français au devant de leurs prétendus libérateurs ; au lieu de cette hospitalité tant vantée, et de l'abondance qui devait la suivre, les Prussiens ne voyaient autour d'eux, dans les plaines de Champagne, qu'un désert et un vaste tombeau.

An I.

Vaincue autant par l'esprit général des Français, que par la force de leurs armes, peu s'en fallut qu'une des plus brillantes armées de l'Europe ne renouvelât l'exemple donné par les Anglais à Saragota pendant la guerre d'Amérique. Il en périt de misère une partie considérable ; le reste fut trop heureux d'échapper d'un pays dont la conquête ne devait être qu'un jeu pour elle.

D'ailleurs, pendant cette expédition de Champagne, les émigrés dûrent s'appercevoir de toute l'illusion dont ils étaient les dupes, lorsqu'ils avaient pensé que c'était en leur faveur, et pour les rétablir dans leurs prérogatives, que les puissances de l'Europe prenaient les armes. Le traitement, éprouvé par la Pologne à la suite de l'insurrection de 1794, déchire le voile qui couvre la convention de Pilnitz. Le même sort était destiné à la France ;

Digitized by Google

on se flattait de la réduire à un tel état d'épui-
1792. sement, qu'elle finirait par être démembrée.

Jalouses depuis plusieurs siècles de la gloire et de la prospérité des Français, ces puissances conspirèrent la ruine de la France. Leurs moyens furent combinés d'après cette supposition très-vraisemblable, que les Français, pour soutenir cette guerre, faisant eux seuls autant d'efforts que toute l'Europe entière, devaient succomber à la longue.

Les coalisés n'auraient pas atteint ce but en se conduisant d'après l'impétuosité des émigrés, ou les liaisons qu'ils prétendaient avoir avec les mécontens de l'intérieur. La dévastation eût été moins vaste, la confusion moins prolongée; qui sait même s'ils ne craignirent pas plus d'une fois que les partis divisés ne se rapprochassent à la vue de leur perte réciproque? En conséquence, ils regardaient les émigrés comme des ennemis ultérieurs, qui se déclareraient plus tard. Enfin, les émigrés étaient des Français; la perte de tous les Français avait été jurée à Pilnitz.

Tels furent les motifs secrets de la conduite que tinrent constamment les puissances coalisées. La conduite des Anglais a parfaitement prouvé que, tandis qu'ils affectaient une fausse neutralité, abusant de leurs forces maritimes pour nous isoler du reste de l'Europe, et pour nous couper toutes les communications par mer, tandis que les autres puissances, tantôt

Digitized by Google

tous attaquant, tantôt restant sur la défensive, mais toujours bloquant étroitement et de tous côtés l'empire français, ils se flattaient de détruire entiérement toutes ses ressources, et de le réduire peu-à-peu à un tel état de faiblesse, à un tel excès de dénûment, que sa destruction fût certaine. An. 1

Si les coalisés avaient embrassé de bonne foi la cause des royalistes de France, la Bretagne, la Vendée, se seraient remplies d'Anglais, d'Allemands, de Hongrois et d'émigrés; les flottes britanniques auraient attaqué les ports de Brest, de Lorient et de Rochefort; Charette n'aurait pas été réduit à une armée de paysans indisciplinés; mais, encore une fois, les coalisés ne voulaient que le bouleversement de la France. Ils seraient venus à bout de l'opérer, si l'enthousiasme avec lequel la nation entière se précipita dans les combats, n'avait forcé l'Europe, par l'éclat des triomphes les plus multipliés, à respecter les fautes même d'une grande nation qui voulait être libre.

## CHAPITRE XIII.

*Triomphe des armées françaises. Conquête du comté de Nice et de la Savoie.*

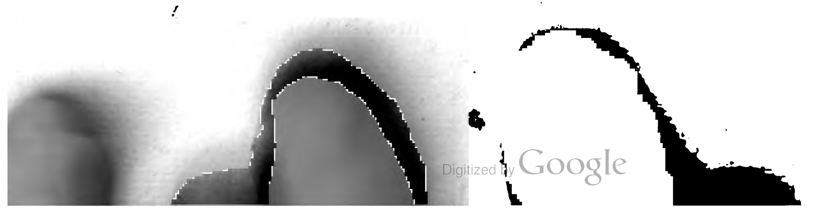
TANDIS que Custines, Houchard et Neuwinger cherchaient à pousser leurs conquêtes

Digitized by Google

en Allemagne, Dumourier, Beurnonville et
1792. Valence pénétraient dans la Belgique ; Servan organisait une armée dans les Pyrénées ; le général Anselme, soutenu par une escadre de neuf vaisseaux de ligne, commandée par l'amiral Truguet, entrait dans la ville de Nice ; les habitans de Marseille avaient fourni six mille guerriers, des vaisseaux de transport et un million en numéraire pour cette expédition qui couvrit de gloire les officiers et les soldats qui en partagèrent l'honneur.

Quand du sommet des Alpes descend un impétueux orage, on voit en sa présence la poussière s'élever du fond des profondes vallées et se disperser dans les airs ; ainsi disparurent les troupes piémontaises en présence de l'armée républicaine. Nice, la forteresse de Montalban, *Ville-Franche* et sa citadelle soutinrent à peine les premiers assauts ; les Piémontais se réfugièrent avec précipitation au-delà des montagnes, abandonnant d'immenses magasins de munitions de guerre et de bouche, et une superbe artillerie.

Dans le même tems, Montesquiou, ayant ménagé des intelligences dans plusieurs villes de Savoie, se rendait maître de cette province presque sans résistance. Le drapeau tricolor flottait sur les sommités des Alpes et sur les bords du lac Leman, jusqu'aux portes de Genève. Clavière, ministre des finances, était né dans cette ville, comme on l'a vu plus


Digitized by Google

haut. Prétendant avoir à se plaindre de ses compatriotes qui l'avaient chassé de leurs murs, il exerçait alors ses ressentimens contre sa patrie. Les jacobins avaient pénétré cette petite république de toutes leurs fureurs, et transformé les paisibles, les laborieux Génevois en artisans d'anarchie. AN I.

En vain Montesquiou prodigua ses efforts pour préserver Genève des fléaux destructeurs qui la menaçaient, il fut bientôt soumis à l'anathème que les désorganisateurs lançaient sans ménagement, comme sans choix, sur tous les individus qui ne courbaient pas silencieusement la tête sous leur joug d'airain. Sa qualité de noble offrait un prétexte toujours ouvert de calomnier ses intentions. Ses talens et ses services étaient une faible recommandation auprès d'une classe d'hommes dont le but perfide était d'anéantir tous les dons de la fortune et du génie que la nature avait prodigués en France. Poursuivi à outrance par les jacobins et par Claviere, il n'évita la fatale guillotine qu'en abandonnant d'un pas furtif l'armée qu'il commandait, et en cherchant hors de France un asile salutaire.

Claviere expia bien rigoureusement dans la suite ses fatales erreurs, lorsque, poursuivi à son tour par les anarchistes dont il avait imprudemment fomenté la domination, il fut jeté dans ces mêmes cachots où Robespierre entassait les victimes auxquelles il destinait la

Digitized by Google

mort. Ayant reçu son acte d'accusation, et
1792. comptant ses plus mortels ennemis parmi les témoins produits contre lui par l'accusateur public, il termina sa carrière se perçant le cœur de sa propre main.

Etincelles des vertus républicaines ! vous sillonnâtes les épaisses ténèbres où la France fut plongée pendant plus de deux années. L'épouse de Clavière, en apprenant cette catastrophe, s'empoisonna après avoir mis ordre à ses affaires de famille, et versé dans le cœur de ses enfans ses consolations maternelles. Dans le même tems, le ministre Rolland terminait volontairement ses jours pour ne pas survivre à son épouse, que Robespierre venait d'assassiner avec la hache de la loi. Pœtus et Arria, couple immortel, vous avez eu des imitateurs pendant la révolution de France !

## CHAPITRE XIV.

*Décret qui réunit la principauté de Porentrui à la France.*

Les Français, victorieux par-tout où leurs armes s'étaient portées, se croyaient invincibles. Les Pyrénées, que les neiges allaient couvrir, garantissaient également la France et l'Espagne de toute invasion. La cour de Madrid faisait lentement quelques préparatifs

de

Digitized by Google

de guerre; cependant, les liaisons diplomatiques entre les Français et les Espagnols n'étaient pas rompues; on pouvait envisager les rassemblemens militaires, qui se faisaient au nord et au sud des Pyrénées, comme de simples précautions, et il était indécis si le monarque castillan abandonnerait une salutaire neutralité pour se prêter aux vues de la coalition. An I.

La principauté de Porentrui, qui était donnée à la république par l'instigation du constituant Gobel, évêque constitutionnel de Paris, et sur-tout de son neveu Ringler, deux misérables intrigans dont les jacobins se servaient sans se fier à eux, est réunie à la république par un décret. Biron, qui commandait depuis Porentrui jusqu'à Landau, se tenait sur la défensive.

Dans le midi et dans l'ouest de la France se manifestaient les germes du fatal mécontentement que les anarchistes noyèrent, en 1793, dans des flots de sang, et qu'ils voulaient anéantir par la destruction totale de Lyon, de Bordeaux, de Marseille, de Nantes et des autres principales villes de France. Quelques corps de contre-révolutionnaires, rassemblés entre les montagnes des Cévennes et la Méditerranée, ne furent jamais bien dangereux. Le mécontentement de la Vendée pouvait même facilement s'assoupir, en assurant aux habitans du Bas-Poitou l'exercice de leur religion, tan-



Digitized by Google

1792. dis qu'une police exacte veillerait sur les manœuvres des mécontens. Rien n'était plus aisé que d'éteindre, dans son principe, cet incendie dont les ravages s'étendirent rapidement dans la suite, autant par l'ineptie, ou plutôt par la connivence d'un gouvernement intéressé à propager les maux publics, que par les artifices de l'Angleterre.

## CHAPITRE XV.

*Marche rétrograde des Prussiens sur les bords de la Moselle. Marche des Français dans la Belgique.*

On a vu précédemment avec quelles difficultés les Prussiens effectuèrent leur retraite de Champagne; *leur armée se traîna* pendant deux décades pour aller du camp de Hans ou de la Lune à Luxembourg. Frédéric II, pendant sa guerre de sept ans, s'était vu forcé de faire plusieurs fâcheuses retraites, mais dans aucune les Prussiens ne souffrirent comme dans celle-ci.

Le duc de Brunswick arriva devant la forteresse de Luxembourg le 23 octobre. L'armée était dans le plus extrême délabrement; la plupart des soldats n'avaient point de souliers; quelques-uns, dont les pieds étaient ensanglantés, se plaignant d'être trop char-

Digitized by Google

gés, mes enfans, leur dit le roi de Prusse, jetez vos fusils, vos gibernes et même vos sabres, et tâchez de continuer votre route : les régimens entiers prenaient ce parti, qui les eût mis à la merci d'un ennemi entreprenant. L'armée fugitive se sépara sur les bords de la Moselle; une partie des Autrichiens se fortifia sur la montagne Verte, pour défendre les passages du pays de Trèves. Les émigrés, et une seconde division des Autrichiens, s'enfoncèrent dans la Belgique, pour fortifier l'armée du prince de Saxe-Cobourg qui couvrait cette contrée. Les Prussiens continuèrent leur route sur Coblentz et Cologne, où se trouvaient leurs magasins, et les princes français se réfugièrent dans le château de Ham, en Westphalie. Le comte d'Artois le quitta bientôt pour faire un voyage à Pétersbourg; il se retira ensuite en Angleterre.

An I.

L'armée française s'était également séparée; Kellermann, à la tête d'environ quarante mille hommes, avait ordre de suivre les mouvemens des Prussiens et des Autrichiens sur la Moselle. Dumourier, Valence et Beurnonville commandaient les forces destinées à la conquête de la Belgique.

Elles étaient très-supérieures en nombre aux Autrichiens. Les gardes nationales, qui les composaient presque entièrement, n'avaient pas encore acquis cette expérience qui décide souvent du gain des batailles; mais l'enthou-



Digitized by Google

1792. siasme républicain suppléait au défaut de tactique. D'ailleurs, les Français traînaient avec eux une formidable artillerie qui devait aplanir bien des obstacles. La supériorité de leur nombre les mettait en mesure d'attaquer, avec avantage, les corps détachés par le prince de Cobourg. Ce général, malgré son expérience, abandonnant aux Français toute la Flandre maritime, s'était retranché auprès du village de Gemmapes, pour couvrir la ville de Mons.

Dans cette position, sur la croupe d'une montagne fortifiée par trois rangs de redoutes garnies de cent bouches à feu, il se proposait d'attendre les secours qu'on lui promettait d'Allemagne, ou que la mauvaise saison qui s'avançait, arrêtât l'ardeur des armées françaises.

---

## CHAPITRE XVI.

### *Bataille de Gemmapes.*

LE prince de Cobourg fut attaqué le 6 novembre, à sept heures du matin. La droite de l'armée française était aux ordres des généraux Beurnonville et Dampierre; le fils aîné du duc d'Orléans, qu'on appelait le général Egalité, commandait le centre; la gauche était menée par le général d'Harville.



Digitized by Google

La droite des Autrichiens, appuyée sur Gemmapes, formait une équerre avec le front de leur corps de bataille, et leur gauche s'adossait à la chaussée de Valenciennes. L'artillerie française était supérieure à celle du prince de Cobourg; mais la position des batteries autrichiennes, qui tiraient du haut en bas, leur donnait un avantage immense. La canonnade durait depuis trois heures, sans aucun avantage marqué de part et d'autre, lorsque Beurnonville fit avertir Dumourier, que le vœu général des troupes était d'attaquer les ennemis à la bayonnette.

L'ordre en fut donné à midi. A l'instant toute l'infanterie, formée en colonnes de bataillons, se porte avec rapidité vers les retranchemens; pas une seule tête de colonne ne resta en arrière. Pendant cette course, au pas de charge, les Français faisaient retentir les airs de l'hymne des Marseillais, qui semblait faite pour cette circonstance : ainsi nos aïeux, en fondant sur leurs ennemis, chantaient la chanson de Roland.

Le premier étage des redoutes fut emporté en moins de demi-heure. Alors les obstacles se multipliaient; les canons du second rang des redoutes, chargés à mitraille, faisaient un ravage affreux parmi les bataillons français que l'escarpement du terrein empêchait de manœuvrer d'une manière régulière. Quelques-uns, forcés de reculer, se ralliaient bien-

Digitized by Google

tôt, et reprenant l'air des Marseillais, re-
1792. commençaient à grimper sur les redoutes, défiant la mort qui les menaçait de toutes parts.

A deux heures, le général d'Harville s'était rendu maître de Gemmapes, et le général Egalité avait emporté les secondes redoutes. Il fallait livrer un troisième combat sur la hauteur; il fut moins vif et moins long. Les Autrichiens n'attendirent pas les Français dans leurs retranchemens, ils prirent la fuite; et tandis que l'armée française occupait le champ de bataille, jonché des cadavres des deux partis, l'armée vaincue traversait la ville de Mons, sans s'arrêter sur des hauteurs dont la position, fortifiée par la nature, lui offrait l'occasion de réparer la perte qu'elle venait de faire à Gemmapes.

Tel fut le résultat d'une bataille où la bravoure des troupes françaises l'emporta sur tous les obstacles que la nature et l'art avaient pu réunir. Quelques personnes m'ont paru convaincues qu'à l'époque de cette action, Dumourier avait déjà formé le plan de la trahison qu'il exécuta l'année suivante, et qu'il fit attaquer les Autrichiens, parce que, les croyant inexpugnables dans leur position, il pensait que son armée serait mise en déroute dans un combat où l'artillerie seule semblait devoir agir.

Dans de tels combats l'infanterie est ex-

Digitized by Google

posée à un feu meurtrier, sans pouvoir faire usage de ses armes. Je ne sais si l'art de la guerre n'aurait pas besoin, à cet égard, d'être réformé, et s'il ne serait pas possible de donner à l'infanterie, par des mouvemens habilement combinés, les moyens d'avancer sur les batteries en trompant la mire des canonniers. C'est aux militaires à tenter des expériences à cet sujet. An I.

## CHAPITRE XVII.

*Dispositions politiques des Belges lors de la bataille de Gemmapes.*

L'expérience de la bataille de Gemmapes était de la plus haute importance. Elle imprima aux armes françaises une supériorité dont les désastreuses dispositions de Dumourier ne purent les priver, et qui se développa sur-tout pendant la campagne de 1794, qui n'a pas son égale dans l'histoire. Mais je ne pense pas qu'à l'époque de la bataille de Gemmapes, Dumourier eût aucune liaison avec les ennemis extérieurs de la France.

Après le décès de Joseph II, les Belges, livrés à des dissentions intérieures que la cour de Vienne fomentait secrétement, étaient rentrés sous l'obéissance de Leopold, son successeur. Ce prince, sous la médiation de la cour

Digitized by Google

de Londres, avait confirmé solennellement
1792. tous leurs privilèges. La mort prématurée de ce monarque philosophe fit évanouir les espérances qu'avaient ces peuples de jouir en paix du repos et du bonheur sous l'empire des lois de leur patrie.

A peine François II était reconnu dans Gand et dans Bruxelles, que l'archiduchesse Marie, gouvernante des Pays-Bas, et le duc de Saxe-Teschen, son époux, renouvelaient les prétentions dont le funeste développement avait embrâsé la Belgique sous les derniers règnes, sans que l'expérience du passé eût la moindre influence sur leurs imprudentes résolutions. Une armée nombreuse de Hongrois et de Croates, répandue dans les Pays-Bas, semblait répondre à la cour de Vienne du succès de ses projets oppresseurs. Les Belges, hors d'état de résister à la force qui les enveloppait de toutes parts, ne se détachaient pas cependant des franchises qui avaient servi de fondement aux capitulations en vertu desquelles la Belgique s'était mise originairement sous la protection de la maison d'Autriche.

On persistait, dans les états de Brabant, à réclamer, pendant la paix, les droits qu'on avait su recouvrer durant la guerre. Le gouvernement, loin de rendre aux Belges la justice réclamée par eux, se croyait en mesure de les pousser à bout, en joignant au mépris, qu'il leur témoignait, la dérision la plus amère.

Digitized by Google

La perte de la bataille de Gemmapes et l'évacuation de Mons, qui en fut une suite immédiate, changeaient la face des affaires. L'armée la plus brillante et la mieux disciplinée de l'Europe fuyait devant des troupes levées et exercées à la hâte, et dont presque toute la tactique consistait dans leur enthousiasme pour la liberté, et dans leur mépris de la mort. An 1.

L'embarras de l'archiduchesse Marie était d'autant plus grand, qu'elle ne pouvait douter que les Belges, amérement trompés, allaient s'insurger de nouveau, et se réunir aux bataillons français.

A la nouvelle de la prise de Mons, les émigrés français, établis dans plusieurs villes des Pays-Bas, ceux des propriétaires belges qui avaient des sentimens manifestement contraires au soulévement belgique à peine terminé, et généralement tout ce qui tenait à la cour de Vienne, s'éloignaient en même tems et avec beaucoup de promptitude et de désordre. L'archiduchesse avait arrêté tous les bateaux, tous les chevaux, toutes les voitures pour transporter les effets à son usage, et les archives du gouvernement, qui furent déposés à Ruremonde.

L'archiduchesse laissa, dans sa fuite, un monument de sa répugnance à céder aux justes réclamations des Belges; c'était une déclaration tardive, dans laquelle cette princesse, en invitant le peuple à prendre les armes en faveur

Digitized by Google

de la maison d'Autriche, lui faisait part de
1792. l'intention de l'empereur François II, qui, *voulant prendre la justice pour base de son règne*, l'avait autorisée à l'assurer que, plein de vénération pour la charte constitutionnelle des libertés belgiques, connue sous le nom de *joyeuse entrée*, il se soumettait, par serment à la face du ciel, de maintenir inviolablement cette constitution.

Cette déclaration, publiée quelques mois auparavant, eût été reçue avec reconnaissance. On la regardait alors comme un nouveau piège tendu aux habitans des Pays-Bas. L'expérience montrait aux Belges la seule conduite qu'ils avaient à tenir. Jamais gouvernement perfide n'éprouva d'une manière plus fâcheuse les funestes conséquences d'une injuste rigueur envers le peuple. *Non-seulement les Belges* laissèrent éclater leurs transports de joie à l'arrivée prochaine de Dumourier, mais, dans tous les cantons, ils prenaient les armes pour aider les Français à chasser les Autrichiens au-delà du Rhin.

## CHAPITRE XVIII.

*Mouvemens chez les Bataves, dans le pays de Liège et en Angleterre.*

On eût dit que les rapides progrès des armées françaises [illegible]sant l'E[illegible]lui communi-

quaient l'étincelle de la liberté. Non-seulement la révolution de France s'étendait à la Belgique, mais ses principes pénétraient dans d'autres pays. An II

J'ai déjà parlé des efforts que faisaient les Polonais pour établir chez eux une nouvelle constitution. Le pays de Liège, insurgé contre son prince-évêque, réclamait à grands cris la protection de la France. Les républicains bataves, plutôt étonnés que vaincus, depuis que, par l'influence du roi de Prusse, le pouvoir attaché au stadhoudérat avait franchi ses anciennes limites, attendaient l'instant de reprendre leur prépondérance. Un système d'innovation, en fait de gouvernement, s'insinuait jusqu'en Angleterre.

Le parti de l'opposition entrevoyait dans les succès des armes françaises, l'instant où la liberté britannique serait consolidée par une réforme parlementaire, réclamée par des pétitions nombreuses. Les communes d'Ecosse, qui importunaient inutilement le corps législatif pour le redressement de leurs griefs, regardaient l'invasion des Pays-Bas autrichiens, par les Français, comme un garant d'un succès prochain de leurs vœux. En Irlande, les catholiques romains, qui formaient la principale population du pays, se flattaient que, si l'énergie des révolutionnaires français avait détruit dans leur patrie les privilèges que le tems avait cimentés, ils devaient espérer eux-mêmes,

Digitized by Google

en réunissant leurs efforts, de faire cesser l'a-
1792. bus intolérable qui les excluait du gouvernement de leur pays.

Il est même très-probable que l'appréhension d'un soulévement général dans les trois royaumes entrait pour beaucoup dans les efforts secrets que faisait la cour de Londres pour plonger la France dans la plus désastreuse anarchie. Elle calculait que, les probabilités d'un semblable résultat faisant une profonde impression sur l'ame d'une partie de ceux qui voulaient introduire des changemens dans la constitution anglaise, ils abandonneraient des projets régénérateurs qui pouvaient devenir le principe d'un bouleversement général dans les fortunes particulières, et se résoudraient à supporter un moindre mal, crainte d'un pire.

On n'ignore pas *aujourd'hui* que les principaux moteurs du procès de Louis XVI furent les orléanistes, aidés par le cabinet de Saint-James. On a vu précédemment que la cour de Londres avait flatté le duc d'Orléans de la vaine espérance de l'aider à s'asseoir sur le trône de France, si Louis XVI en était précipité. Dumourier, sous lequel le fils aîné du duc d'Orléans servait en qualité de lieutenant-général, voyait dans cette révolution imaginaire l'assurance de la plus brillante perspective. Au surplus, quelles que fussent les vues du général français, en livrant la bataille de Gemmapes, la mâle vigueur des

Digitized by Google

troupes françaises les fit tourner à la honte des Autrichiens, qui abandonnèrent bientôt la Belgique entière aux vainqueurs, en se réfugiant au-delà de la Meuse.

An I.

## CHAPITRE XIX.

### *Arrivée de l'armée prussienne à Coblentz.*

L'ARMÉE prussienne, commandée par le roi de Prusse, en personne, était arrivée à Coblentz, le 28 octobre. Le général Custines, convaincu que cette armée, dans son extrême délâbrement, trop heureuse d'être parvenue au bord du Rhin, ne s'occuperait qu'à prendre un repos qui lui était nécessaire pour se rétablir, prenait peu de précautions contre les entreprises qu'elle pourrait tenter. Il se persuadait que quelques détachemens qu'il enverrait de tems en tems vers l'embouchure de la Lahn, suffiraient pour retenir les Prussiens au-delà de cette rivière.

On renouvela dans le conseil de guerre, la proposition d'assiéger Hanau, dont la position promettait des avantages qui n'étaient pas suppléés par celle de Francfort. Le défaut d'artillerie de siège fit rejeter ce projet : d'ailleurs, on paraissait peu redouter les Autrichiens dans Mayence. Le discours que des orateurs à forts poumons ne cessaient de tenir

Digitized by Google

à la tribune de la société populaire de cette ville,
1792. avaient si fort exalté toutes les têtes, qu'on envisageait les *sans-culottes* français comme des conquérans auxquels aucune puissance ne pouvait résister, et qui se rendraient maîtres de Vienne et de Berlin, dès qu'ils voudraient se donner la peine de se déplacer pour en prendre possession.

Ce ne fut qu'avec une extrême surprise qu'on apprit que des colonnes prussiennes se répandaient à la droite du Rhin, en se rapprochant de la Lahn précisément lorsque les Autrichiens, complétement défaits à Gemmapes, se retiraient au-delà de la Meuse.

Ce mouvement était la suite d'un nouvel arrangement entre les cours de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin. Les deux premières qui, sous prétexte de rétablir la tranquillité en Pologne, avaient envahi ce malheureux pays, offraient au roi de Prusse une partie de cette riche dépouille, en indemnité des dépenses qu'il ferait en faveur de la coalition. Les conséquences de cette convention, qui furent le déchirement total de la Pologne, se développeront dans la suite : il suffit à présent de les indiquer.

Custines sentait alors combien il eût été avantageux, après la prise de Mayence, de se porter sur la forteresse d'Ehrenbreistein et sur Coblentz, au lieu de surprendre Francfort, qu'on ne pouvait que très-difficilement

Digitized by Google

garder. La prise de Coblentz aurait livré aux Français les seuls approvisionnemens qu'eussent les Prussiens en arrière de leur armée. Alors le roi de Prusse et le duc de Brunswick, pressés par le général Kellermann qui les poursuivait, n'auraient eu d'autres ressources que de prendre le chemin de la Westphalie. Kellermann, n'ayant plus d'ennemis en tête, pouvait se porter vers le Rhin. Les succès de Dumourier seraient devenus décisifs. Le maréchal de Clairfayt, ayant à craindre pour la gauche de sa position, n'aurait osé passer l'hiver à la gauche du Rhin; les Français, maîtres du cours de ce fleuve depuis la Suisse, l'auraient tenu bordé par l'armée de Biron jusqu'à Worms, et par celle de Custines et de Kellermann, depuis Worms jusqu'à Dusseldorf. Dumourier eût été le maître de disposer de toutes ses forces pour prendre Mastricht, et forcer les Hollandais de s'allier avec la France. AN I.

Toute la partie d'Allemagne, située à la gauche du Rhin, serait tombée au pouvoir des Français. Luxembourg, la forteresse de l'Europe dont la conquête est regardée comme la plus difficile, après celle de Gibraltar, se serait rendue sans soutenir de siège, dès qu'elle aurait consommé ses subsistances.

Digitized by Google

1792.

# CHAPITRE XX.

## *Contestations entre Custines et Kellermann, devant la convention nationale.*

Custines, craignant qu'on ne lui reprochât un jour de n'avoir pas occupé Coblentz avant l'arrivée des Prussiens dans cette ville, prit le parti de rejeter sur un autre les torts qui pouvaient lui être attribués. Ce fut le motif d'une plainte que, le 31 octobre, il porta, devant la convention nationale, contre Kellermann qu'il accusait en même tems d'impéritie et de trahison, pour n'avoir pas détruit l'armée prussienne, sur les bords de la Moselle.

Kellermann, auquel Dumourier n'avait laissé qu'une armée beaucoup plus faible que celle qu'il était chargé de poursuivre, regardait comme le chef-d'œuvre de la tactique les manœuvres qu'il n'avait cessé de faire pour en imposer aux Prussiens depuis qu'ils avaient quitté le territoire de France.

Malgré le mauvais tems et la dégradation des chemins, qui en était la suite, la retraite des Prussiens s'était exécutée avec beaucoup d'ensemble et dans le plus grand ordre. Les marches étaient toujours terminées par des camps bien choisis, de manière qu'il n'eût pas

Digitized by Google

pas été prudent d'attaquer le roi de Prusse, parce que, si l'avantage eût tourné en faveur des Allemands, non-seulement les frontières de France auraient été menacées, mais les communications entre l'armée de Custines et celle de la Belgique pouvaient être interceptées. Kellermann, piqué au vif d'une accusation à laquelle il ne s'attendait pas, écrivit à la convention, que l'auteur de la plainte portée contre lui ne pouvait avoir enfanté cette production déraisonnable, que dans un accès de démence, ou dans un moment d'ivresse.



Custines réitéra ses plaintes; des récriminations s'établirent entre ces deux généraux: le bien du service en souffrait. Kellermann fut envoyé commander l'armée de Savoie; on lui donna pour successeur Beurnonville, dont la division à l'armée du Nord fut confiée à Miranda.

Cependant les Prussiens, ayant passé la Lahn, s'avançaient sur Francfort. Custines s'était adressé au ministre de la guerre, Pache, pour avoir un renfort de troupes à prendre sur le corps que le général Biron commandait en Alsace. Celui-ci, ayant reçu ordre de faire passer sans délai, à Mayence, toutes les troupes que Custines lui demanderait, sentant que cet assujétissement ne lui laissait que la responsabilité des opérations militaires, dont le succès ne dépendait plus



Digitized by Google

de lui, cachant son embarras sous le dehors
1792. du zèle le plus désintéressé, demanda de servir désormais sous les ordres de celui qui précédemment avait servi sous les siens : un abondant tribut d'éloges fût la récompense de cette modestie républicaine. Sa demande ayant été accueillie, Custines disposa dès-lors de toutes les forces françaises depuis Porentrui jusqu'à Francfort.

Biron continua de résider pendant quelque tems à Strasbourg ; bientôt il fut chargé du commandement de l'armée de Nice. On l'envoya dans la Vendée en 1793.

Custines, devenu généralissime, avait tiré douze mille hommes de l'armée d'Alsace. Ce corps fût confié au général Van-Helden, avec le commandement de Francfort. En même tems Beurnonville reçut ordre de chasser les Autrichiens qui gardaient les défilés du pays de Trèves, et de se porter vivement sur le Rhin, pour opérer une diversion.

J'ai déjà observé que les jacobins avaient introduit l'usage de s'emparer, sans façon, des noms grecs et romains, célèbres par les grandes actions des héros qui les avaient portés. Dumourier, qui n'osait encore s'arroger le surnom d'Agamemnon, avait gratifié Beurnonville de celui d'Ajax ; en conséquence de ce baptême civique, Custines était persuadé qu'il n'était aucun obstacle insurmontable à ce guerrier.


Digitized by Google

Beurnonville attaqua les Autrichiens dans une position encore plus difficile à forcer que celle de Gemmapes. Les Français firent des prodiges de valeur. Ecrasés par le canon ennemi, ils se rallièrent jusqu'à sept fois; mais, enfin, l'audace fut obligée de céder aux efforts réunis de la nature, de l'art et d'une supériorité d'ennemis. Les pertes essuyées par Beurnonville, dans cette occasion, le forcèrent d'aller prendre des cantonnemens dans la Lorraine. Les Autrichiens remplirent le local qu'occupait cette armée; et leur position consolidée, sur la Moselle, par Coblentz, Trèves et Luxembourg, coupait la communication entre Dumourier, maître de la Belgique, et Custines, maître de Spire, de Worms et Mayence. An I.

## CHAPITRE XXI.

*Les Prussiens reprennent Francfort.*

On avait perdu Francfort le 2 décembre. La fausseté des circonstances avec lesquelles cet événement fut publié à Paris, m'oblige de rétablir les faits. Les tentatives de Custines, pour séparer dans cette ville les intérêts des pauvres de ceux des riches, causaient un mécontentement général. La garnison de Francfort ne consistait qu'en deux mille hom-



Digitized by Google

mes ; elle fut renforcée d'un bataillon : c'était
1792. peu de chose pour résister aux Prussiens qui s'avançaient sur trois colonnes ; celle de la droite, commandée par le prince d'Hohenlohe ; celle du centre, que le roi de Prusse conduisait en personne, et celle de la gauche, aux ordres du général Kalkreuth. Le prince d'Hohenlohe dirigeait sa route par Nasteden ; le roi de Prusse, par Hombourg, et le général Kalkreuth serrait la droite du Mein.

Custines avait promis aux habitans de Francfort que la neutralité de cette ville serait respectée par toutes les puissances belligérantes. Il se rendit même dans le sénat quelques jours avant l'arrivée des Prussiens, pour déclarer aux magistrats que, s'il était contraint par les circonstances de combattre le roi de Prusse dans les environs de Francfort, les dommages que pourraient éprouver les Francfortois seraient réparés par la république française, et que, dans tous les cas, la ville n'avait point à redouter un siège.

Tandis que le général français donnait ces vaines assurances, il ordonnait au général Van-Helden de se défendre dans Francfort jusqu'à la dernière extrémité. Van-Helden n'avait en sa disposition ni canons de remparts, ni munitions de guerre. Il lui était enjoint de s'emparer de l'arsenal, et de désarmer les habitans s'ils menaçaient de faire la moindre résistance. Ces deux dispositions ne pouvaient

Digitized by Google

guères être exécutées par une très-faible garnison, dans une ville où l'on comptait près de trente mille hommes en état de porter les armes. Mais cette garnison pouvait être à chaque instant renforcée par un corps de douze mille hommes qui campait à la gauche du Mein, entre Francfort et Mayence. Van-Helden commandait ce corps; mais il avait ordre de ne le faire entrer dans Francfort, que lorsque, la ville étant attaquée par les Prussiens, l'arrivée des Français ne pouvait être considérée que comme un secours indispensable aux assiégés. 

Les Allemands s'approchaient de Francfort; mais, à l'exception de quelques coups de fusil insignifians entre les patrouilles qui se rencontraient, aucune hostilité n'avait été commise avant le 2 décembre. Il paraît que le roi de Prusse pensait que Van-Helden abandonnerait Francfort à son approche.

Une députation envoyée pendant la nuit du 28 au 29 novembre, par le magistrat de Francfort au général Kalkreult, pour le prier de respecter la neutralité de la ville, répondit que, pour ne pas exposer Francfort aux malheurs d'un siége, il consentait que les Français fissent librement leur retraite avec tout ce qui leur appartenait, pourvu que la ville fût évacuée le lendemain à midi, parce que, le roi de Prusse devant alors arriver avec le corps principal de l'armée,


Digitized by Google

les choses ne dépendraient plus de lui. Kal-
1792. kreult ajoutait que, provisoirement, pour favoriser la retraite des Français sur Mayence, il avait resserré ses avant-postes, et qu'il n'était pas fâché que le général Van-Helden fût informé de cette disposition pour prendre ses mesures en conséquence.

Au retour de la députation, le magistrat de Francfort prévint de ces dispositions le commandant français qui, maîtrisé par des ordres supérieurs, fit une réponse dilatoire.

Van-Helden se trouvait dans une situation singuliérement pénible. Il avait ordre de soutenir un siége dans Francfort, tandis que Custines assurait le sénat que ce siége ne serait pas soutenu. Il lui était enjoint d'enfoncer les portes de l'arsenal pour s'emparer des canons et des munitions qu'il renfermait, et même de désarmer les habitans; mais, pour exécuter ces violences, il avait besoin des douze mille hommes campés entre Francfort et Mayence, et il ne lui était permis de les faire avancer, que quand la ville serait attaquée, c'est-à-dire, lorsque leur arrivée serait impossible.

On a conjecturé que Custines, sentant l'impossibilité de conserver Francfort, dont il avait si souvent exalté l'importance, aurait desiré que Van-Helden, effrayé du danger imminent que courait sa garnison, eût abandonné la place sans la défendre. Alors il au-

Digitized by Google

rait accusé cet officier de lâcheté ou de perfidie, et lui-même, se trouvant à couvert des reproches, il pouvait replier son armée dans les murs de Mayence, en fulminant contre les lâches et les traîtres dont la conduite avait détruit les projets les mieux combinés, et arraché des mains du général une victoire infaillible.

An 1.

Francfort fut attaqué par les Allemands, le 2 décembre, à la pointe du jour, du côté de la porte neuve et de celle de tous les Saints : c'était le moment décisif.

L'ordre est donné aux douze mille hommes de marcher rapidement sur la ville ; et tandis qu'une partie de la garnison française faisait du haut des remparts un feu de mousqueterie assez meurtrier, quelques piquets s'étaient portés à l'arsenal pour enfoncer les portes, et pour prendre l'artillerie et les munitions qui s'y trouvaient.

Dans un instant, tout le peuple de Francfort, hommes, femmes, enfans, vieillards, s'opposent, avec un concert unanime, à cette violence, dont les suites pouvaient être l'incendie de la ville. Les magistrats se transportent chez Van-Helden, lui font les plus amers reproches sur la contradiction de sa conduite, avec les assurances données par le général en chef ; le sollicitent vivement de mettre un terme aux périls qui menacent la ville ; et sous prétexte de le déro-

ber à la fureur du peuple, ils placent une
1792. garde nombreuse à la porte de sa maison.

Dans cet intervalle, les ouvriers avaient désarmé la garde française placée à la porte neuve ; et ayant sur-le-champ baissé le pont-levis, les Hessois entraient en foule. Bientôt le peuple ouvrit la porte de tous les Saints à la colonne prussienne. Alors il ne fut plus question de se défendre. Le peu de cavalerie française qui se trouvait dans Francfort, et quelques corps d'infanterie, se retirèrent avec précipitation par la porte de Mayence ; les autres, poursuivis de rue en rue par les Allemands, mirent bas les armes, après avoir beaucoup souffert. Van-Helden fut au nombre des prisonniers.

Les habitans de Francfort, calomniés à cette occasion par des relations fabriquées dans le club de Mayence, et qui circulèrent avec profusion dans Paris, montrèrent des sentimens généreux. Les Français, reçus chez les bourgeois, y furent tenus cachés aussi longtems que dura le danger ; ils ne furent remis aux Prussiens que lorsqu'on pouvait en agir ainsi, sans les exposer à la mort.

La division française que commandait le général Neuwinger, s'était mise en marche en recevant les ordres de Van-Helden ; la résistance avait été si courte, que les bataillons français, malgré la rapidité de leur course, arrivèrent trop tard. L'avant-garde était à la vue de la

Digitized by Google

ville, lorsqu'elle apprit, par des fuyards, que le roi de Prusse venait d'y entrer. On sonna la retraite. Tous les corps français, répandus à la droite du Rhin, étaient entrés dès le lendemain dans Mayence ; il ne restait aux Français que le fort de Cassel.



## CHAPITRE XXII.

*Suites de la bataille de Gemmapes.*

Ce n'était pas une grande perte que celle de Francfort; peut-être même eût-il été avantageux à la cause de la révolution, que les Français, abandonnant leurs expéditions dans le cœur de l'Allemagne, réunissent leurs efforts sur la Meuse, pour chasser leurs ennemis au-delà du Rhin.

La frontière de France, depuis les montagnes helvétiques, était couverte par deux cent cinquante mille hommes, divisés en quatre armées principales. Custines et Beurnonville commandaient celle qui bordait le Rhin ; les autres, sous le nom d'armée du Centre, d'armée du Nord et d'armée des Ardennes, obéissaient à Dumourier. Miranda conduisait sous ses ordres l'armée du Nord, et Valence celle des Ardennes. Avec un peu d'union et de bonne volonté de la part des généraux, ces forces devaient pousser, à la droite du Rhin, environ

Digitized by Google

1792. quatre-vingt mille Autrichiens, Prussiens ou émigrés, cantonnés sur les bords de la Moselle et dans l'électorat de Cologne, depuis que Dumourier, maître du cours de la Meuse jusqu'à Liège, avait étendu ses quartiers jusqu'à Aix-la-Chapelle.

Pour réussir dans une entreprise qui assurait à la France la possession de la Belgique, et forçait les Hollandais à rompre leur alliance avec l'Angleterre et la Prusse, pour s'attacher à la France, il fallait prendre Mastricht. Dumourier assure, dans ses mémoires, que le ministre Pache rendit constamment cette expédition impossible, et qu'en général les députés, dont l'influence prédominait dans la convention, occupés du dessein de changer le gouvernement français, paraissaient craindre que la guerre extérieure ne fût trop brusquement terminée, et que les loisirs de la paix ou le desir de terminer la crise révolutionnaire, en développant chez les Français de nouvelles combinaisons politiques, n'en ramenassent un grand nombre vers les institutions de la constituante, dont on voulait anéantir jusqu'aux traces.

Sans entrer dans ce labyrinthe, où l'observateur ne trouve aucun fil pour se conduire, j'observerai non-seulement que Pache, pour empêcher le siége de Mastricht, s'autorisait de la crainte que cette agression hostile ne déterminât les Bataves à se déclarer contre la France;

mais, sans être maîtres de Mastricht, il était impossible de défendre le pays de Liège; argument absolument insoluble. An I.

## CHAPITRE XXIII.

*Il eût été convenable d'assiéger Mastricht.*

D'AUTRES guerres avaient fourni l'exemple de prendre et de garder cette place importante, en s'engageant par un manifeste de la restituer à la paix. Ne pouvait-on pas prendre le même parti que les circonstances nécessitaient? D'ailleurs Mastricht appartient, pour le civil, à l'évêque de Liège, et pour le militaire, aux Hollandais; cette combinaison de juridiction favorisait le projet que pouvaient avoir les Français de s'en assurer le dépôt pendant la guerre.

Il faut encore observer que les dispositions du traité de Pilnitz n'étaient pas entiérement connues à Paris en 1792; les cours de Londres et de Pétersbourg gardaient une apparente neutralité. Cette dernière puissance avait témoigné beaucoup d'égards au comte d'Artois pendant un voyage qu'il avait fait en Russie. Elle fournissait de l'argent aux princes français, mais on ignorait qu'elle s'était obligée de fournir à la coalition des subsides considérables, des vaisseaux de ligne et une armée.

Digitized by Google

1792. Ce ne fut que le 8 février 1793, que, se déclarant ouvertement, elle congédia l'ambassadeur de France, bannit tous les Français résidant en Russie, qui refusèrent de s'engager par serment au rétablissement de l'ancien régime, et prohiba l'importation des livres ou journaux qui venaient de France.

La république n'avait encore d'ennemis déclarés que l'empereur, le roi de Prusse et le roi de Sardaigne; et dès qu'on refusait d'assiéger Mastricht, il ne restait d'autre parti à prendre, pour conserver les Pays-Bas autrichiens, que de traiter avec les Hollandais.

Si le gouvernement de la Haye se déclarait contre nous, on ne pouvait douter que la cour de Londres ne prît sur-le-champ le même parti. Le lord Auckland, ambassadeur de Londres à la Haye, avait *assuré officiellement* que, le théâtre de la guerre s'approchant du territoire batave, la cour de Londres était disposée à fournir aux Hollandais les secours stipulés par le traité de 1788. Les Hollandais répondirent qu'ils pensaient que les puissances belligérantes n'avaient aucun projet hostile contre eux. Cependant une grande fermentation régnait dans ce pays; les ennemis de la cour stadhoudérienne dissimulaient à peine la joie qu'ils ressentaient de l'approche des Français; mais la majeure partie de la nation paraissait disposée à profiter des offres de la cour de Londres. Le flegme hollandais cachait

une partie de ces dispositions, qui pouvaient se manifester à la moindre occasion. An I.

Alors, les Hollandais livrant passage aux Autrichiens, par Mastricht et par Venloo, l'armée française pouvait être prise de revers, et forcée d'abandonner le pays de Liège, le comté de Namur et même tout le Brabant, pour se retirer derrière l'Escaut, en rétrécissant sa ligne de défense entre Anvers et Valenciennes.

Si les Anglais et les Hollandais assemblaient des forces imposantes dans la Flandre maritime, on pouvait être contraint d'abandonner encore les bords de l'Escaut. Toute la Belgique était perdue, il fallait se retirer sous nos places de guerre de Flandre et d'Artois.

Les jacobins ne voulaient ni traiter avec les Hollandais, ni rompre avec eux. La tribune de la société-mère retentissait des assurances que les Français étaient en état de faire avec succès la guerre à toute l'Europe. Cette idée, follement gigantesque, à force d'être répétée dans les deux sociétés jacobines et dans les sections de Paris, avait acquis un tel degré de faveur, que celui qui l'aurait combattue, non-seulement n'eût trouvé personne pour l'écouter, mais s'exposait à passer pour aristocrate, et aux suites tragiques de cette accusation.

Il devenait donc indispensable que Dumourier s'entendît avec Custines pour chasser à la

An 1. droite du Rhin les Autrichiens, cantonnés à la gauche de ce fleuve. Dans cette supposition, la possession de Mastricht n'était plus nécessaire aux Français; la forteresse de Luxembourg se trouvait réduite à ses propres forces, insuffisantes pour tenter aucune espèce d'attaque. Les Français n'avaient plus qu'à garder les bords du Rhin, depuis les frontières de Hollande jusqu'à Bâle. Dumourier était bien éloigné de prendre ce parti, dont la réussite était infaillible.

## CHAPITRE XXIV.

*Négociations avec les réfugiés hollandais, victimes de la révolution de 1787.*

Au lieu de cela, on prêta l'oreille aux insinuations de quelques réfugiés bataves, victimes de la révolution de 1787 et de la politique, aussi fausse que puérile, du ministre Lomenie de Brienne. Plusieurs d'entre ces chefs étaient des hommes considérables. Ils assuraient que leur parti, aussi nombreux dans les provinces bataves que celui du stadhouder, n'attendait que l'approche d'une armée française pour opérer, en Hollande, une révolution dont la France retirerait les plus précieux avantages. Ces étrangers, rebutés d'abord par le ministre Lebrun, qui négociait avec le ca-

Digitized by Google

binet de Saint-James, s'étaient adressés aux jacobins, ils embrassèrent leur défense avec l'enthousiasme qui caractérisait cette société. AN II

Les papiers publics ne parlaient que de la facilité d'une invasion en Hollande. L'on devait trouver des ressources en tout genre, pour écraser tous les trônes de l'Europe : or, argent, marchandises, denrées, munitions navales et tous les objets commerciaux dont la rareté commençait à se faire sentir en France. Il fut décidé que les réfugiés hollandais se transporteraient dans Anvers, avec un comité révolutionnaire formé par eux.

Bientôt une légion de dix mille hommes, levée par ces Hollandais sous le nom de *Légion batave*, eut ordre de marcher vers la même ville, pour former l'avant-garde de l'armée, si on pénétrait en Hollande. Un agent du gouvernement fut placé près de ce comité révolutionnaire, pour rendre compte des mesures qu'on y prenait. Cependant aucun engagement positif ne liait le gouvernement français à ces réfugiés. Tout fut soumis à des événemens d'une négociation dont on parlera dans la suite.

Les généraux français, en pénétrant dans la Belgique, après la bataille de Gemmapes, avaient publié, sous l'autorisation de la convention nationale, une proclamation dans laquelle ils annonçaient aux Belges que les armées de la république entraient chez eux avec des

Digitized by Google

intentions fraternelles, pour consolider la liberté belgique. On leur déclarait que, sous la protection de la France, ils seraient les maîtres de choisir la forme de gouvernement qui leur conviendrait, sans redouter aucune influence étrangère. Cette conduite généreuse frappait les Belges d'une si vive admiration, qu'on ne parlait de rien moins, dans les grandes villes qui couvrent ce beau pays, que d'offrir à la convention un don gratuit de cinquante millions en numéraire, et d'organiser quarante mille hommes à la solde de la Belgique, pour se réunir aux armées françaises.

1792.

## CHAPITRE XXV.

*Conduite tenue par les jacobins dans la Belgique.*

Si, pour s'assurer la conservation des Pays-Bas autrichiens, il était important pour Dumourier de se rendre favorable l'opinion des Belges, la prévention, cette influence qui agit si puissamment sur les actions des hommes, lui avait frayé une route facile, qui corrigeait ce que les démarches militaires pouvaient avoir de défectueux. Mais ce sentiment, presque toujours créé par le hasard, veut être cultivé avec beaucoup de soin. Il faut sur-tout, pour le conserver, ne rien promettre qu'on ne veuille ou

Digitized by Google

ou qu'on ne puisse tenir. Il faut se faire un plan de conduite dont on ne s'écarte pas ; il faut ménager avec attention les préjugés locaux et particuliers, autrement le charme disparaît, et les dispositions heureuses dont un gouvernement sage aurait tiré les plus grands avantages, font place au discrédit, au mépris et même à la haine.

AN I.

Les Belges, exaspérés depuis long-tems contre l'administration autrichienne, regardaient la révolution française comme une occasion d'établir chez eux un gouvernement moins déprédateur. Toutes les proclamations, répandues par les jacobins, exaltaient les vertus sociales et domestiques. Elles assuraient que les Français libres étaient les ennemis des rois, et les amis des peuples dont ils respectaient les volontés.

La convention venait de décréter que les Français accordaient assistance à toutes les nations qui voudraient se procurer la liberté. En vain les émigrés, répandus dans la Belgique, publiaient de leur côté que l'anarchisme était le système des jacobins, qui, sous des expressions mielleuses, voilaient la perfidie de leurs intentions, et se proposaient, après avoir bouleversé leur patrie, de porter chez leurs voisins le feu des discordes civiles. On se défiait de la bonne foi de ces avertissemens bénévoles. Les Belges les regardaient comme trop intéressés à la cause contraire,



Digitized by Google

1792. pour qu'ils peignissent avec vérité les événemens qui se passaient chez eux. On admirait les nobles efforts d'une nation qui avait été contrainte de culbuter son ancien gouvernement, et de renoncer à tous les avantages de son organisation politique pour échapper aux vexations de la noblesse et du clergé.

Les principes de désintéressement, adoptés par la convention, la promesse formelle de ne point s'ingérer dans le gouvernement des autres états, de ne pas étendre les possessions françaises par des conquêtes, et tous les grands mots consacrés par la religion civique, étaient répétés par Dumourier dans les manifestes et dans ses conférences particulières avec les magistrats des villes. Les Belges étaient persuadés que la conduite du général français serait d'accord avec ses paroles, et qu'assemblés en convention, sous les auspices de *la* république française, ils conserveraient ceux de leurs usages qui leur convenaient, et feraient dans leur mode d'administration civile, politique et religieuse, les changemens qui leur paraîtraient avantageux, sans être obligés de se conformer à la manière dont on voulait s'administrer en France.

Mais Cambon avait des vues bien autrement financières. Les proclamations publiées n'étaient qu'un piège auquel les Belges devaient être pris. A peine les Français se voyaient en possession de toutes les places

Digitized by Google

fortifiées et de toutes les armes disséminées dans la Flandre et dans le Brabant, que ce législateur, ministre des finances, manifestait sans détour son dessein de trouver une vaine et odieuse ressource dans la spoliation d'un pays ami. AN I.

Un décret rendu, le 15 décembre, supprimait toutes les autorités existantes dans les Pays-Bas autrichiens, ordonnait l'établissement d'une administration provisoire sur le modèle de l'administration française; séquestrait toutes les propriétés publiques, mobiliaires et immobiliaires, de même que celles des princes, du clergé et des communautés laïques; supprimait les impôts, la dîme, les droits féodaux, et chargeait les généraux de l'exécution de cette loi.

Elle était rendue au moins à contre-tems, et sans avoir calculé si les Belges étaient préparés à un changement si général et si prompt. Il est vrai que quelques articles de ce réglement devaient cesser dès que les Belges auraient une représentation nationale; mais on trouva mille moyens d'écarter ce congrès régénérateur. Il s'éleva de nouveaux soupçons que les Français voulaient fomenter des troubles dans les autres pays; on disait publiquement que l'art de soulever les pauvres contre les riches, était celui dont la nouvelle république faisait usage de préférence. Ce qui fournit aux gouvernemens de l'Europe des pré-



Digitized by Google

textes pour intercepter toute communication
1792. avec la France.

Quatre commissaires conventionnels, Camus, Gossuin, Danton et Lacroix furent chargés de lever, à Bruxelles, les difficultés locales qui pouvaient arrêter l'exécution de ce décret. Ils confièrent les détails de cette opération au commissaire-ordonnateur Ronsin, qui faisait remplir les fonctions d'huissiers par des jacobins qui volaient la meilleure partie des matières d'or et d'argent sur lesquelles ils posaient les scellés.

## CHAPITRE XXVI.

*Caractère de Cambon.*

CAMBON, qui gouvernait les finances avec une autorité absolue, n'était propre à cette place, dans un tems très-difficile, que parce qu'il n'avait pas le moindre sentiment de probité et d'honneur. Sans aucune teinture des affaires, sans aucune connaissance des hommes, il tranchait les difficultés avec un entêtement et un despotisme qui mettaient en défaut les talens et l'expérience.

Lorsqu'on lui représentait que les Belges avaient des idées politiques différentes de celles des Français, et que le tems de dompter leurs préjugés n'était pas arrivé; qu

poussant au désespoir, on devait en craindre les effets; qu'ils pouvaient appeler secrétement les Autrichiens, et, lorsqu'ils se sentiraient appuyés, prendre les armes de toutes parts, égorger les garnisons de l'intérieur, composées de bataillons faibles, et ruiner entiérement l'armée. An I.

Lorsqu'on ajoutait qu'au lieu d'éventrer la poule aux œufs d'or, il valait mieux, par des emprunts, dont les suites intéresseraient les Belges aux succès de la république, extraire une partie des trésors enfouis dans la Belgique, ou se procurer les mêmes ressources, en proposant aux gros capitalistes d'Anvers, de Bruxelles, de Gand, de placer leurs fonds dans les fournitures de l'armée; Cambon répondait aux donneurs d'avis qu'ils étaient des royalistes, des aristocrates.

Ses vues patriotiques étaient de s'emparer de tout le numéraire de la Belgique, et surtout de l'argenterie des églises, qu'il présentait comme une mine intarissable. D'ailleurs, selon lui, la raison d'état couvrait toutes les injustices particulières. Enfin, ajoutait Cambon, quand les Belges, débarrassés de leur or et de leur argent, partageront le sort de la France, ils s'associeront naturellement à la république, à l'exemple des Liégeois; on les admettra dans notre association politique, avec l'espoir de partager les con-

Digitized by Google

1792. quêtes futures, et de trouver chez les autres ce qu'ils ont perdu chez eux.

Cambon comptait sur ce qu'il appelait *le peuple*, entendant par ce mot cette tourbe désœuvrée et vagabonde qui couvre les places publiques des grandes villes, et dont les agitateurs font à peu de frais l'instrument aveugle de leurs perfides desseins. Enfin, il prétendait que rien n'était plus heureux pour la France en révolution, que de désorganiser les peuples voisins, et de les livrer à une telle anarchie, qu'ils ne pussent former aucun obstacle au nouvel ordre de choses qui s'introduisait en France.

Ces principes, déjà barbares en eux-mêmes et anti-sociaux, furent mis en usage dans la Belgique, avec une indécence qui aggravait encore leur machiavélisme. Une horde affamée de jacobins des deux factions, fut détachée dans ces provinces, les uns comme délégués du pouvoir exécutif, les autres envoyés par la commune de Paris, qui prétendait exercer un pouvoir souverain. Quelques jacobins, sans avoir une mission ostensible, étaient chargés par la société-mère d'éclairer les Belges, et de former parmi eux l'esprit public, c'est-à-dire, de propager le système jacobinique. Ces proconsuls qui, sous le costume le plus dégoûtant, faisaient cependant la dépense la plus scandaleuse, séquestraient les métaux précieux trouvés

Digitized by Google

dans les églises et les maisons des gens riches; s'appropriaient ou vendaient à bas prix les mobiliers, suivant les circonstances; supprimaient les impôts pour flatter les pauvres; cassaient les magistrats; créaient des assemblées populaires, affiliées aux jacobins de Paris; exerçaient enfin une autorité arbitraire, à l'aide d'une partie des gardes nationales, qui leur obéissaient préférablement à leurs généraux.



Les Belges, élevés dans un respect profond pour les objets consacrés au culte de l'être suprême, voyaient avec une surprise mêlée d'indignation les irrévérences que les Français se permettaient dans les églises et sur les choses auxquelles la religion chrétienne attribuait une sainteté plus spéciale. Les évêques et les prêtres, menacés de perdre leur liberté et peut-être la vie, avaient pris la fuite; les gens riches enfouissaient leur argent; les négocians suspendaient leurs spéculations commencées; la circulation du numéraire était interceptée; la défiance s'emparait de toutes les ames; différens symptômes annonçaient une explosion prochaine.

Cependant les jacobins, sans paraître faire attention à la disposition des esprits, avaient résolu d'engager chaque canton particulier de la Belgique à prononcer son vœu pour sa réunion à la république française. Le peuple était assemblé dans les églises sans aucune

Digitized by Google

1792. convocation régulière. Là, des clubistes français et belges lisaient l'acte d'accession, que presque personne ne comprenait; les assistans signaient cet acte, les uns en tremblant, les autres achetés ou séduits. On imprimait les procès-verbaux de ces assemblées; on les envoyait à Paris comme le vœu libre et unanime des Belges. La convention, trompée par les apparences, regardait la Belgique comme une barrière inexpugnable, lorsque les habitans infortunés de ces provinces, autrefois florissantes, appelaient les Impériaux par leurs vœux et par leurs secrètes manœuvres.

La même conduite était tenue par les émissaires jacobins dans les villes conquises au bord du Rhin, dans la principauté de Porentrui, en Savoye et dans le comté de Nice.

FIN DU SECOND VOLUME.

Digitized by Google

# TABLE

## DES LIVRES ET CHAPITRES

Contenus dans le tome second.

### LIVRE QUATRIEME.



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

## LIVRE CINQUIÈME.



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

## LIVRE SIXIEME.



Digitized by Google

CHAP.


Digitized by Google

Digitized by Google

## LIVRE SEPTIÈME.



Digitized by Google

Digitized by Google

Fin de la Table.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 05966 2174

Digitized by Google

Digitized by Google

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 05966 2174
Digitized by Google

Digitized by Google